

Les Echos



Luxe Les mythiques lunettes Vuarnet dans le giron de LVMH // P.20

MERCREDI 6 SEPTEMBRE 2023

Métavers L'irrésistible naufrage de l'immobilier des mondes virtuels // P.28

Le géant de la tech Baidu a lancé sa première IA génératrice rivale de ChatGPT. D'autres groupes chinois sont sur les rangs. Un défi pour le régime qui entend maintenir un contrôle politique sur les contenus.

Intelligence artificielle et la riposte de Pékin

Le géant de la tech Baidu a lancé sa première IA génératrice rivale de ChatGPT. D'autres groupes chinois sont sur les rangs. Un défi pour le régime qui entend maintenir un contrôle politique sur les contenus.

RETROUVEZ
L'ÉDITO
ÉCONOMIQUE DE
FRANÇOIS VIDAL
TOUS LES JOURS
À 7H10

Les Echos sur RADIO CLASSIQUE

Et votre journée devient plus belle

M 00104 -906 -F:340



ISSN0153-4831
NUMERO 24037
116° ANNÉE
32 PAGES
Antilles-Réunion 4,50 €. Belgique 4,00 €.
Espagne 4,90 €. Luxembourg 4,20 €.
Maroc 42 DH. Suisse 6,40 FS. Tunisie 9 TND.

analyses

Le rugby, métaphore de la société française

Par Alexis Karklins-Marchay

La Coupe du monde de rugby démarre vendredi, l'occasion de se remémorer les valeurs cardinales de ce sport né en Angleterre au début du XIX^e siècle et qui a su conquérir le cœur des Français. Esprit d'équipe, solidarité, le rugby est également une métaphore de la société française composée de membres divers mais complémentaires. En outre, ce sport met en avant le courage et la ténacité nécessaires pour affronter l'équipe opposée. Une confrontation qui promeut le respect, une valeur dont nous perdons le sens. // PAGE 10



L'Espagne en pleine incertitude

Par Cécile Thibaud

Le budget sur le fil du rasoir

Par Christian de Boissieu

La société du travail disparaît

Par Antoine Foucher

Vive l'école... à la maison

Par Gaspard Koenig

// PAGES 9 À 11

Les industriels de la viande s'inquiètent de la chute de la consommation

ALIMENTATION Une nouvelle année noire pour la filière viande. Après la réduction des cheptels de bovins et de porcs l'an dernier, c'est la déconsommation qui met sous pression sur le secteur. Son chiffre d'affaires devrait reculer de 3 % cette année, avec des volumes de consommation en baisse au premier semestre. Avec l'inflation, les Français ont réduit leurs achats alimentaires. Dans le même temps, les importations de viande ont augmenté de 11,5 % en 2022 toutes viandes confondues, surtout dans les restaurants, les cantines scolaires et les boulangeries et les coûts de production ont continué de grimper. // PAGE 18

L'Allemagne renoue avec la rigueur budgétaire

ÉCONOMIE C'est la fin des largesses budgétaires en Allemagne. Le ministre libéral des Finances Christian Lindner a dévoilé mardi un budget 2024 présenté comme celui du « retour à la normalité ». Pour la première fois depuis 2020, ce budget respectera pleinement la loi du « frein à l'endettement », cette règle d'or qui interdit à l'Etat allemand d'emprunter plus de 0,35 % de son PIB par an. Le budget pour l'an prochain prévoit un sérieux serrage de ceinture, avec 30 milliards de dépenses en moins, notamment pour la Santé et l'Economie. Au total, le déficit budgétaire passerait de 4,25 % du PIB cette année à 1,75 % l'an prochain. « Notre pays doit rester la référence mondiale en matière de finances publiques », a martelé Christian Lindner. // PAGE 6



John MacDougall/AFP

Bras de fer sur les dépenses de santé



Sébastien Ottol/REA

SOCIAL Les hôpitaux publics, les cliniques, les acteurs du grand âge ou encore les industriels du médicament multiplient les appels à l'exécutif pour augmenter les moyens alloués au secteur de la santé. Mais le gouvernement se dit déterminé à maîtriser ces dépenses. Il reste pourtant prudent sur les pistes d'économies qui permettraient de les contenir alors qu'il veut mieux rémunérer les soignants et soutenir la production de médicaments en France.

// PAGE 2 ET L'ÉDITORIAL
D'ÉTIENNE LEFEBVRE PAGE 14

LUNAJETS



LUNAJETS.FR

OWN THE SKIES *

LE LEADER EN AFFRÈTÉMENT DE JETS PRIVÉS

PARIS +33 1 89 16 40 70 · GENÈVE +41 22 782 12 12
LONDRES +44 870 820 0288 · MONACO +377 99 92 14 24

Lunajets France SAS est un broker de vols charter et, en tant que tel, organise le transport aérien en réservant des aéronefs auprès d'exploitant d'aéronefs tiers, agissant comme mandataire, au nom et pour le compte de ses clients. Lunajets France SAS agit seulement en qualité d'intermédiaire, n'exploite pas elle-même des aéronefs, n'est pas un transporteur contractuel ou indirect et ne fournit pas de services de transport aérien.

* Le ciel est à vous

Dialogue de sourds entre le gouvernement et les oppositions sur les économies

● Les ministres Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ont reçu mardi les représentants des oppositions au Parlement pour préparer le futur projet de loi de finances et trouver les 6 à 10 milliards d'économies nécessaires.

● Malgré cette mise en scène du dialogue, l'exécutif se prépare encore à un automne agité par les 49.3.



Thomas Cazenave (à droite) a succédé à Gabriel Attal au poste de ministre délégué chargé des Comptes publics, sous la houlette de Bruno Le Maire, le ministre des Finances. Photo Bertrand Guay/AFP

FINANCES PUBLIQUES

Renaud Honoré

La mise en scène est soignée, mais le scénario n'est-il pas cousu de fil blanc ? Le gouvernement a donné mardi le coup d'envoi politique de l'examen du futur projet de loi de finances pour 2024, en accueillant à Bercy les représentants de l'opposition pour une séance de travail censée recueillir leurs propositions. Une façon d'essayer de leur renvoyer la balle avant les joutes de l'automne au Parlement, quand bien même l'exécutif ne se cache pas de se préparer déjà au recours à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer ses textes financiers.

Ils ont donc été 19 – représentants des groupes politiques de l'Assemblée et du Sénat – à se rendre au ministère de l'Economie pour ce nouveau rendez-vous baptisé « Dialogues de Bercy ».

L'ex-ministre délégué des Comptes publics Gabriel Attal en avait eu l'idée l'an dernier, au moment où la Macronie découvrait les affres de la majorité relative à l'Assemblée et cherchait une voie pour apaiser les débats à venir. Son successeur Tho-

mas Cazenave reprend le flambeau cette année sous la houlette de Bruno Le Maire, le ministre des Finances.

En un an, les ambitions ont toutefois été revues à la baisse. Est-ce la déception après un budget 2023 qui aura nécessité dix fois le recours au 49.3 permettant l'adoption sans vote ? Alors que Bercy avait organisé quatre demi-journées de travail l'an dernier, cette fois il faut se contenter pour le moment d'une courte séance d'à peine deux heures, laissant grosso modo 5 minutes à chacun pour exprimer une position sur le touffu PLF. « Notre porte est ouverte, nous sommes en position d'écoute et nous ne nous interdisons pas d'organiser d'autres séances », assure-t-on à Bercy.

Economies en baisse

Ce dialogue mené fissa n'a en tout cas pas rebuté les oppositions qui sont toutes venues, sans attente excessive néanmoins. « C'est toujours bien de discuter. Mais les Dialogues n'avaient pas permis de converger l'an dernier sur un budget acceptable pour le gouvernement et accepté par les oppositions », rappelle la députée LR Véronique Louwagie. « Il n'y avait pas d'attentes majeures », confirme Jean-Fran-

« Ça n'a pas de sens de nous demander des propositions, alors que nous ne disposons que d'une esquisse du budget. »

VÉRONIQUE LOUWAGIE
Députée LR

çois Husson (LR), rapporteur général du Budget au Sénat. A gauche, Christine Pirès-Beaune (PS) juge que « l'exercice l'an dernier avait été un peu décevant, mais c'est toujours utile d'avoir quelques informations en amont de la présentation du texte ». « C'est aussi l'occasion de faire mieux connaissance avec Thomas Cazenave et de mieux connaître ses priorités », estime Claude Raynal (PS), président de la commission des Finances au Sénat.

Lors de la séance, le tout frais ministre délégué aux Comptes publics en a profité pour faire un point sur la situation économique – avec des perspectives assombries – et rappelé quels étaient les objectifs budgétaires du gouvernement pour ce quinquennat. Les grandes lignes du PLF 2024 ont été exposées – censé tout à la fois réduire le déficit tout en assurant le financement de la transition écologique et des services publics – et la ligne rouge sur les hausses d'impôt répétée. « Notre but est de rassembler autour d'une contrainte qui doit être partagée par tous, celle de l'endettement qu'il faut réduire », souligne un conseiller.

Surtout l'objectif affiché du gouvernement était de recueillir des propositions d'économies de la part des oppositions. Alors qu'un

montant de 15 milliards d'euros était avancé avant l'été, la fourchette serait désormais comprise entre 6 et 10 milliards, selon nos informations. Mais cette quête d'économies n'a pas beaucoup progressé mardi, les oppositions n'ayant pas voulu rentrer dans le jeu imposé par l'exécutif.

« Ça n'a pas de sens de nous demander des propositions, alors que nous ne disposons que d'une esquisse du budget », réagit Véronique Louwagie (LR). « C'est d'abord au gouvernement de faire des propositions ! Mais nous sommes ouverts à un débat, pourvu que l'on parle des dépenses comme des recettes », avertit Claude Raynal (PS). « Nous ferons des propositions lors du débat parlementaire autour de la suppression de niches fiscales comme le crédit impôt recherche », ajoute Christine Pirès-Beaune.

Premier 49.3 en vue

Ce dialogue de sourds devrait se poursuivre tout l'automne. Dimanche, la Première ministre, Elisabeth Borne, avait averti qu'elle aurait « certainement à recourir à des 49.3 cet automne » pour le budget. « Faire une telle déclaration en amont ne crée pas un climat favorable à la discussion », souligne Véronique Louwagie.

L'examen fin septembre en session extraordinaire de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) – qui fixe de façon indicative la trajectoire budgétaire jusqu'en 2027 – devrait selon toute probabilité donner l'occasion d'un premier 49.3 pour son adoption. A gauche, la Nupes réfléchit déjà à une motion de censure, comme une redite du feuilleton de l'an passé.

Lire l'éditorial d'Etienne Lefebvre
Page 14

Bras de fer sur le budget de la Sécurité sociale

Le gouvernement veut maîtriser les dépenses de santé, mais les hôpitaux, les cliniques, les acteurs du grand âge ou encore les industriels du médicament n'ont de cesse d'appeler à augmenter les moyens.

Solenn Poullennec

Le budget de la Sécurité sociale s'avère particulièrement difficile à boucler cette année. Inquiet de l'envolée des dépenses de santé, l'exécutif se dit déterminé à mieux les maîtriser, mais il doit faire face aux demandes des hôpitaux, des cliniques, des Ehpad ou encore des industriels du médicament pour lâcher du lest.

« La santé doit rester une priorité absolue, notamment pour le prochain budget de la Sécurité sociale », a insisté mardi, Arnaud Robinet, le président de la Fédération hospitalière de France (FHF). Les hôpitaux publics se disent pris en tenaille entre des pénuries de personnels minant leur activité et des coûts qui dérapent sur fond d'inflation et de mesures d'augmentation des agents.

Certes, les annonces faites la semaine dernière pour améliorer la rémunération des personnels de santé travaillant la nuit et le dimanche à l'hôpital sont « très positives », selon Arnaud Robinet.

Mais « elles devront être financées à l'euro près », car elles sont estimées à 1,1 milliard d'euros alors que la situation des hôpitaux publics « n'a jamais été aussi fragile ».

In fine, la Fédération demande au gouvernement une nouvelle rallonge budgétaire d'environ 3 milliards dès cette année. Pour l'an prochain, l'enveloppe budgétaire consacrée aux établissements hospitaliers (Ondam hospitalier) devrait, selon la FHF, augmenter de près de 5 milliards d'euros, soit une hausse de plus de 4,7 % (par rapport à l'Ondam hospitalier rectifié).

Prudence sur les pistes d'économies

Ciblant les seules dépenses hospitalières – représentant autant de 40 % de l'enveloppe des dépenses de santé – cette progression est en tous les cas bien supérieure à celle visée par Bercy. « Mon objectif à ce stade est d'avoir une augmentation de ces dépenses de santé tout juste supérieure à 3 % l'an prochain », a déclaré le ministre du Budget, Thomas Cazenave.

Une gageure compte tenu de l'inflation qui devrait encore rester significative l'an prochain (2,6 % prévus dans le programme

de stabilité envoyé à Bruxelles). D'autant que l'exécutif reste prudent sur les moyens de maîtriser les dépenses. Il a écarté à court terme l'idée de transférer une partie de la charge de l'indemnisation des arrêts de travail de la Sécurité sociale vers les entreprises. Et s'il a annoncé le doublement des franchises sur les médicaments et, sans doute, du forfait sur les consultations médicales, il promet de préserver les malades chroniques.

Dans le même temps, les appels lancés par les acteurs de la santé pour desserrer les cordons de la bourse se multiplient. Les cliniques réclament de l'aide pour augmenter eux aussi la rémunération des aides-soignants et infirmiers travaillant la nuit et le week-end, comme cela a été annoncé dans le secteur public la semaine dernière. « Il est incompréhensible que les soignants des cliniques et hôpitaux privés ne soient pas concernés », a réagi Lamine Gharbi, le patron de la Fédération de l'hospitalisation privée. Par ailleurs, les acteurs publics et privés des Ehpad alertent sur leur situation financière difficile et demandent davantage de moyens.

La Fédération hospitalière de France demande au gouvernement une nouvelle rallonge budgétaire d'environ 3 milliards dès cette année.

L'exécutif est par ailleurs en plein bras de fer avec les laboratoires sur la politique de régulation des dépenses des médicaments. Les industriels, notamment les fabricants de génériques, n'ont de cesse d'alerter sur leur rentabilité. Ils dénoncent l'envolée des prélèvements effectués sur le secteur (avec une clause de sauvegarde attendue à 1,1 milliard d'euros au titre des dépenses de 2022) et mettent en garde contre le risque d'arrêt de production de certains produits.

A l'heure où les Français sont déjà confrontés à des pénuries de médicaments, l'exécutif a acté de hausses de prix sur certains médicaments, notamment l'Amoxicilline. Reste à savoir si le budget de la Sécurité sociale pourrait ouvrir la voie à une limitation de la clause de sauvegarde, très attendue par les laboratoires. ■

Du mieux sur les recrutements

Les hôpitaux publics observent « de légers signes positifs » en matière de recrutements, a déclaré mardi le président de la Fédération hospitalière de France, Arnaud Robinet. En juin dernier, le taux de postes vacants pour les infirmiers dans les établissements dépendant de la fédération était d'un peu moins de 5 % contre 5,7 % en avril 2022. Les hôpitaux publics estiment que les politiques d'attractivité qu'ils ont mené commencent à porter leurs fruits. « Nous sommes au milieu du gué et beaucoup reste à faire », tempore cependant Arnaud Robinet.

LesEchos SUR

france
inter

RETROUVEZ DOMINIQUE SEUX
DANS « L'ÉDITO ÉCO »
À 7H45
DU LUNDI AU VENDREDI



Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT, et Patrick Martin, le président du Medef, lors de la dernière réunion des partenaires sociaux à Matignon, le 12 juillet dernier.

Patronat et syndicats avancent leurs pions avant la conférence sociale

SOCIAL

Le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a commencé lundi à rencontrer en bilatéral les leaders syndicaux et patronaux avec en ligne de mire la conférence sociale qui devrait avoir lieu début octobre.

Leïla de Comarmond

Retour au dialogue social. Trois jours après l'entrée en vigueur de la très polémique réforme des retraites, le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a entamé une série de rencontres bilatérales avec les nombreux syndicats et patronaux.

Après avoir reçu lundi en toute fin de journée la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, il a rencontré mardi Cyril Chabanier, le leader de la CFTC, puis François Asselin, le président de la CPME, et enfin Patrick Martin, qui a succédé à Geoffroy Roux de Bézieux à la tête du Medef début juillet. Frédéric Souillot, de Force ouvrière, sera reçu ce mercredi. Les rendez-vous avec la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et le président de la CFE-CGC, François Hommery, doivent encore être fixés.

Bas salaires

Lors de sa réunion avec les chefs de parti mercredi 31 août, Emmanuel Macron a annoncé l'organisation d'une conférence sociale. Elle est au centre des entretiens d'Olivier Dussopt, qui portent aussi sur le reste de l'agenda social, et notamment les trois sujets sur lesquels l'exécutif a demandé aux partenaires sociaux de négocier en plus de l'assurance-chômage : emploi des seniors, compte épargne temps universel et parcours professionnels.

La conférence sociale promise par Emmanuel Macron, qui pourrait se dérouler début octobre, sera centrée « sur les carrières et les branches situées sous le salaire minimum », a précisé l'Elysée la semaine dernière. Dimanche, sur BFMTV, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a estimé que son élargissement à l'ensemble des

salaires « serait une erreur économique ». C'est en tout cas la crainte des représentants des entreprises. Premier responsable patronal à être reçu rue de Grenelle, le président de la CPME, François Asselin, a expliqué aux « Echos » qu'il restait « vigilant sans être très inquiet pour autant » car il ne sent « pas la volonté de la part du ministre d'enclencher la machine à indexer toutes les grilles salariales sur l'inflation ».

« Le ministre nous a dit que la conférence serait centrée sur les bas salaires et les grilles salariales », confirme Yvan Ricordeau, numéro deux de la CFDT. « Nous le lui avons dit : nous voulons que soit aussi abordée la question de la conditionnalité des aides aux entreprises, leur articulation avec les politiques salariales des branches », ajoute-t-il. Ce qu'exclut évidemment le patronat et qui ne figure pour l'instant pas au programme.

Quatre-vingt branches affichent un coefficient inférieur au salaire minimum.

Quatre-vingt branches affichent un coefficient inférieur au salaire minimum, dont treize sont en situation de non-conformité depuis plus d'un an (parmi elles, celle des casinos menacée de restructuration). Quatre-vingt-onze sont en train de mettre leurs grilles à jour ou s'appretent à le faire, selon le ministère du Travail.

Devrait aussi figurer au programme le « coin fiscalo-social » évoqué par le chef de l'Etat à propos des classes moyennes, c'est-à-dire la différence entre l'augmentation de salaire et ce que perçoit le salarié, aides sociales et prélevements compris. En ligne de mire : la prime d'activité. Elisabeth Borne a évoqué cette « trappe à bas salaire » la semaine dernière à l'université d'été du Medef. « Il faut que les augmentations de salaire se traduisent bien par du pouvoir d'achat pour les salariés et ne soient pas contrebalancées par exemple par une baisse de la prime d'activité », a affirmé la cheffe du gouvernement, évoquant un « chantier crucial [qui] concerne le gouvernement, les organisations patronales et syndicales [qui est] une priorité ». ■

Ministres : une seule tête dépasse et l'air est raréfié

La rentrée omniprésente de Gabriel Attal fait des jaloux et des copieurs parmi les ministres. Le « collectif » gouvernemental s'annonce sportif.

Is redoutaient Gérald Darmanin mais se préparaient à le contrer : ils ont finalement choisi Gabriel Attal. Les ministres se retrouvent ce mercredi en séminaire à Matignon, pour vanter comme il se doit le « collectif gouvernemental », mais avec en réalité une seule idée en tête : comment exister quand un seul d'entre eux prend toute la lumière. Attal partout dans les médias, partout sur les idées, et d'une façon beaucoup plus acceptable que ne le faisait son collègue de l'Intérieur. Jamais contre le président, ne critiquant pas le bilan, n'affichant pas ses ambitions pour la présidentielle 2027, ouvertement s'entend. Qu'il était plus simple de détester Darmanin ! Ils guettent ses faux pas bien sûr. L'Intérieur fait fuiter le nombre de jeunes filles gardant leur abaya avant que Gabriel Attal ne le fasse. Darmanin annule d'ailleurs le déjeuner qu'ils

LE FAIT DU JOUR POLITIQUE
de Cécile Cornudet



devaient avoir ensemble. Un autre ministre attend le moment où son étoile pâlira : « Il adopte la stratégie de la latéralisation, il parle des abayas pour éviter les vrais problèmes. » A l'Education, il sera obligé de se droitiser, espère un autre. Mais au fond, tous observent sa méthode pour mieux s'en inspirer. Attention, des ambitions se libèrent ! Innover, voire transgresser : Clément Beaune (Transports) le fait en se prononçant pour la gestation pour autrui dans « L'Obs ». Réagir vite : Aurore Bergé (Solidarités) est une adepte, elle s'invite au 20 Heures de TF1 pour répondre à l'appel lancé

par les Restos du cœur. Bruno Le Maire, dépassé par celui qu'il avait sous ses ordres à Bercy, livre le nom des entreprises ne jouant pas le jeu sur l'inflation. Aurélien Rousseau à la Santé, l'autre priorité du quinquennat, tente de suivre le rythme médiatique. De même qu'Elisabeth Borne qui doit paradoxalement son moment réussi de la rentrée à Gérald Darmanin. Dépêchée à Tourcoing, elle a obtenu en un discours de le faire rentrer dans le rang. Mais depuis, elle court derrière Attal, en tentant de peser sur le dossier du harcèlement scolaire. Et tant pis si son jeune ministre n'a pas l'air de vouloir s'en dessaisir. Emmanuel Macron participe lui aussi au mouvement. Faire planter des arbres par les élèves, isoler les écoles, investir dans des équipements sportifs : à chaque jour son annonce sur l'école. Mais politiquement, il a décidé de tourner à son profit cette course générale à la

lumière. Il pousse Darmanin puis il envoie Borne le calmer, laquelle console Le Maire, il encourage Attal avant de le faire bien sûr pour d'autres. « Il joue au judo avec les uns et les autres », résume un ministre, une manière comme une autre

Attal partout dans les médias, partout sur les idées, et d'une façon beaucoup plus acceptable que ne le faisait son collègue de l'Intérieur.

de rester au centre du jeu. Mieux vaut une cour d'école un peu trop agitée qu'un successeur trop évident, estime-t-il. Edouard Philippe, le chouchou des sondages, fait sa rentrée cette semaine dans « Paris Match » pour parler... d'école.
ccornudet@lesechos.fr

Dessins Kim Rossetti pour « Les Echos »

Créer son entreprise 100% en ligne ? C'est fait.



Qonto

Toutes vos finances pro, une seule solution.

[Qonto.com](https://www.qonto.com)

Qonto (Olinda SAS - RCS Paris 819 489 626) établissement de paiement agréé et supervisé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (CIB 16958). ORIAS : 18004091. Pour plus d'informations et pour nos conditions générales, rendez-vous sur qonto.com

La planification écologique, angle mort de la rentrée politique

- Le sujet est à peine évoqué ces derniers temps, alors que de nombreux arbitrages sont attendus.
- Emmanuel Macron et le gouvernement ont du mal à trouver un message qui marque l'opinion.

ENVIRONNEMENT

Anne Feitz

Quand Emmanuel Macron se décidera-t-il à parler enfin – vraiment – d'écologie ? A peine effleurée dans le long entretien qu'il a accordé au « Point » fin août, la question n'a même pas été abordée pendant la réunion marathon qui a réuni les chefs de partis autour du président, la semaine dernière.

Le chef de l'Etat a certes répondu lundi aux questions du youtubeur Hugo Travers, qui l'a longuement interrogé sur l'environnement, mais il n'est pas certain que le grand public en retienne autre chose que « chaque collégien devra planter un arbre », et l'ouverture d'un chantier « forfait train », à l'image de celui qui existe en Allemagne à 49 euros par mois. Lors de l'interview, Emmanuel Macron a promis lundi d'exposer sa vision sur le sujet « dans les prochains jours ». Les émeutes du début de l'été avaient eu raison de son « grand moment » sur le sujet, qui devait prendre la forme d'un Conseil national de planification écologique, le 5 juillet dernier.

Le chef de l'Etat a promis lundi d'exposer sa vision sur le sujet « dans les prochains jours ».

Une nouvelle date devait être fixée en septembre. On a d'abord parlé du 14, puis du 18. Plusieurs sources évoquent aujourd'hui « la semaine du 18 ». L'Elysée assure que rien n'est encore confirmé. D'autres s'interrogent même sur un décalage possible des annonces (dont beaucoup ont une implication budgétaire) à la présentation du projet de loi de finances pour 2024, qui doit arriver en Conseil des ministres le 27 septembre. « Nous travaillons encore sur la stratégie de communication », souffle-t-on au sein du gouvernement. Selon nos informations, Elisabeth Borne a prévu de rencontrer les responsables politiques sur le sujet.

Au fond, toute la question pour le gouvernement est de trouver un



L'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 138 millions de tonnes équivalent CO₂ entre 2022 et 2030. Photo Laurent Grandguillot/RÉA

message choc, afin de convaincre que l'exécutif a une réelle vision écologique. Ce n'est pas si facile : la planification, qui doit fixer des trajectoires et des moyens d'action sur plusieurs années, est constituée d'une multitude d'objectifs et de mesures concrètes.

Or beaucoup a déjà été fait : le Secrétariat à la planification écologique (SGPE) y travaille dans l'ombre depuis un an. « Cette phase "techno" était nécessaire, mais il faut maintenant passer à la politique », insiste Benoît Leguet, directeur du think tank Institut de l'économie pour le climat (I4CE).

7 milliards d'argent frais
C'est d'autant plus compliqué que beaucoup a aussi déjà été annoncé. En mai, Elisabeth Borne a dévoilé la répartition de l'effort de réduction de gaz à effet de serre par secteur (transport, bâtiment, agriculture, industrie, énergie, puits de carbone),

pour atteindre un objectif global de 138 millions de tonnes équivalent CO₂, entre 2022 et 2030. Fin juillet, le SGPE a complété en publiant les feuilles de route de chaque secteur concerné. La Première ministre a également annoncé que l'Etat dégagerait 7 milliards d'euros d'argent frais supplémentaire en 2024 pour financer la transition (et même 10 milliards en comptant les sommes qu'il sera possible d'engager l'an prochain). Un montant important, à la hauteur des espérances – en tout cas pour la première année.

Le gouvernement doit maintenant encore dévoiler à quoi serviront ces milliards, et comment ils seront financés. Seules ont été annoncées pour le moment l'augmentation de l'enveloppe de MaPrimRenov' (de 1,6 milliard à 4 milliards), qui soutient la rénovation thermique des logements, et de celle consacrée à la biodiversité (264 millions).

De nombreuses mesures ont été évoquées, sur lesquelles les arbitrages sont attendus. En vrac, l'évolution du malus automobile (baissé du seuil du malus au poids à 1,6 tonne, relèvement du plafond, alourdissement de la taxe sur les véhicules de société) et du bonus à l'achat (conditionnement à des critères CO₂, augmentation pour les moins aisés), la hausse des taxes sur les billets d'avion et les concessions aéroportuaires, la fin de l'avantage de TVA (de 10 % au lieu de 20 %) réservé à l'achat de chaudières à gaz...

Les spécialistes attendent aussi de voir si ces moyens seront pérennisés. « Il est fondamental d'avoir une vision pluriannuelle, pour que les acteurs économiques puissent se projeter », insiste Anne Bringault, du Réseau action climat. Un sujet qui devrait être traité dans la prochaine loi de programmation des finances publiques qui sera examinée à la fin du mois à l'Assemblée. ■

Rénovation énergétique des écoles : le plan de Macron laisse les élus locaux dans l'expectative

Le chef de l'Etat a annoncé mardi l'ambition de permettre aux collectivités de rénover 40.000 à 44.000 bâtiments scolaires dans les dix ans.

Laurent Thévenin

Le « grand projet de restauration écologique des écoles » promis au printemps par Emmanuel Macron se précise. « On va lancer une série d'initiatives sur la rénovation du bâti scolaire [...] Notre objectif, c'est, dans les dix ans, de pouvoir ainsi rénover 40.000-44.000 écoles, et donc d'accompagner les communes, les départements, les régions, en fonction du niveau, dans ce travail », qui reposera également sur un « projet pédagogique », a annoncé mardi le chef de l'Etat lors d'une visite d'un collège à Orthez (Pyrénées-Atlantiques).

Cette ambition s'appuiera notamment sur le « fonds vert » de 2 milliards d'euros mis en place pour aider les collectivités dans leurs projets de transition écologique. Avec « dès 2024, 500 millions

d'euros qui seront fléchés uniquement sur la rénovation des écoles », indique l'Elysée. A travers le fonds vert, « plus de 600 chantiers ont été lancés, soit un financement de 140 millions d'euros d'aides engagées de l'Etat sur un total de plus de 500 millions d'euros de travaux ».

« Ces 500 millions d'euros sont un bon début, mais il faut que les enveloppes soient reconduites chaque année et puissent être abondées étant donné l'ampleur des besoins », réagit Jean-Baptiste Hamonic, le maire Modem de Villepreux (Yvelines).

« Il faut une confirmation rapide que ces 500 millions d'euros sont une enveloppe supplémentaire. Et quelle sera la part pour les écoles, les collèges et les lycées ? », demande Delphine Labails, maire PS de Périgueux (Dordogne) et coprésidente de la commission éducation à l'Association des maires de France, qui réclame que « les modalités d'accès au fonds vert soient revues et assorties ».

« Toute contribution supplémentaire ne peut évidemment être qu'une bonne nouvelle, mais est-ce pour

autant à la hauteur des enjeux ? Je n'en suis pas sûre, car les montants venant du fonds vert sont sans commune mesure avec les besoins », explique Audrey Linkenheld, première adjointe PS à la mairie de Lille, citant le cas d'une rénovation d'école à 6 millions d'euros où elle a reçu 600.000 d'euros du fonds vert.

« Un chantier colossal »

L'ambition présidentielle s'appréciera aussi sur des dispositifs mis en œuvre avec la Caisse des Dépôts. Dans le cadre de ce programme de rénovation énergétique des établissements scolaires présenté par le

« Les montants venant du fonds vert sont sans commune mesure avec les besoins. »

AUDREY LINKENHELD
Première adjointe PS
à la mairie de Lille

gouvernement en mai, la Banque des territoires s'était engagée à prêter 2 milliards d'euros de travaux d'ici à 2027.

« Les annonces d'Emmanuel Macron sont intéressantes, car nous sommes face à un chantier colossal et urgent. Mais il ne faut pas que l'emprunt soit le principal vecteur de financement de ces travaux, alors que des petites villes ont des budgets tendus ou sont déjà très endettées. Il faudrait prioriser les subventions de l'Etat vers le scolaire et le péri-scolaire », estime Jean-Michel Morer, maire divers gauche de Trilport (Seine-et-Marne) et vice-président de l'Association des petites villes de France.

Comme elles ont souvent coutume de le dire, les collectivités locales font face à « un mur d'investissements » dans ce domaine. Le rapport Demarcq de février 2020 évaluait ainsi à 40 milliards d'euros sur dix ans les investissements nécessaires pour atteindre l'objectif de réduction de 40 % de consommation d'énergie prévu par le décret tertiaire pour 2030. ■

Les chasseurs réfléchissent à une liste aux européennes

La « cause » du monde rural doit être défendue, a insisté mardi Willy Shraen, à l'occasion de la présentation par la Fédération nationale des chasseurs qu'il dirige d'une étude sociologique sur cette activité régulièrement décriée.

Muryel Jacque

Son nom circule depuis quelque temps pour conduire une liste aux élections européennes qui auront lieu en juin. A cette question, il ne répond pas (encore) – lui ou d'autres, « ce n'est pas le problème », glisse-t-il –, mais le patron des chasseurs, Willy Schraen, confirme qu'il réfléchit bien « avec le monde rural », qui « doit se faire entendre », à une éventuelle liste des chasseurs. Et que « les choses avancent ». Avant de rappeler qu'il ne s'en est jamais caché.

« Je serai toujours un grand défenseur de l'Europe. Oui il y a des enjeux militaires, économiques, migratoires, etc. Mais il faut nous laisser un peu de quoi respirer tous les jours, sinon nous allons tous étouffer. Nous irons donc sûrement à un moment nous battre pour cela », a-t-il expliqué mardi, lors d'une conférence de la Fédération nationale des chasseurs (FNC), qu'il dirige. Le puissant lobby présentait, dans le salon d'un grand hôtel parisien où médias régionaux, nationaux et internationaux avaient été conviés, une vaste étude « économique, environnementale et sociétale » sur cette activité régulièrement décriée.

Willy Schraen « consulte » et « discute » donc « beaucoup ». « Jamais autant de monde ne m'a appelé sur mon téléphone, c'est donc qu'il y a un malaise généralisé de ce monde-là, qui se sent exclu, méprisé et pas entendu aujourd'hui par les structures de Bruxelles », a-t-il lâché, évoquant un

« sentiment de frustration commun à tout un monde rural ».

L'exaspération monte, assure le chef de file des chasseurs qui avait affiché son soutien à Emmanuel Macron lors de la dernière élection présidentielle de 2022, expliquant alors au « Parisien » que le chef de l'Etat sortant ne l'avait « pas déçu » lors du premier quinquennat.

Mardi, le message était clair : en cette rentrée, les chasseurs entendent peser. En France, ils sont près de 1 million : la FNC a recensé près de 963.600 permis validés sur la saison 2022-2023. D'un œil politique, c'est un vivier électoral potentiel non négligeable. Et, avec cette vaste enquête confiée à une sociologue, Marie-Laetitia des Robert, et au cabinet Xerfi Specific, ils espèrent tordre le cou aux « idées reçues ».

Contribution au PIB

Les chasseurs, une élite qui habite le 16^e arrondissement ? « Ils habitent dans les campagnes et sont le reflet de la société française dans son ensemble », assure Willy Shraen. Ainsi, selon l'étude, 77 % des chasseurs français résident ou « ont une domiciliation dans une commune rurale ».

Elle révèle par ailleurs que les dirigeants ou les cadres supérieurs représentent un tiers des chasseurs dont, globalement, près de 60 % ont plus de 55 ans et près de 97 % sont des hommes (même si l'effectif se féminise lentement). Un chasseur sur deux est donc ouvrier, employé ou agriculteur notamment.

L'étude insiste aussi sur leur contribution au PIB : alors que les chasseurs ont dépensé 4,2 milliards d'euros l'an dernier (permis, équipement, véhicule, etc.), en moyenne la filière générera 3,6 milliards de richesse nationale, « dont 2,9 milliards de valeur ajoutée avec 37.400 emplois (équivalents temps plein) ». ■

Immigration : la mesure sur les métiers en tension sur la sellette

SOCIAL

Le texte sur lequel la majorité cherche une voie de passage depuis un an arrivera fin octobre au Sénat et début 2024 à l'Assemblée nationale.

Grégoire Poussielgue

Après une rentrée politique dans la lumière, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, à qui la Première ministre a demandé des « résultats », revient sur son sujet le plus épique de la rentrée : le projet de loi sur l'immigration. A l'issue d'une année d'atermoiements et un dialogue de sourds avec Les Républicains (LR) qui n'a permis aucune avancée, le texte devrait revenir au Sénat fin octobre. En février, le texte avait déjà été durci par la commission des lois à la chambre haute, qui avait dénoncé son manque d'ambition.

Prévu initialement en mars, son examen en séance plénière au Sénat avait été reporté sine die en raison du contexte inflammable lié à la réforme des retraites. Les discussions de l'automne devraient repartir sur la base du texte issu de la commission des lois. Emmanuel Macron a fixé la barre haute. « La situation que nous connaissons n'est pas tenable et nous devons réduire significativement l'immigration, à commencer par l'immigration illégale », a-t-il déclaré fin août au « Point », tout en estimant que la France n'est pas « submergée » par l'immigration.

Pour ce qui concerne l'Assemblée nationale, le calendrier est plus lointain. L'examen du texte ne devrait pas intervenir avant début 2024. Un délai, espère Gérald Darmanin, qui devrait lui permettre de trouver une majorité au Sénat puis à l'Assemblée. Mais le chemin est encore long et sinuex.

L'article 3 du projet de loi sur les métiers en tension, qui prévoit une régularisation sous conditions de salariés sans papiers, suscite toujours une réaction épidermique au sein de LR, dont les voix au Palais-Bourbon, ou au moins l'absentation, sont indispensables au gouvernement s'il veut espérer faire adopter le texte.

Durcir l'article 3 ?

Engagés dans une surenchère, LR et le Rassemblement national (RN) demandent tous deux un référendum sur l'immigration et l'ont répété à Emmanuel Macron la semaine dernière, lorsqu'il a réuni tous les chefs de partis – dont Eric Ciotti et Jordan Bardella – à Saint-Denis. LR milite même pour une réforme de la Constitution afin d'intégrer l'immigration dans l'article 11, qui encadre le recours au référendum.

Au Sénat, la majorité est composée des LR et des centristes. Les premiers ne veulent pas entendre parler de l'article 3, les seconds y sont favorables. En mars, la commission des lois avait botté en touche sur l'article 3 en renvoyant son examen en séance.

Supprimer l'article 3 a fait partie des réflexions de l'exécutif pour tenter d'arracher l'accord des LR. Mais la seule évocation de cette hypothèse a suscité une levée de bou-

liers au sein de la majorité, et notamment de son aile gauche. Plusieurs responsables comme Sacha Houlié, le président (Renaissance) de la commission des lois à l'Assemblée nationale ou Yaël Braun-Pivet, la présidente de cette même Assemblée, sont montés au créneau.

« [L'article 3] figure dans le texte présenté au gouvernement qui est en lecture au Sénat et c'est une partie de l'équilibre de ce texte. Donc nous y tenons », a déclaré cette dernière dimanche sur LCI, en mettant en avant les « valeurs » de la majorité. Sacha Houlié a précisé dans la foulée avoir obtenu des garanties de Matignon sur le maintien de cette disposition.

« Cette mesure phare du projet de loi [...] est pour nous fondamentale et essentielle pour répondre aux besoins économiques et sociaux. Elle doit donc constituer une priorité du texte et être rapidement débattue. L'abandon de cette mesure "métiers en tension" constituerait un signal

inquiétant, nous interrogeant quant à l'intérêt même de ce projet de loi », a indiqué la députée Renaissance Stella Dupont, dans un communiqué diffusé mardi.

L'hypothèse du 49.3

L'exécutif cherche toujours la solution miracle lui permettant de résoudre cette équation à plusieurs inconnues pour obtenir une majorité tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale. Une des pistes envisagées par le ministère de l'Intérieur serait le durcissement de la disposition « métiers en tension » qui, dans sa configuration actuelle, ne concernerait que quelques milliers de salariés.

L'hypothèse du 49.3 n'est pas non plus exclue, compte tenu de la position beaucoup plus radicale des députés LR sur la question. Ceux-ci ont d'ailleurs prévu d'évoquer le sujet lors de leur rentrée parlementaire, qui aura lieu la semaine prochaine à Saint-Malo. ■



Gérald Darmanin cherche toujours un accord avec LR pour faire passer la loi immigration. Photo Jeanne Accorsi/Sipa

« [Son] abandon [...] constituerait un signal inquiétant, nous interrogeant quant à l'intérêt même de ce projet de loi. »

STELLA DUPONT
Députée Renaissance

en bref



Propos de Zemmour sur Pétain : la Cour de cassation ordonne un nouveau procès

JUSTICE La Cour de cassation a annulé mardi la relaxe d'Eric Zemmour et ordonné un nouveau procès de l'homme politique pour « contestation de crime contre l'humanité », pour avoir soutenu en 2019 que le maréchal Pétain avait « sauvé » des Juifs français pendant la Seconde Guerre mondiale. Eric Zemmour avait été relaxé par le tribunal de Paris en 2021 puis par la cour d'appel en 2022. La plus haute juridiction de l'ordre judiciaire s'est prononcée sur les pourvois formés par les associations parties civiles et par le parquet général.

Le Conseil d'Etat se penche sur l'interdiction de l'abaya à l'école

JUSTICE Le Conseil d'Etat a examiné mardi l'interdiction de l'abaya à l'école, bravée lundi par quelque 300 jeunes filles lors de la rentrée scolaire. La haute juridiction administrative s'est penchée sur le référendum, une procédure d'urgence, déposée vendredi au nom de l'association Action droits des musulmans (ADM) qui veut obtenir la suspension de cette interdiction. La décision est ensuite attendue dans les 48 heures suivant la clôture de l'instruction. Au total, 298 élèves se sont présentées lundi en abaya dans leur établissement malgré l'interdiction, a indiqué le ministre de l'Education nationale Gabriel Attal. Selon lui, « 67 n'ont pas accepté » de la retirer et « sont rentrées chez elles ».

Le monde commence ici

ici matin | 12/13 | 19/20

Toute l'info vue de votre région.

france•tv•3

L'Allemagne veut revenir à la «normalité budgétaire»

- Le ministre des Finances, Christian Lindner, a présenté au Bundestag le projet de budget pour 2024.
- Pour la première fois depuis 2020 et la crise du Covid, ce projet respectera la loi dite «du frein à l'endettement».

EUROPE

Emmanuel Grasland
— Correspondant à Berlin

Revenir dans les clous. Le ministre libéral des Finances, Christian Lindner, a présenté son projet de budget 2024 devant un parterre de députés, un groupe d'enfants sages, des retraités et le chancelier Olaf Scholz, qui portait un cache-œil de pirate à la suite d'un accident de jogging. Un budget présenté comme celui du «retour à la normalité».

Pour la première fois depuis 2020 et la crise du Covid, ce budget respectera en effet pleinement la loi dite «du frein à l'endettement» (*Schuldenbremse*). Inscrite dans la Constitution du pays depuis 2011, cette règle d'or interdit à l'Etat allemand d'emprunter plus de 0,35 % de son PIB par an.

Dans ce contexte, le projet de budget 2024 prévoit un sérieux serrage de ceinture, avec 30 milliards de dépenses en moins, à 445,6 milliards d'euros, et des émissions de dettes réduites à 16,6 milliards, contre 45,6 milliards cette année. Au total, le déficit budgétaire au sens de Maastricht devrait théoriquement passer de 4,25 % du PIB cette année à 1,75 % l'an prochain, tandis que le taux d'endettement de l'Allemagne reculera de 67,75 % à 66,5 %.

Rester la référence »

« Notre pays doit rester la référence mondiale en matière de finances publiques », a martelé Christian Lindner. Le ministre des Finances a souligné que l'oxygène s'était «sensiblement raréfié» et qu'en raison de la hausse des taux, les dépenses liées aux intérêts de la dette allaient s'élever à 37 milliards l'an prochain, contre seulement 3,9 milliards en 2021. Christian Lindner s'est toutefois défendu d'y aller au lance-flamme. « Nous n'économisons pas sur les investissements », a-t-il souligné. Ceux-ci devraient s'élever à 55 milliards. Un niveau sensiblement plus élevé qu'avant le Covid (39 milliards) mais nettement moindre qu'en 2023 (71,5 milliards).

Qui seront les grands perdants de la cure d'austérité ? En premier lieu le ministère de la Santé, qui verrà son budget s'affondrer de 34 % l'an prochain, avec la suppression de subventions liées à la crise du Covid et une coupe d'un milliard dans l'assurance-dépendance. ■

Parmi les stars du gouvernement, la ministre des Affaires étrangères verte, Annalena Baerbock, verra son budget reculer d'environ 18 %. La chute sera de près de 25 % pour son rival écologiste Robert Habeck, le ministre de l'Economie et de la Protection du climat.

Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Le ministère de l'Economie sera à même de financer toute une série de projets en tirant sur le fonds spécial de 111 milliards d'euros pour le climat et la transformation de l'économie. L'an prochain, 58 milliards serviront à rénover les bâtiments, décarboner l'industrie, produire des semi-conducteurs (aides à Intel et au taïwanais TSMC) et développer la production d'hydrogène.

Du fait des retraites, les dépenses du ministère du Travail et des Affaires sociales continueront d'augmenter (+3,3 %) avec près de 172 milliards d'euros alloués en 2024. Ce qui représentera plus d'un tiers du budget total de l'Etat.

Le déficit budgétaire devrait passer de 4,25 % du PIB cette année à 1,75 % l'an prochain.

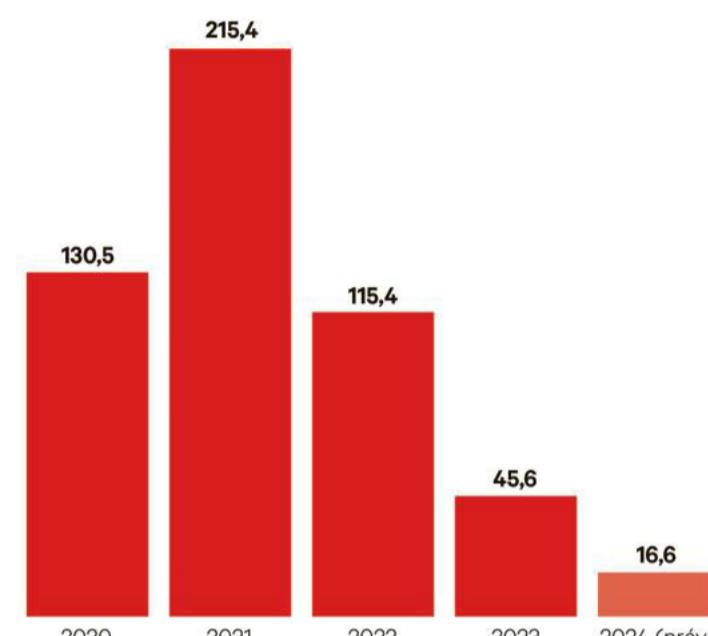
Le ministère de la Défense verra également ses dépenses progresser de 1,7 milliard, à 51,8 milliards d'euros. Une hausse nettement inférieure aux dix milliards réclamés par le ministre Boris Pistorius, pour commencer à remettre en état une Bundeswehr rongée à l'os par des années de sous-investissements.

Pour tenter de respecter ses engagements vis-à-vis de l'Otan et hisser ses dépenses militaires à 2 % du PIB, Berlin s'appuiera sur une contribution de 19,7 milliards du fonds spécial Bundeswehr de 100 milliards, créé en 2022 par le chancelier Scholz. Mais Christian Lindner a prévenu que ce pot serait probablement épousé en 2028. A cette échéance, il faudra trouver une autre solution, tout en commençant à rembourser les fonds levés lors de l'épidémie de Covid, puis ceux liés à la crise énergétique.

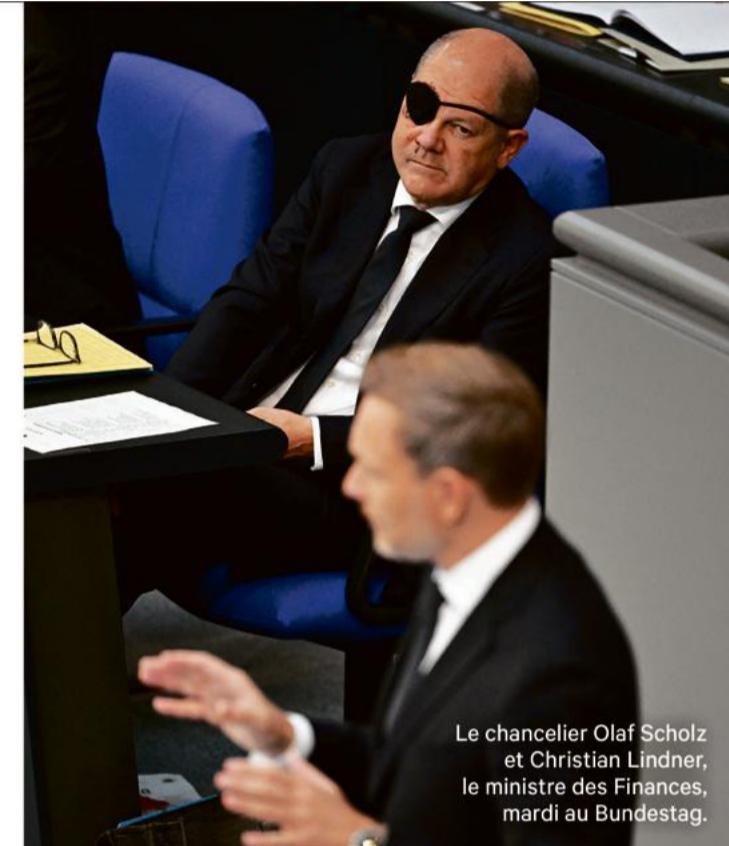
« Derrière la ligne d'horizon, encore invisible pour nous, il y a un iceberg, pour ne pas dire un champ d'icebergs », a averti Christian Lindner. De quoi justifier le changement de cap budgétaire opéré par le grand argentier allemand. ■

Un budget 2024 sous le signe du frein à l'endettement

Endettement net, en milliards d'euros



« LES ÉCHOS » / SOURCE : MINISTÈRE DES FINANCES / PHOTO : JOHN MACDOUGALL, AFP



Le chancelier Olaf Scholz et Christian Lindner, le ministre des Finances, mardi au Bundestag.

Les fonds spéciaux inquiètent la Cour des comptes

L'Allemagne compte 29 fonds spéciaux. Pour la Cour des comptes du pays, ceux-ci faussent la perception du Parlement et du public du volume réel des dépenses fédérales.

Il est censé laver « plus blanc que blanc » et marquer un retour à la rigueur financière. Pour autant, le projet de budget 2024 présenté mardi par le ministre allemand des Finances, Christian Lindner devra tout de même gérer un éléphant dans la pièce : la présence de plus en plus importante des fonds spéciaux.

Il faut dire que l'Allemagne n'est pas économie en la matière. Le pays possède aujourd'hui 29 fonds spéciaux au niveau fédéral. Les plus anciens datent des années 1950, mais les plus récents ont été créés ces dernières années comme le fonds de 100 milliards d'euros pour l'armée allemande (2022) et le fonds de stabilisation économique de 200 milliards

d'euros (2020). « Ces fonds spéciaux ont une importance considérable dans l'économie budgétaire de l'Etat fédéral », indique un rapport de la Cour des comptes publié fin août.

Leur volume financier total s'élève à 869 milliards d'euros – rien que pour les grands fonds spéciaux existants.

Cinq fois le montant des emprunts

En 2022, les dépenses des 13 fonds spéciaux dont les plans d'exploitation figurent dans le budget fédéral ont représenté environ 10 % des dépenses réelles du budget fédéral. En 2023, le ratio a même bondi à 36 % des dépenses prévues au budget fédéral.

Des pourcentages jugés « non pertinents » par le ministère des Finances, qui estime que l'on met sur le même plan « des dépenses plus élevées et de durée limitée » avec d'autres qui, dans le budget 2023, ne sont pas liées à la crise.

La Cour des comptes, elle, n'en démord pas. « Les fonds spéciaux

faussent la perception qu'ont le Parlement et le public du volume réel des dépenses fédérales », déplore-t-elle dans son rapport.

Surtout, la grande majorité des fonds spéciaux se finance à crédits. Fin 2022, le potentiel d'endettement des fonds spéciaux s'élevait au total à 522 milliards d'euros.

« Cela représente environ cinq fois le montant des emprunts affichés dans la période de planification financière 2023 à 2027 », estime la Cour des comptes.

« Des budgets parallèles » qui cachent d'autres dettes

Pour l'institution, il est donc plus approprié de parler de « dettes spéciales » que de fonds spéciaux. Et si l'on tient compte de ceux-ci, le recours à l'emprunt est nettement plus élevé que celui inscrit au budget fédéral. En 2023, celui-ci s'élèverait à 192,8 milliards d'euros au lieu des 45,6 milliards inscrits au budget.

La Cour des comptes est loin d'être la seule à mettre le doigt là où

ça fait mal. Le président de la Fédération des contribuables, Reiner Holznagel, a récemment critiqué le fait que des « budgets parallèles » cachaient d'autres dettes et des programmes de dépenses de plusieurs milliards.

Mêmes attaques du côté de l'opposition de droite allemande, qui a pourtant créé et utilisé une partie de ces fonds spéciaux lorsqu'elle était au pouvoir. « Le ministre des Finances fait cinq fois plus de dettes qu'il ne l'indique officiellement dans le budget », a martelé au Bundestag Helge Braun, le président CDU de la commission budget.

Le ministère des Finances a d'ores et déjà annoncé sa volonté de réduire le nombre et le volume des fonds spéciaux. Mais la Cour des comptes aimerait que les choses aillent plus vite, afin que le budget fédéral redienne vraiment « le reflet des finances fédérales ». Là encore, il s'agit de mettre en œuvre un « nouveau tempo allemand ». — E.G.

Matteo Renzi se lance dans la campagne pour les européennes

ITALIE

L'ancien président du Conseil sera tête de liste d'une force centriste alliée au parti français Renaissance.

Olivier Tosseri
— Correspondant à Rome

Matteo Renzi a quitté le pouvoir mais n'a jamais renoncé à son immense ambition politique. Elle n'est plus nationale mais européenne. En Italie, l'ancien président du Conseil est le premier à se lancer dans la course au scrutin qui se tiendra en juin prochain.

Une candidature surprise qui met définitivement un terme à la tentative de créer un « troisième pôle » sur la scène politique transalpine pour faire émerger une force libérale et progressiste entre « populismes » de droite et de gauche. La fusion entre son parti centriste Italia Viva et Azione, celui de son ancien ministre de l'Industrie Carlo Calenda, a échoué. Il tourne désormais ses regards vers Bruxelles.

Selon la presse italienne, sa décision a été prise à l'issue de contacts avec des dirigeants étrangers. Ses échanges avec Emmanuel Macron, qui seraient constants selon ses proches, ont été décisifs. Matteo Renzi briguera donc un mandat au Parlement européen sous les couleurs de ce qu'il a appelé sa nouvelle

« marque » politique. Il sera à la tête d'une liste baptisée « Il Centro ».

Maintenir les équilibres actuels

« Je ne le fais pas pour ajouter une ligne de plus sur mon CV, précise-t-il, mais pour affirmer qu'il faut réveiller l'UE qui risque de sauter. » Au Parlement européen, son parti pourra compter sur le soutien du groupe Renew Europe aux premiers rangs duquel est représenté le parti Renaissance d'Emmanuel Macron.

Matteo Renzi donnerait ainsi une contribution au maintien des actuels équilibres de la majorité qui soutient la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, en échange d'un éventuel poste au sein des institutions de l'UE.

« Je ne le fais pas pour ajouter une ligne de plus sur mon CV, mais pour affirmer qu'il faut réveiller l'UE qui risque de sauter. »

MATTEO RENZI
Ancien président du Conseil italien

« Il existe un espace politique fascinant, estime Matteo Renzi, un vide à combler pour donner une représentation à des électeurs qui sinon désertent les urnes. Si j'obtiens le résultat auquel je crois, "Il Centro" sera décisif pour distribuer les cartes. » Le ticket d'entrée au Parlement européen est fixé à 4 % des suffrages valablement exprimés dans le cadre d'un scrutin proportionnel, qui favorise les petits partis comme le sien.

Les électeurs de Forza Italia en ligne de mire

« Son bassin électoral est en effet compris entre 3 et 4 %, confirme le politologue Lorenzo de Sio. Matteo Renzi ne cherche pas à réaliser un exploit mais à s'asseoir à la table des futures négociations de la prochaine

Commission européenne pour y jouer un rôle. »

Des espoirs nourris par le premier scrutin qui se déroulera sans Silvio Berlusconi. Des électeurs de Forza Italia déçus ou inquiets par les projets de Giorgia Meloni pourraient se tourner vers celui qui a longtemps été présenté comme un des dauphins putatifs du Cavaliere malgré des appartenances politiques différentes. « Derrière l'apparente volatilité de l'électorat, on constate une grande stabilité au sein des camps politiques, tempère Lorenzo de Sio. Les électeurs de droite sont très pragmatiques et fidèles à leur famille d'origine. Il n'en reste pas moins que Matteo Renzi est plus populaire auprès des élites que du peuple et aura une marge de manœuvre plus grande à Bruxelles qu'à Rome. » ■

Le leader nord-coréen attendu en Russie pour vendre des armes

ASIE

Selon les services de renseignement américains, le dictateur nord-coréen pourrait se rendre à Vladivostok dès la semaine prochaine pour rencontrer son homologue russe.

Yann Rousseau
—Correspondant à Tokyo

Selon les services de renseignement américains, Kim Jong-un pourrait se rendre, dès la semaine prochaine, en Russie afin de finaliser avec Vladimir Poutine la négociation d'importantes livraisons d'armes nord-coréennes pour équiper les troupes russes engagées en Ukraine.

La rencontre entre les deux autorités pourrait, selon les officiels américains, avoir lieu dans la ville portuaire russe de Vladivostok que Kim Jong-un peut atteindre, depuis Pyongyang, dans son train blindé. Interrrompues pendant la pandémie de Covid, qui a vu la Corée du Nord fermer hermétiquement toutes ses frontières, les liaisons ferroviaires entre la Russie et la Corée ont repris, de manière irrégulière, en novembre 2022, avec quelques trains de marchandises.

A ce stade, Moscou ne confirme pas l'information : « Non, nous ne pouvons pas [confirmer], nous n'avons rien à dire sur ce sujet », a déclaré ce mardi à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, interrogé sur les affirmations de la Maison-Blanche.



Kim Jong-un et Vladimir Poutine, le 25 avril 2019, lors d'une réunion à Vladivostok, en Russie.
Photo Alexander Zemlianichenko/Pool via Reuters

Depuis des mois, Washington et Séoul assurent que Moscou presse Pyongyang de l'aider à renflouer ses stocks d'armes et de munitions pour alimenter son invasion de l'Ukraine. « Les négociations sur les armements entre la Russie et la Corée du Nord progressent activement », a expliqué, mardi, dans un communiqué, Adrienne Watson, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche.

« Nous disposons d'informations selon lesquelles Kim Jong-un s'attend à ce que ces discussions incluent un engagement diplomatique au niveau des dirigeants en Russie », a expliqué la responsable. Avant de noter que cette éventuelle rencontre ferait suite à la visite, en juillet, à Pyongyang du ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu.

Nouveaux équilibres géopolitiques

Moscou chercherait, cette fois, à obtenir des pièces d'artillerie, des missiles, mais également des matières premières pour son industrie de l'armement. Selon Washington, la Corée du Nord aurait déjà livré, l'an dernier, des

roquettes d'infanterie aux mercenaires russes du groupe Wagner.

Les Etats-Unis et les pays de la région suivent de près ce rapprochement entre les deux nations car il risque de redessiner les équilibres géopolitiques dans la zone pour plusieurs décennies. La guerre en Ukraine a, en effet, desserré l'étau diplomatique qui s'était construit autour de la Corée du Nord.

La Chine et la Russie avaient, un temps, accepté de s'associer à la communauté internationale pour faire pression, par des sanctions, sur Pyongyang afin que le régime stoppe son programme de développement d'un arsenal nucléaire. Mais ils ne collaborent plus, depuis le début du conflit en Ukraine, avec les Etats-Unis, l'Europe, la Corée du

Moscou chercherait à obtenir des pièces d'artillerie, des missiles, mais également des matières premières pour son industrie de l'armement.

Sud ou le Japon. Et Pyongyang peut désormais relancer ses échanges avec ses deux grands voisins, qui disposent, chacun, d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, sans craindre la reconstitution prochaine d'une grande alliance internationale contre son régime ou ses programmes militaires.

Surtout, la Corée du Nord, qui se retrouve sollicitée par la Russie, va pouvoir, de nouveau, générer d'importants revenus de ses exportations d'armements. Et, à son tour, exiger de Moscou des livraisons de technologies ou de matériaux critiques dont le pays s'était retrouvé privé, ces dernières années, du fait des sanctions internationales. ■

en bref

La Pologne consacrera plus de 4 % du PIB à la défense en 2024

ARMÉE La Pologne, pays voisin et soutien inconditionnel de l'Ukraine, consacrera l'année prochaine plus de 4% de son PIB à la défense, c'est-à-dire un montant supérieur aux 2 % conseillé par l'OTAN, a déclaré mardi le président Andrzej Duda lors d'un Salon militaire. Le pays est engagé dans un effort de réarmement massif, achetant avions, chars lourds ou encore hélicoptères. La Pologne prévoit de dépenser 137 milliards de zlotys (33 milliards de dollars) pour la défense en 2024 en raison du danger russe.

Un remplaçant temporaire pour Vestager

UNION EUROPÉENNE Didier Reynders, le commissaire européen à la Justice, reprendra provisoirement les dossiers antitrust lorsque la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager, se mettra en retrait prochainement, afin de postuler au poste de présidente de la Banque européenne d'investissement. Cette annonce a été faite mardi par la Commission de Bruxelles. Comme la danoise Margrethe Vestager, le belge Didier Reynders appartient au groupe politique européen Renew (centristes).

L'Ukraine progresse vers une adhésion à l'Union européenne

EUROPE

Au cours des derniers mois, le gouvernement Zelensky a lancé un vaste effort de lutte contre la corruption, l'un des prérequis pour l'adhésion à l'UE.

Mais les chantiers sont encore nombreux pour que l'Ukraine puisse rejoindre les Vingt-Sept.

Guillaume Ptak
—Correspondant à Kiev

Ces dernières semaines, le gouvernement ukrainien semble avoir intensifié ses efforts pour éradiquer la corruption, mal endémique en Ukraine. En à peine un mois, des responsables politiques soupçonnés de corruption ont été limogés, le ministre de la Défense a été remplacé, et l'influent oligarque Ihor Kolomoïsky fait l'objet d'une enquête pour fraude et blanchiment d'argent.

Des efforts significatifs, alors que la lutte contre la corruption constitue l'un des prérequis pour l'adhésion à l'Union européenne, objectif annoncé du gouvernement de Volodymyr Zelensky. Quatre mois après le début de l'invasion russe, l'Union européenne avait accordé le statut de candidat officiel à l'adhésion au pays assiégié.

A l'époque, la Commission européenne avait indiqué que l'Ukraine remplissait deux des conditions préalables à l'adhésion, à savoir celles

les portant sur la réforme judiciaire et sur le droit des médias. Le pays devait encore réaliser des progrès sur les questions de législation contre la corruption et le blanchiment d'argent, les mesures anti-oligarques et sur la protection des minorités nationales.

« Des transformations fondamentales »

En juin dernier, Oliver Várhelyi, le commissaire européen à l'Elargissement, s'est félicité des progrès réalisés par l'Ukraine, indiquant que celle-ci remplissait désormais, ou avait réalisé des progrès, sur trois des sept conditions, ajoutant la réforme de la Cour constitutionnelle aux deux prérequis sus-cités.

Un chantier prioritaire, alors que l'institution a été visée ces dernières années par de multiples scandales de corruption. Sous la pression de la société civile, le gouvernement ukrainien a adopté une loi le 17 août qui prévoit la participation d'experts internationaux à la sélection des nouveaux juges de la Cour constitutionnelle.

Le gouvernement ukrainien a adopté une loi qui prévoit la participation d'experts internationaux à la sélection des nouveaux juges de la Cour constitutionnelle.

La mise en œuvre de cette loi constitue l'une des conditions sine qua non pour rejoindre les Vingt-Sept, et si elle est repoussée, l'adhésion de l'Ukraine semble donc conditionnée à la fin des hostilités. L'adhésion est considérée par nombre d'Ukrainiens comme un objectif prioritaire, voire existentiel, qui permettrait à la fois d'aider au développement du pays, et de le protéger de toute attaque future. Selon une étude réalisée en mars 2022, 91 % de la population ukrainienne se dit favorable à ce que l'Ukraine adhère à l'Union européenne. ■

Vendredi avec Les Echos

Immobilier

Comment tirer parti de la nouvelle donne ?

Les Echos PATRIMOINE



Les Echos
Prenez un temps d'avance

Les Nations unies dénoncent une surexploitation mondiale du sable

ENVIRONNEMENT

L'ONU lance une plateforme qui évalue, pour la première fois, l'ampleur de l'extraction du sable du fond des mers et des océans.

Richard Hiault

Au rythme actuel d'extraction, la Belgique n'aura plus de sable dans 80 ans. Répertoriée parmi les quatre principaux pays dans le dragage du sable marin aux côtés de la Chine, des Pays-Bas et des Etats-Unis, elle illustre la surexploitation du sable au niveau mondial.

C'est le triste constat dressé lors d'une conférence de presse, mardi à Genève, par Pascal Peduzzi, membre du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en tant que directeur de la base de données des ressources mondiales. En annonçant le lancement de la plateforme d'observation de l'extraction du sable dans les mers et les océans, Marine Sand Watch, Pascal Peduzzi prévient : la tendance actuelle « n'est pas soutenable ».

Chaque année, 50 milliards de tonnes de sable sont extraites dans le monde. « Nous pourrions construire un mur de dix mètres de haut sur dix de large tout autour de l'équateur », dit l'expert. Sur ce mon-



Xinhua/RÉA

Le dragage du sable dans les mers et océans (ici à Colombo, au Sri Lanka) totalise 4 à 8 milliards de tonnes chaque année selon l'ONU.

tant total, 10 à 16 milliards proviennent du fond des rivières. L'ampleur du dragage des sables des océans et des mers par des bateaux spécialisés, jusqu'ici inconnue, représente 4 à 8 milliards de tonnes.

La plateforme répertorie sur l'ensemble du globe les bateaux, grâce à leur système d'identification automatique (SIA) et leur trajectoire caractéristique d'une acti-

vité de dragage. « Cette base permet aussi de savoir où sont les installations portuaires en charge de recevoir le sable collecté et donne aussi des indications sur les plages artificielles qui voient le jour », détaille Arnaud Vander Velpen, l'un de ses concepteurs.

Les zones côtières de la Chine, la mer du Nord, les régions marines des pays du Golfe et la côte est des

Etats-Unis sont les endroits faisant l'objet d'un dragage intensif. Si les deux experts ont confirmé l'émergence de plages artificielles dans le Sud-Est asiatique liées aux activités chinoises, ils concèdent la difficulté d'avoir une idée précise du dragage réel.

Un besoin complémentaire

L'activité illégale des petits bateaux qui n'ont pas d'AIS, ou des bateaux qui le coupent volontairement, sous-estime probablement les chiffres. La plateforme Marine Sand Watch ne peut pas encore détecter l'exploitation minière artisanale et à très petite échelle le long de côtes

très peu profondes. Le PNUE prévoit d'affiner davantage ses données. A terme, il compte même évaluer l'extraction réalisée au niveau des rivières et des carrières.

Aujourd'hui, l'ampleur du dragage est en augmentation. « Le monde se rapproche du taux de reconstitution naturelle de 10 à 16 milliards de tonnes par an, dont les rivières ont besoin pour maintenir la structure et le fonctionnement des écosystèmes côtiers et marins », avancent les Nations unies. C'est particulièrement préoccupant pour certaines régions où le dragage est plus intense et où l'extraction dépasse déjà considérable-

ment le bilan sédimentaire de la terre à la mer. Pascal Peduzzi pointe ainsi le fait que le delta du Mékong, au Vietnam, s'enfonce, faute de sédiments suffisants, provoquant de fait toute une problématique de sauvegarde de sa biodiversité.

Deuxième ressource naturelle la plus exploitée

Avec sa plateforme, le PNUE entend aider les pays qui n'ont pas toujours les cadres réglementaires et les législations adéquates pour gérer de manière idoine leurs ressources sablières. Une chose est sûre : le sable, deuxième ressource naturelle la plus exploitée au monde, ne peut plus être seulement un matériau commun.

« Nous devons le considérer comme une ressource stratégique », assure Pascal Peduzzi. C'est d'autant plus vrai qu'au regard du changement climatique et de ses conséquences, le sable sera indispensable pour faire face à l'élévation du niveau de la mer, aux tempêtes et pour soutenir la construction d'infrastructures énergétiques telles que les éoliennes ou les panneaux solaires. La Belgique en sait quelque chose... ■

« Nous devons considérer le sable comme une ressource stratégique. »

PASCAL PEDUZZI
Membre du Programme des Nations unies pour l'environnement

Jeudi avec Les Echos

Série Limitée La seule marque de Luxe disponible en kiosque



En Espagne, Puigdemont exige une amnistie en échange de son soutien parlementaire

EUROPE

L'ex-président catalan se dit disposé à aider à débloquer une majorité au Parlement espagnol, à condition d'obtenir une amnistie pour tous les indépendantistes impliqués dans la tentative de sécession de 2017.

Cécile Thibaud
—Correspondante à Madrid

L'amnistie avant tout. C'est l'exigence posée sur la table par l'indépendantiste catalan Carles Puigdemont, en préalable à toute négociation. L'ex-président catalan a exposé mardi, depuis Bruxelles, les conditions de son éventuel appui à une majorité de gouvernement en Espagne. Depuis des semaines, des émissaires du Parti socialiste comme du Parti populaire ont discrètement sondé son entourage pour savoir si l'appui des sept députés de Junts, le parti de Puigdemont (indépendantiste de droite), serait négociable d'une façon ou d'une autre, laissant entendre de part et d'autre qu'ils seraient prêts à ouvrir des discussions si les demandes étaient raisonnables.

Mais les paramètres n'ont pas changé. Le politicien indépendantiste, qui s'est auto-exilé à Bruxelles

après la tentative de sécession ratée de 2017 pour éviter d'avoir à rendre des comptes à la justice espagnole, réclame l'amnistie pour ceux qui comme lui ont été impliqués dans les préparatifs du référendum interdit. Il offre l'appui des députés de son parti en échange de la reconnaissance du conflit catalan et de l'abandon de la voie judiciaire pour tous, et réclame aussi d'*« explorer »* la possibilité d'un nouveau référendum, mais négocié avec Madrid cette fois.

Les exigences de Carles Puigdemont ressembleraient à une vieille rengaine, si elles n'étaient pas exprimées au moment où l'Espagne se trouve dans l'impassé politique, sans majorité parlementaire qui faciliterait la formation du prochain gouvernement.

Le politicien indépendantiste s'est auto-exilé à Bruxelles après la tentative de sécession ratée de 2017.

Le candidat de droite, Alberto Nunez Feijoo, comme le candidat socialiste Pedro Sanchez, se trouvent face à des équations impossibles. Quels que soient leurs calculs, ils leur manquent toujours une poignée de voix pour faire basculer la majorité du parlement de leur côté. Et ces voix, ce sont celles des sept députés de Junts, le parti de

Puigdemont. Discrètement courré par des émissaires de droite comme de gauche, il pose noir sur blanc les conditions préalables à toute discussion. La balle est donc maintenant dans le camp des candidats du PP et du PSOE. S'ils espéraient des conversations en coulisse, ils en sont pour leurs frais. « *S'il y a accord, ce doit être un accord historique* », lance Puigdemont.

Grincements de dents au Parti socialiste

Les exigences posées par Puigdemont ont coupé court aux volontés de rapprochement du chef de file du PP. « *Je ne peux pas et je ne veux pas payer ce prix pour être président du gouvernement* », a réagi Alberto Nunez Feijoo. Reste à savoir quelle va être la réponse du socialiste Pedro Sanchez et jusqu'où il est prêt à aller pour se maintenir au pouvoir. Il a fait de la réconciliation avec la Catalogne l'un des grands axes de son premier mandat, avec notamment des mesures de grâce pour tous les dirigeants qui avaient été condamnés.

Mais l'idée d'une éventuelle entente avec l'ex-dirigeant catalan fait grincer des dents la vieille garde du Parti socialiste. L'ancien président Felipe Gonzalez a été l'un des premiers à monter au filet : concéder l'amnistie aux leaders indépendantistes signifierait, selon lui, blanchir ceux qui ont tenté de forcer la sécession et « *condamner le régime démocratique comme coupable de ce qui s'est passé* », proteste-t-il. ■



Les Echos
Prenez un temps d'avance

analyses



garnier

Pascal Garnier pour « Les Echos »

Derrière le chaos politique, l'économie espagnole résiste

“

Le pays est toujours en pleine incertitude politique. Pourtant, sur le front économique, l'Espagne est dynamisée par les fonds européens et affiche de bons indicateurs même si certaines activités restent encore trop cycliques.

Cécile Thibaud
— Correspondante à Madrid

Pas de gouvernement en vue, mais des indicateurs économiques rassurants : c'est le paradoxe de la rentrée espagnole. Un mois et demi après les élections législatives de juillet, le pays est toujours dans l'impasse politique. Aucune des deux grandes forces en présence, le Parti populaire (PP) à droite et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), ne semble pour l'instant en mesure de rassembler une majorité au parlement.

La tentative d'investiture du candidat du PP, Alberto Nunez Feijoo, qui doit se soumettre au vote de l'hémicycle les 26 et 27 septembre prochain, semble vouée à l'échec et l'incertitude politique risque de se prolonger durant des semaines, voire des mois de plus, puisque tout indique que le socialiste Pedro Sanchez devrait relever le gant et tenter à son tour de réunir les appuis nécessaires pour un vote de confiance du parlement. En cas d'échec, le pays pourrait repartir vers la convocation de nouvelles élections.

D'ici là, le gouvernement sortant restera en fonction pour expédier les affaires courantes jusqu'à l'arrivée

vée du suivant, mais il n'aura pas la capacité de prendre de nouvelles initiatives ni de faire voter la loi de finances pour 2024. Et le flou pourra donc durer pendant les prochains mois.

La ministre des Finances en fonction, Nadia Calvino, dédramatisé la situation, assurant que le pays est sur les rails : « L'économie espagnole est plus solide et plus stable qu'on veut souvent nous le faire croire », affirme-t-elle en revendiquant les efforts de modernisations structurelles de ces dernières années et les avancées du déploiement du plan de relance.

Beaucoup d'emplois saisonniers

L'Espagne, qui a déjà reçu 37 milliards de fonds européens, est en effet celui des Etats-membres qui a le plus avancé dans le calendrier de réformes et de mise en œuvre des investissements sur le terrain, selon la Commission, ce qui la met en position pour recevoir avant décembre une quatrième tranche de subventions de 10 milliards d'euros, souligne-t-elle.

Pas d'inquiétude non plus côté budgétaire, selon elle, car même si, en l'absence de nouveau gouverne-

ment, le parlement n'était pas en position de voter dans les temps la loi de finances pour 2024, il sera toujours possible de reconduire d'une année le budget 2022. Cela ne devrait pas poser de problème majeur, insiste-t-elle, puisque le dispositif déjà en vigueur permettrait, quoi qu'il arrive, de continuer de canaliser l'arrivée de nouveaux fonds européens.

Mais tandis qu'elle souligne le fort effet modernisateur des chantiers du plan de relance, dans le développement des secteurs technologiques et la création d'activités avec forte valeur ajoutée, les nouveaux chiffres de l'emploi de la fin du mois d'août nous ramènent à la réalité espagnole.

La fin de la saison touristique et des emplois temporaires qui l'accompagnent témoignent de la fragilité de la croissance qui demeure fortement liée aux variations saisonnières et au développement d'activités précaires. Avec le mois d'août qui s'est achevé, ce sont 185.000 contrats qui ont pris fin et l'inscription de 25.000 personnes au chômage. Même si le mouvement était prévisible, « il confirme la perte de dynamisme de l'emploi détectée depuis le mois de mai dernier »,

signale l'économiste Nuria Bustamante chez Caixabank research.

Après avoir créé 600.000 postes de travail durant les six premiers mois de l'année, le pays est en effet en train de ralentir. La tendance suit celle des voisins européens, mais elle n'est pas négligeable pour autant, car le marché de l'emploi reste le talon d'Achille de l'économie espagnole en période de reprise. Et même si le niveau de chômage est actuellement redescendu au niveau de 2008, il demeure encore, à 11,6 %, le taux le plus élevé de l'entourage européen, lequel se monte à 6,4 % en moyenne.

Un effet de rattrapage

Du côté du gouvernement sortant, on veut mettre en avant l'effet transformateur du plan de relance, mais pour les experts, il s'agit d'un rattrapage. Une bonne part de cette dynamique est liée au décalage de croissance de l'économie espagnole au sortir de la pandémie. Après avoir vues efforts de redémarrage entraînés par les difficultés du secteur touristique, particulièrement affecté par les limitations de mobilité liées au Covid-19, l'Espagne a été le dernier pays de la zone euro à retrouver son niveau de richesse d'avant la

pandémie, au deuxième trimestre 2023.

Dans un contexte de refroidissement généralisé en Europe, l'Espagne est aujourd'hui en train de se retrouver avec un gouvernement aux capacités d'intervention limitées face aux défis de l'instabilité géopolitique notamment. Avec le risque de perdre de l'élan, au moment où Bruxelles va commencer à demander des ajustements difficiles. Le déficit est prévu à 3,8 % cette année, avec une dette publique à 110 %.

Inflation contenue

Pour l'instant, le pays est porté par la force d'inertie du premier semestre, et il affiche l'une des meilleures perspectives de croissance de la zone euro. La Banque d'Espagne a relevé ses prévisions et prévoit une avancée du PIB de 2,3 % pour 2023 (contre 1,6 % jusque-là), tandis que l'inflation semble contenue, avec une moyenne attendue de 3,2 % sur l'année, grâce aux politiques publiques déployées pour enrayer la spirale de hausse des prix. La question est de savoir combien de temps il sera possible de maintenir cet état sans être pénalisé par le pouvoir d'initiative limité d'un gouvernement en intérim prolongé. ■

**LA CHRONIQUE
DU CERCLE
DES ÉCONOMISTES**
par Christian de Boissieu

Le budget sur le fil du rasoir

Les pays de la zone euro se rejoignent dans leur désir de ne pas associer à la politique monétaire resserrée – celle de la BCE face à l'inflation – des politiques budgétaires nationales trop restrictives qui pèseraient, elles aussi, sur la conjoncture. Mais nous en sommes loin, et un pays comme la France doit absolument réduire ses déficits publics et stabiliser puis faire reculer son ratio de dette publique sur PIB.

L'idéal serait de pouvoir compter sur la croissance qui, dopant les rentrées fiscales, comblerait une bonne partie des déficits. A l'horizon des deux ou trois prochaines années, il ne faut pas rêver : notre croissance potentielle, déjà modique, a été affaiblie par la pandémie et les conséquences de la guerre en Ukraine ; cette croissance potentielle d'environ 1 % par an ne peut pas laisser espérer une croissance

effective durable entre 2 et 3 % – relever la croissance potentielle requiert des mesures structurelles qui n'agiront que dans le moyen à long terme.

Puisque la conjoncture ne va pas beaucoup aider, il faut, pour la soutenabilité de notre dette et pour notre crédibilité en Europe, choisir un bon cocktail dans le budget 2024 et dans ceux qui vont suivre. Les marges de manœuvre budgétaires ont fondu comme neige au soleil, avec l'explosion de dépenses publiques incontournables : les charges d'intérêt, le financement de la transition écologique, les dépenses de défense et de sécurité, sans oublier des priorités que représentent l'éducation et la formation, la santé, le logement...

Le cocktail comprend forcément la suppression de certaines niches fiscales et l'augmentation de plusieurs taxes. Certes, le gouvernement s'engage à ne pas toucher aux

« paquebots » de la fiscalité française que sont la TVA, l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés. Il ne faut pas pour autant se laisser abu-

La fin progressive du « quoi qu'il en coûte » va se faire au prix d'ajustement dououreux pour les ménages sur les prix et le pouvoir d'achat.

Elle ne sera pas suffisante, loin de là.

ser par la sémantique et opposer le levier des impôts et le réglage fin de certaines taxes. Par ailleurs, dans le « toilettage » de notre riche collection de niches fiscales, il faudrait ré-

sullement faire prévaloir des bilans coûts/efficacité, ce qui serait un peu nouveau. Car nous manquons cruellement de culture d'évaluation des politiques publiques.

Pour la régulation des dépenses publiques, la fin progressive du « quoi qu'il en coûte » va aider au prix d'ajustement dououreux pour les ménages sur les prix et le pouvoir d'achat. Elle ne sera pas suffisante, loin de là. Il va falloir mettre en valeur l'efficacité et les rapports coûts/avantages des dépenses à l'intérieur de chaque ministère, mais aussi pour les choix interministériels. Nous avons eu depuis vingt ans une inflation d'initiatives (la LOLF, la RGPP, la MAP, CAP 22...), mais une pénurie d'avancées concrètes.

L'urgence née des nouvelles contraintes impose le respect de plusieurs conditions :

1. la volonté politique d'abaisser en France le ratio des dépenses pu-

bliques au PIB pour le ramener à l'horizon 2030 vers la moyenne européenne ;

2. l'introduction dans l'administration de nouveaux modes de gestion fondés sur la responsabilisation des agents, des systèmes d'incitation et l'évaluation ex-post, par des autorités indépendantes, des actions menées ;

3. un périmètre large.

La réforme de l'Etat, autant évocuée que repoussée, n'est qu'un aspect, certes essentiel, du défi à relever. A la différence de la LOLF et des autres approches qui ont traité exclusivement de l'Etat, il faut associer dès le départ les collectivités territoriales à l'exercice incontournable et sensible qui nous attend.

Christian de Boissieu est professeur émérite à l'université Paris-I et vice-président du Cercle des économistes.

analyses

La société du travail est en train de disparaître

Le travail ne paie plus et l'héritage est devenu la principale composante de la richesse des ménages. Nous avons basculé d'une société du mérite à une société de rentiers.

LA CHRONIQUE
d'Antoine Foucher



Dans une société du travail, on peut s'attendre à vérifier trois propositions. D'abord, le travail permet de changer de niveau de vie. Ensuite, la majorité de ce que les gens possèdent provient de leur travail. Enfin, ceux qui travaillent vivent mieux que ceux qui ne travaillent pas. Qu'en est-il de la société française en ce début du XXI^e siècle ?

Dans les années 1950 à 1970, avec une évolution annuelle moyenne du pouvoir d'achat autour de 4 à 6 % (d'après les séries longues de l'Insee), on doublait effectivement son niveau de vie en une quinzaine d'années de travail. Dans les décennies suivantes, il fallait plutôt une vie entière de travail, environ quarante ans. Depuis une dizaine d'années, ce n'est plus accessible à la grande majorité des travailleurs : avec une évolution du pouvoir d'achat qui tangente le 1 % par an, il faudrait maintenant plus de soixante-dix ans de travail pour vivre deux fois mieux. Dit autrement, travailler ne permet plus à la plupart des gens, aujourd'hui, de changer de niveau de vie.

Le hasard de la naissance

Est-ce que le patrimoine des personnes est d'abord le fruit de leur propre travail ? Non. D'après le rapport du Conseil d'analyse économique « Repenser l'héritage » (décembre 2021), la fortune héritée représente aujourd'hui 60 % du patrimoine total, contre 35 % dans les années 1970. Autrement dit, la majorité de ce que les Français possèdent est due au hasard de leur naissance, et non à leur mérite individuel. Même ceux qui travaillent le plus (les 1 % les plus rémunérés, au-delà de 8.700 euros net par mois) ne peuvent plus acquérir, par toute une vie de travail, le patrimoine moyen des héritiers les plus chanceux (le Top 1 % des héritiers d'une génération reçoit en moyenne 4,2 millions d'euros nets de droits).

Est-ce qu'alors ceux qui travaillent vivent mieux, en moyenne, que ceux qui ne travaillent pas ? Non plus. Les chiffres du Conseil d'orientation des retraites de février 2023 sont limpides : en prenant en compte les loyers imputés, c'est-à-dire en tenant compte de la différence entre le fait d'être propriétaire ou pas de son logement, les retraités français ont un niveau de vie supérieur non seulement à l'ensemble de la population, mais aussi à celui des actifs. Certes, l'objection traditionnelle d'un droit à une pension gagnée à la sueur d'une vie de travail tient sur le principe, mais elle ne tient pas sur le niveau : les pensions actuelles sont supérieures aux cotisations acquittées pendant la vie, de 30 à 50 %, pour des raisons démographiques.

La fortune héritée représente aujourd'hui 60 % du patrimoine total, contre 35 % dans les années 1970.

Que faudrait-il faire pour remettre le travail et le mérite au fondement de la société ? Baisser les cotisations sociales et l'impôt sur le revenu pour que le travail paie davantage, en compensant le manque à gagner pour les finances publiques par une hausse de la TVA. Se rapprocher de l'égalité des chances en augmentant les droits de succession sur les héritages les plus importants (par exemple le dernier décile). Revaloriser le travail par rapport à la rente en stabilisant le niveau des pensions de retraite en valeur absolue, pour baisser leur part dans le PIB.

Ces propositions simples et claires seront considérées comme électoralement impraticables. Mais si on ne prend pas même pas le risque de les soumettre au suffrage, tirs-en au moins la conclusion : nous sommes redevenus une société de rente et d'héritage, plus que de travail et de mérite, et nous comptons bien le rester. La société du travail est en train de disparaître, par la volonté majoritaire.

Antoine Foucher est président de Quintet Conseil.

LE LIVRE DU JOUR

Quête contre l'oubli

LE PROPOS La journaliste et essayiste Elise Karlin nous fait découvrir le fonctionnement des Archives Arolsen, le Centre international sur les persécutions nazies situé à Bad Arolsen, en Allemagne. Créé par les Alliés pour retrouver les traces des millions de personnes disparues, assassinées, déplacées ou forcées à travailler pour le Reich, ce qui était alors le Service international de recherches a ouvert à partir de 2012 son catalogue – plus de 17 millions de noms et plus de 35 millions de documents – aux chercheurs, enseignants et visiteurs. Une partie est mise en ligne. Commence alors aussi un effort de restitution des derniers effets des déportés, conservés dans environ 3.000 enveloppes depuis près de soixante-dix ans. Le temps est compté car la première génération de demandeurs se meurt.

L'INTÉRÊT Ce n'est pas seulement le travail de détective du bureau des recherches et d'éclaircissement des destins dirigé par Nathalie Letierce-Liebig qui tient en haleine. N'étant pas



historienne, l'auteure nous fait partager les mots des témoins rencontrés, tout en nous racontant sa propre recherche familiale. Et elle y excelle. On rencontre des enquêteurs hors normes, des bénévoles infatigables, des familles prises entre stupeur, incompréhension et émotion devant ces objets aussi modestes (broches, stylos, photos...) que puissants à faire remonter le temps. On le découvre, le fossé entre générations peut se franchir, par-delà la mort. La quête inlassable contre l'oubli peut être une revanche du destin sur la barbarie.

— Sylvie Ramadier

« Ils ont survi de la nuit », d'Elise Karlin. Editions de l'Observatoire, 224 p., 20 euros.



Liberté, égalité, fraternité, essais

La Coupe du monde de rugby commence vendredi 8 septembre. L'occasion de revisiter les valeurs de ce sport unique en son genre dont nous ferions bien de nous inspirer pour améliorer notre vivre-ensemble.

LA CHRONIQUE
d'Alexis Karklins-Marchay



Dans quelques heures, la Coupe du monde de rugby 2023 débutera dans un Stade de France comble et survolté par un alléchant France-All Blacks. Pendant cinquante et un jours, les yeux de millions de passionnés ou de simples curieux seront tournés vers notre pays qui a le privilège d'accueillir vingt nations pour cet événement planétaire.

Il ne s'agit certes que d'une compétition sportive qui ne saurait occulter la guerre en Ukraine, les dérèglements climatiques ou les difficultés économiques du moment. Mais l'occasion est trop belle de rappeler ici à quel point ce sport unique en son genre porte des valeurs, les fameuses « valeurs du rugby », qu'il serait bon de promouvoir dans nos temps agités.

Une fois les quelques règles principales assimilées, un match de rugby, c'est d'abord un spectacle complet qui apporte son lot d'émotions. Le réalisateur Louis Malle le dit très justement : il y a tout dans ce sport, véritable « comédie humaine pleine de sensibilité, d'espérances et de déceptions, de rires et de larmes ».

L'équipe plutôt que l'individu
C'est ensuite la primauté du collectif. Ce sens que nous semblons avoir parfois perdu. Car sur le terrain, même le plus doué et le plus talentueux des joueurs ne peut changer le cours d'une partie si l'il ne peut s'appuyer sur un groupe solide qui lui fournit un bon ballon à la suite d'une touche ou d'une mêlée après gagnée, qui vient au soutien dans une échappée ou qui défend avec abnégation pour stopper une offensive. Aucune action ne peut aller au bout, aucune victoire ne peut être envisagée sans les autres. Le culte de soi n'a pas sa place dans une discipline qui exclut les « passagers clandestins » et valorisera toujours davantage l'équipe que l'individu.

Le rugby est en outre une magnifique métaphore de notre société si diverse, si complexe. Les vingt-trois joueurs présents possèdent en effet des aptitudes différentes mais complémentaires. Il faut des forts, des petits, des grands, des rapides, des stratégies, des artistes, des créateurs, des tauliers qui font « le sale boulot », des rusés, des adroits... Chacun a sa place. Tous ont le même objectif : prendre le dessus sur l'équipe en face. Tous sont prêts à se mettre au service d'autrui et à « se sacrifier » pour le groupe.

Le rugby est une magnifique métaphore de notre société si diverse, si complexe.

Il faut des forts, des petits, des grands, des rapides, des stratégies, des artistes, des créateurs, des tauliers qui font « le sale boulot », des rusés, des adroits... chacun a sa place.

L'engagement personnel y est bien sûr requis, ce qui nécessite de la ténacité, du courage pour aller au combat, mais aussi de l'honnêteté et de la lucidité vis-à-vis de soi-même, de sa performance et de son apport réel à l'équipe. Cet engagement passe par le travail acharné et la rigueur. Chaque joueur doit en outre être capable de surmonter ses peurs : celle de l'adversaire, celle de la douleur et naturellement celle de la blessure après une mauvaise chute, un plaquage manqué ou un débâlage brutal. De l'humilité enfin, car quoi de plus noble qu'un sport qui pousse ceux qui le pratiquent à ne jamais se satisfaire d'un beau mouvement ou même d'un match gagné, comme à ne jamais rester sur un échec ?

A l'instant de la vie en dehors des stades, le rugby comporte bien sûr sa part d'incertitudes, de facteurs exogènes, parfois d'injustices. Comment pourrait-il en être autrement avec un ballon ovale dont les rebonds sont par nature imprévisibles ou avec des interprétations arbitraires qui sont parfois litigieuses au point de faire râler les fans. Oui, cet incertain qui fait partie du jeu comme il fait partie de nos existences...

Toujours le fair-play
Il faut enfin mentionner le respect, une valeur qui tend à encore malheureusement à s'étioler. Le rugby, comme la société, n'existerait pas sans lui. Sur la pelouse, il s'agit du respect de son coéquipier, du respect de l'arbitre, du respect de soi-même. Du respect de l'adversaire aussi. Voir une équipe défaite raccompagner les joueurs qui viennent de les battre en formant une haie d'honneur demeure une magnifique tradition. Toujours le fair-play...

Une dernière remarque : même s'il est né en Angleterre au début du XIX^e siècle, le rugby fait partie intégrante du patrimoine français. Il incarne même à certains égards les trois piliers de notre devise nationale. La liberté, puisqu'il repose sur la créativité de ceux qui sont sur la pelouse, appelés à prendre leur responsabilité et à faire preuve d'esprit d'initiative en fonction d'une situation donnée ou d'une occasion. L'égalité, puisqu'il réunit des joueurs qui ont tous leur chance de briller au coup d'envoi, quelles que soient leur origine, leur religion ou leurs convictions personnelles. Fraternité enfin, tant il incarne la convivialité, réunissant des supporters heureux de célébrer ensemble leurs champions, que ces derniers l'ont emporté ou non. L'ancien capitaine de l'équipe de France Jean-Pierre Rives soulignait à raison que le rugby, c'est l'histoire d'un ballon avec des copains autour, et quand il n'y a plus de ballon, il reste les copains...

Souhaitons que la bande à Dupont, Allard et Ramos nous donnent le plaisir avec de beaux essais, nous transcent et nous rendent fiers sans jamais oublier les valeurs essentielles de ce merveilleux sport. S'ils pouvaient en plus soulever la coupe le 28 octobre prochain vers 23 heures...

Alexis Karklins-Marchay
est essayiste.

Publiez vos contributions
sur le Cercle des Echos :
lesechos.fr/idees-debats/cercle



opinions

LE POINT DE VUE

de Paul Chiambaretto et Emmanuel Combe

Faut-il augmenter l'écocontribution aérienne ?

Annoncée depuis plusieurs mois, l'augmentation de l'écocontribution payée par les compagnies aériennes semble se préciser. Si le périmètre et le montant de cette taxe font encore l'objet de discussions, il est néanmoins utile de s'interroger sur le bien-fondé de son augmentation.

Rappelons que l'écocontribution sert à financer l'Agence de financements des infrastructures de transport de France (Aftif) dont l'objectif est d'investir dans les infrastructures ferroviaires, portuaires et routières. Le transport aérien y est déjà assujetti depuis 2020.

Pourquoi demander aujourd'hui au seul secteur aérien d'augmenter sa contribution ? Le transport aérien représente entre 2 et 3 % des émissions mondiales de CO₂, contre 8 % pour le transport routier de marchandises, qui n'est pas concerné par une telle hausse.

On nous objectera que le transport aérien ne paye pas de taxes sur le kérosène, tant pour les vols internationaux que nationaux. Mais il y a une contrepartie à cela : toutes les compagnies doivent s'acquitter du tarif de sûreté et de sécurité, qui finance une mission régionale de l'Etat français.

Ce transfert de revenus de la aérien vers le ferroviaire est d'autant plus paradoxal que l'on augmente une taxe dans un secteur très concurrentiel pour financer un secteur ferroviaire qui reste aujourd'hui encore en quasi-monopole. Contrairement aux idées reçues, le secteur aérien est un secteur à faibles marges. Un chiffre suffit à s'en convaincre : selon l'Association du transport aérien international (Iata), à l'échelle

mondiale, le profit par passager aérien prévu pour 2023 devrait être de 2,25 dollars. Autant dire que toute hausse de l'écocontribution sera répercutée intégralement sur les passagers.

Au-delà de son ciblage sur le seul secteur aérien, la hausse de l'écocontribution pose deux questions : celle de son assiette et celle de l'affection des recettes. Au sujet de l'assiette, elle ne concerne actuellement que les vols au départ de la France, avec un montant différentiel selon la longueur du vol et selon la classe de voyage. Un périmètre géographique aussi restreint risque de générer des distorsions de concurrence. En effet, un passager au départ de la province et faisant une correspondance à Paris sur un vol long-courrier devra payer deux fois cette écocontribution.

Toute augmentation sera répercutée intégralement sur les passagers.

A l'inverse, s'il fait sa correspondance en Allemagne, il ne la payera qu'une seule fois et sur le vol le plus court. Une telle situation va porter atteinte à la compétitivité d'un pavillon français déjà mal en point. L'écocontribution devrait être pensée au moins à l'échelle européenne, voire mondiale, pour limiter les correspondances vers des hubs plus lointains qui, en dernier ressort, augmenteront les émissions de CO₂.

De même, si la différenciation de la taxe selon la classe de voyage est justifiée, son calibrage s'avère délicat : si la taxe est trop forte, les passagers en classe affaires préféreront voyager en classe économique ou sur d'autres compagnies, ce qui conduira ces dernières à augmenter fortement le prix des billets en classe économique pour compenser.

Pour ce qui est de l'affection des recettes, celles-ci devraient continuer à financer le réseau ferroviaire. Mais l'écocontribution ne favorisera pas pour autant la transition environnementale du transport aérien. Paradoxalement, elle pourrait même la retarder : en réduisant les marges des compagnies aériennes, elle va ralentir leurs investissements dans des flottes plus récentes ou dans le recours aux carburants durables.

Ces recettes devraient être fléchées vers la R&D pour l'aviation verte ou le recours aux carburants durables. A défaut de retenir une telle option, l'Aftif pourrait décider d'affecter les recettes au renforcement de la complémentarité modale entre le train et l'avion. Par exemple, en améliorant la desserte ferroviaire des aéroports afin de développer une véritable intermodalité. Cette affectation de l'écocontribution aurait aussi un mérite symbolique : cesser enfin d'opposer le ferroviaire et l'aérien.

Paul Chiambaretto est professeur à Montpellier Business School et directeur de la chaire Pégase pour l'économie et au management du transport aérien.

Emmanuel Combe est professeur des universités à Paris-I Panthéon-Sorbonne et à Skema Business School.

LE POINT DE VUE

de Sébastien Tran

Former aux enjeux de la transition dans l'enseignement supérieur

Les enjeux liés à la transition écologique occupent une place importante dans les médias. En France, les travaux du Shift Project font référence et montrent l'urgence de transformer nos modes de production et de consommation. Le gouvernement français s'est également doté d'un secrétariat général à la Planification écologique avec des objectifs ambitieux : réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone en 2050. La réduction de l'empreinte écologique doit devenir une réalité à tous les niveaux.

Les établissements du supérieur ont déjà commencé à intégrer les dimensions de développement durable (DD) et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Certaines écoles en ont même fait une composante stratégique (Audencia avec son école Gaïa, Excelia avec la Blue Education Experience, le pôle Léonard-de-Vinci avec son Institut for Future Technologies, etc.).

Pour autant, un rapport paru en août 2023 du « Times Higher Education » conclut que « les gouvernements du G20 sous-utilisent les établissements d'enseignement supérieur, qui sont dans une position unique pour contribuer à catalyser les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies ». En France, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche (MESR) a adopté une politique très volontariste : création de réfé-

rentiels, soutien au label DD & RS... Mais il reste de nombreux paradoxes pour l'enseignement supérieur. D'abord, il est nécessaire de revoir le contenu des enseignements et l'acquisition des compétences dans de nombreuses disciplines. Les enseignants et enseignants-rechercheurs jouent un rôle clé, mais, pour l'instant, on reste sur des référentiels comme celui de la CDEFM et la mise à disposition de quelques ressources numériques.

Au plus tard en 2025, tous les étudiants devront disposer d'un socle de connaissances et compétences transversales et pluridisciplinaires à l'issue du premier cycle.

Le problème se situe au niveau des dispositifs d'incitation, de formation, de contrôle et le coût que cela représente pour les établissements. A titre d'exemple, le MESR souhaite qu'une formation certifiante soit proposée, mais uniquement à tous nouveaux enseignants à partir de 2025.

Un changement de modèle économique et sociétal passe par la résolution de problèmes complexes et le croisement d'expertises de différentes disciplines.

Etudier dans le supérieur est de plus en plus considéré comme un investissement dont le retour est mesuré par les salaires à la sortie. Si l'on prend la méthodologie de l'enquête du « Financial Times », le salaire occupe la place la plus importante dans les critères. Même si les diplômés changent progressivement les modèles économiques de « l'intérieur » des entreprises, cela prend du temps.

Choisir des « métiers à impact » ou des organisations dans un modèle moins « capitaliste » et plus dans des logiques d'économie circulaire peut également affecter la rémunération qui reste un critère de « performance » des formations de ressources numériques.

Sébastien Tran est directeur général du pôle Léonard-de-Vinci.



Ugo Amic / Sipa

Vive l'école... à la maison

LIBRE PROPOS

par Gaspard Koenig



ne part (30 %) de professionnels de l'éducation peu satisfaits du système dans lequel ils évoluent. J'ai récemment côtoyé une famille dont les trois enfants, aujourd'hui de jeunes adultes, avaient passé quelques années à la maison (« jusqu'à ce qu'ils désirent rejoindre l'école »), et qui témoignaient dans leurs domaines respectifs, de la biochimie à la danse, d'un remarquable esprit d'autonomie. Il y a aussi, bien sûr, des échecs. Mais ferme-t-on les écoles publiques au premier cas de décrochage scolaire ?

Rescolarisations contraintes

Philosophiquement, l'IEF relève d'une conception à la fois démocratique et libérale de l'éducation. Plusieurs décennies avant Jules Ferry, le penseur libertaire John Stuart Mill la résumait d'une formule magnifiquement concise : « Si le gouvernement prenait la décision d'exiger une bonne éducation pour tous les enfants, il s'éviterait la peine de leur en fournir une. » Instruction obligatoire pour tous, diversité des éducations adaptées à chacun. L'Etat apporte les financements, établit les programmes et régule l'offre pédagogique sans la monopoliser.

Alors pourquoi ce gouvernement qui se revendique progressiste a-t-il crié haro sur ces quelques milliers de familles bien inoffensives, à commencer par le président de la République dans son discours des Mutualités en 2020 ? Parce que ce ne sont pas les élus qui gouvernent. Ce qui gouverne notre société, c'est la peur. Peur de la déviance, de la différence, de l'inconnu. La réforme de l'IEF, qui la transforme en condescendante « dérogation », a été inscrite dans la loi séparatisme. Nul ne nie la réalité de certaines dérives sectaires, mais l'arsenal de contrôles existant, s'il était appliqué, devrait suffire à les endiguer – à moindre coût d'ailleurs que cette vague de rescolarisations contraintes. Comment en appeler, pendant les émeutes, à la « responsabilité des familles », quand on leur retire la toute première : choisir l'éducation de leurs enfants ?

Je suis le produit reconnaissant de l'école publique. C'est précisément dans les manuels scolaires élaborés par la République que j'ai appris combien la politique éducative d'une société reflète son degré d'ouverture et de tolérance. Platon, penseur totalitaire, voulait qu'un « comité » citoyen prenne en charge les enfants dès la naissance en les arrachant à leurs parents. Tocqueville, à l'inverse, redoutait l'enrôlement de force dans les écoles de l'Etat. « Nous voilà, anticipait-il avec sa prescience habituelle : nous sommes à Sparte. » En effet. Nous sommes à Sparte.

Gaspard Koenig est philosophe. Dernier livre paru : « Humus » (éditions de l'Observatoire).

cinéma

Suivez toute l'actualité photo sur notre compte Instagram @lesechosphotos



COMÉDIE DRAMATIQUE // Dans un film doux-amer, Nathan Ambrosioni suit une mère de famille qui élève seule ses cinq enfants. Avec Camille Cottin dans l'un de ses plus beaux rôles.

Camille Cottin, mère mais pas que...



Juliane Lepoureau, Louise Labèque, Oscar Pauleau et Léa Lopez, en famille autour de Camille Cottin. Photo Chi-Fou-Mi Productions

Olivier De Bruyn

Elle a connu son heure de gloire il y a deux décennies, grâce à une chanson qui a cartonné sur les ondes, mais depuis, elle n'a pas su (pas pu) se réinventer professionnellement. Et pour cause, puisque la chanteuse d'une saison est devenue mère à... cinq reprises. Réduite à multiplier les petits boulots alimentaires pour nourrir les siens, contrainte, parfois, d'entonner son vieux tube dans des boîtes de nuit de seconde zone en échange de quelques billets qui améliorent son ordinaire, Antonia, surnommée « Toni » par ses proches, ne sait pas quoi faire de sa vie et de sa quarantaine déjà largement entamée.

Ses cinq enfants qu'elle élève en solitaire, dont deux grands ados qui s'apprêtent à entamer des études supérieures et à quitter le nid, l'occupent à plein temps, mais Toni semble enfin décidée à s'émanciper de sa vie de

famille étouffante et à trouver un nouveau métier où elle pourrait s'épanouir. « Je ne peux pas être seulement une mère », dit-elle. Ses mômes accepteront-ils cette métamorphose tardive ?

Un vrai talent de portraitiste
Nathan Ambrosioni aime décidément les héroïnes combattantes. Dans « Les Drapeaux de papier », son premier film réalisé en 2019, il suivait à la trace une jeune femme (Noémie Merlant) qui tentait d'aider son frère, un ex-taillard, à se réinsérer dans la société. Quatre ans plus tard, le cinéaste de 24 ans dépeint une mère de famille nombreuse qui doit composer avec ses fins de mois très difficiles, les humeurs électriques de ses mioches, les trajets en voiture incessants, les lessives en pagaille, les mystères insoudables de la plateforme Parcoursup, on en passe et des pires.

FILM FRANÇAIS
Toni en famille
de Nathan Ambrosioni.
Avec Camille Cottin, Léa Lopez, Thomas Gloria. 1 h 36.

Pour rendre compte des états d'âme de cette mère éprouvée par son quotidien, mais qui refuse de s'apitoyer sur son sort, le réalisateur juvénile, étonnamment

mature, opte pour l'humour, la fantaisie, et, à l'instar de son héroïne, ne cède jamais à la tentation du pleurnichage. Avec ses dialogues percutants, surtout quand Toni se révolte contre sa progéniture – « Vous savez quoi ? Vous me faites chier. Ce soir, je sors. S'il y a un problème, le Samu, c'est le 15 », – et sa délicatesse dans sa description d'une femme qui n'a droit à aucun répit, Nathan Ambrosioni révèle un vrai talent de portraitiste, qui mérite que l'on oublie les facilités de son scénario.

La réussite de ce film fondamentalement sympathique doit également beaucoup (voire plus) à la prestation de son actrice très principale : Camille Cottin, dont la carrière ne cesse d'étonner depuis sa

révélation dans la série cathodique « Conasse », puis dans le triomphal « Dix pour cent ». Désormais plébiscitée par les réalisateurs en France comme à l'étranger – on l'a notamment vue dans l'excellent « Stillwater », de Tom McCarthy, et on la découvrira la semaine prochaine dans « Mystère à Venise », de Kenneth Branagh –, l'actrice incarne aujourd'hui l'un des rôles les plus riches de sa carrière sous la direction de Nathan Ambrosioni.

« Camille, raconte ce dernier, a quelque chose de très particulier dans le ton de sa voix, dans sa scansion, dans sa façon de s'exprimer, une langueur mêlée d'autorité et de tendresse dont j'avais besoin. Elle apporte à Toni la force et la tension nécessaires pour tout affronter, à commencer par le fait d'être une femme que l'on renvoie toujours à son statut social. » Une femme qui, malgré les obstacles, refuse de courber l'échine et s'impose comme l'une des héroïnes les plus convaincantes de la rentrée du cinéma français. ■

Christian Petzold, tout feu, tout flamme

Une maison en bord de mer, quatre jeunes gens et un incendie. Un nouveau film du réalisateur allemand raffiné et délicieusement empoisonné.

Sur la carte du cinéma européen se situe une île étrange : le petit monde de Christian Petzold. Dans des décors quotidiens, le metteur en scène allemand de « Barbara » (2012) et « Phoenix » (2015) glisse des mythes anciens et joue sur le clavier des genres avec un touché particulier. Depuis plus de vingt ans, ses films instaurent un climat envoutant, légèrement inquiétant, diablement séduisant. « Le Ciel rouge » est un conte d'été qui s'ouvre à la manière un film d'horreur américain. Deux jeunes amis s'installent dans une maison au cœur d'une forêt, sur les rives de la Baltique. L'un, Léon, est un écrivain qui entend travailler à son second roman intitulé « Club-Sandwich ». L'autre, Félix, aspirant artiste, veut prendre quelques photos. La maison appartient à sa famille. Néanmoins, sa mère ne l'a pas prévenu que Nadia passe aussi l'été au bord de la mer, où elle travaille comme vendeuse de crèmes glacées. A ce trio va s'ajouter un beau maître-nageur. L'histoire se poursuit à la façon d'un film français, avec des mélis-mélés sentimentaux, des séquences un peu coquines d'étendage de linge et des promenades à vélo. Enfin,

FILM ALLEMAND
Le Ciel rouge
de Christian Petzold.
Avec Paula Beer, Thomas Schubert, Langston Uibel. 1 h 42.

Christian Petzold intègre l'ingrédient quidionnera au « Ciel rouge » son titre et son originalité : la forêt brûle. Il pleut des cendres et le danger rode, dans l'étrange indifférence des protagonistes.

Mikado
A partir du dispositif classique des vacances à la mer, Petzold construit un jeu de mikado complexe et intrigant. Chronique rohmérienne revisitée, « Le Ciel rouge » décrit quelques jours dans une jeunesse qui se termine. Plus ou moins sympathiques, ces personnages ne sont pas encore tout à fait entrés dans la vie active, mais plus vraiment dans le

temps des études. S'affrontent des rapports de classe, du mépris, de l'envie, de l'orgueil. Mais flotte encore dans l'air un soupçon de naïveté, comme un souffle d'enfance agonisante. L'incendie qui se rapproche se pare alors d'une puissance symbolique mystérieuse : on peut y lire une image de la mort, aussi bien que de la vie. De tout ce temps qui crame, autour de nous, inéluctablement.

Le film ressemble à cet incendie, avec ses couleurs qui percutent les rétines et sa sensualité brûlante. Après « Transit » (2018) et « Ondine » (2020), Christian Petzold y poursuit sa collaboration avec la comédienne Paula Beer, toujours aussi intrigante, vaguement vénéneuse, dans une robe d'été rouge, comme un ciel en feu. — A. G.

Jerry Schatzberg à Deauville

LA CHRONIQUE
d'Adrien Gombeaud



Depuis quelques jours, Jerry Schatzberg a planté au Normandy son élégance tombée de Manhattan : chapeau, jeans, barbe grise. L'auteur de « L'Epouvantail » a cet été fêté ses 96 ans. Comme Stanley Kubrick, Schatzberg vient du Bronx et a débuté dans la photo. Outre ses films les plus célèbres, le 49^e Festival du cinéma américain de Deauville diffuse le documentaire de Pierre Filmon « Jerry Schatzberg, portrait paysage ». On l'y suit, en compagnie du critique Michel Ciment, dans une exposition et un voyage à travers ses images : des inconnus glanés dans les rues, Bob Dylan, les Stones... Faye Dunaway, qui a aussi partagé sa vie. « Je me souviens la première fois que je l'ai photographiée pour "Esquire", au bord de la mer. C'était une jeune actrice qui s'apprenait à percer. Soudain, elle s'est mise à pleurer. Il était très troublé et en même temps c'était très beau. Un appareil photo ou une caméra peuvent atteindre une zone intime que je ne saurais définir. Ça ne m'est arrivé qu'une autre fois, avec Catherine Deneuve. »

Son premier film, « Portrait d'une enfant déchue » (1970) retrace le destin d'un mannequin vedette dont la gloire s'effrite inexorablement. En un sens Dunaway était elle-même une beauté d'un autre temps, une ultime incarnation du glamour hollywoodien que les années 1970 s'apprenaient à balayer. Dans son projet suivant, « Panique à Needle Park » (1971), Schatzberg filme les junkies de Broadway et Al Pacino, l'emblème d'une nouvelle race de comédiens. « Je suis allé le voir au théâtre dans "L'Indien cherche le Bronx" d'Israël Horovitz. Il était impressionnant, puissant. Il venait d'un quartier dur, connaissait de vrais drogués, le monde du scénario lui était familier. » Malheureusement, le studio juge l'acteur de 30 ans, trop âgé. « On a auditionné tous les jeunes débutants. Le seul qui m'a impressionné s'appelait Robert De Niro. Il était excellent mais faisait plus classe moyenne que Pacino. Il m'a suivi dans la rue pour me dire combien il voulait ce rôle. Je me suis excusé : j'allais insister pour garder Pacino. Sans un mot, il a fait volte-face et a disparu. On s'est recroisé à divers événements. Il me saluait de loin, d'un signe de tête. Puis, en 2016, on s'est retrouvé au Lincoln Center pour un hommage à Morgan Freeman. En silence, De Niro est passé devant moi, avant de se retourner : "Salut Jerry, ça fait quarante ans qu'on ne s'est pas parlé." » Quatre décennies de prix, de grands films. « Mais ce rôle-là, il ne l'avait pas eu. Ça nous arrive à tous. Seulement, les comédiens sont des gens particuliers. » Et le cinéma, c'est peut-être juste l'art de regarder le monde. « J'aime beaucoup la façon dont vous tenez votre stylo. Ça ferait une belle photo. »

Le Festival de Deauville se tient jusqu'au 10 septembre.

A éviter



FILM FRANÇAIS
Visions
de Yann Gozlan.
Avec Diane Kruger, Mathieu Kassovitz, Marta Nieto. 2 h 00.

Depuis ses débuts en 2010 avec « Captifs », Yann Gozlan met en scène des films de genre à la fois ambitieux et populaires où il dépeint des personnages confrontés à de violents tourments psychologiques. Le réalisateur nous avait convaincu il y a deux ans avec « Boîte noire », sa fiction paranoïaque sur un technicien de l'aviation civile (Pierre Niney) enquêtant sur un crash mystérieux. Dans « Visions », Gozlan retrouve l'univers aérien et dépeint l'étrange aventure d'une pilote de ligne (Diane Kruger) qui, mariée à un médecin réputé, voit tous ses repères s'effondrer quand réapparaît dans sa vie une femme qu'elle a passionnément aimée deux décennies plus tôt. Sous le (trop) haut patronage d'Alfred Hitchcock, le cinéaste cherche à entraîner le spectateur dans un récit ambigu où il rend compte des troubles de la perception dont souffre son personnage. Malgré plusieurs scènes envoûtantes et le soin apporté à la réalisation, le film, trop alambiqué, est moins convaincant que son prédécesseur. — O. D. B.

enquête

Emmanuel Grasland
— Envoyé spécial à Brandenburg an der Havel

C'est devant le Leopard 2 que s'est formée la file d'attente la plus longue. Campé sur le char de combat de 64 tonnes, un soldat fait monter les curieux un à un pour une visite de quelques minutes. « Il y a beaucoup plus d'espace à l'intérieur qu'on ne l'imagine », explique Till, 22 ans, en sortant. A côté, un Panzerhaubitze 2000, un obusier capable de tirer huit coups à la minute et un Boxer, un véhicule blindé de transport conçu par les Allemands et les Néerlandais.

Ce 17 juin, c'est la « journée de la Bundeswehr » à Brandenburg an der Havel, une ville de 70.000 habitants à une demi-heure de Berlin. Deux hélicoptères, un NH90 et un Cougar ont atterri sur le terrain de football et les soldats de la Bundeswehr ont pris d'assaut le gymnase. 150 lits de camp à deux étages ont été installés en ligne sur les trois terrains de basket. Dessus, des draps bien pliés mais d'autres aussi en tire-bouchon... Dehors, une cinquantaine de tentes présentent les équipements et les métiers de la Bundeswehr. Les familles déambulent autour d'un poste mobile de communication, d'un camion amphibie de 26 tonnes ou font des tours en bateaux militaires sur la Havel.

Maintenir un lien avec la société
Un stand détaille le fonctionnement d'un robot chenillé d'exploration. Un deuxième aligne des modèles réduits télécommandés de blindés. Un troisième explique comment l'armée protège la faune et la flore sur ses sites d'entraînement. Des militaires y font patiemment des grenouilles en papier pour les enfants.

Depuis 2015, l'armée allemande organise chaque année une journée de la Bundeswehr. « A Brandenburg an der Havel, nous attendons entre 15.000 et 20.000 visiteurs, explique le lieutenant-colonel Detlef Schachel, chargé des relations presse. Ce type d'événement nous permet d'échanger avec nos concitoyens et d'expliquer ce que cela signifie, être soldat aujourd'hui. » Pour la Bundeswehr, c'est un moyen de maintenir un lien entre l'institution et la société, alors que le service militaire n'existe plus depuis 2011. « La guerre en Ukraine a été un "wake up call". Auparavant, la Russie était comme un ours en sommeil et nous étions entourés de pays amis. Quel sens y avait-il à avoir une armée ? Aujourd'hui, on voit les choses différemment », explique Stefan, 35 ans, qui assiste pour la première fois à la manifestation.

La journée de la Bundeswehr est également un moyen de recruter. « Nous devons augmenter nos effectifs, nous avons besoin de spécialistes IT, de pilotes. Si vous êtes intéressés, vous pouvez venir ici et poser des questions, explique le colonel Olaf Detlefsen. En Allemagne, la perception de l'armée a clairement changé depuis la guerre en Ukraine. »

Un changement de cap en 2016

Longtemps focalisée sur les missions extérieures (Afghanistan, Irak, Mali, Niger), la Bundeswehr a désormais pour mission prioritaire la défense du territoire et la fourniture de troupes à l'Otan. Un changement de cap opéré en 2016, à la suite de l'invasion de la Crimée deux ans plus tôt. Aujourd'hui, l'idée est de passer de 180.500 soldats actuellement à 203.000.

Fixé à l'origine pour 2025, puis 2027, puis 2031, cet objectif a pris des allures d'arlesienne. Voilà quelques mois, il a même été jugé « inatteignable » dans les délais prévus par Eva Högl, la commissaire parlementaire aux forces armées ainsi que son prédécesseur, Hans-Peter Bartels. « Je ne crois pas non plus que cet objectif de 203.000 soldats soit réaliste. On peut être déjà très satisfait si nous arrivons à maintenir le niveau d'effectifs actuel au cours des cinq à dix ans à venir », estime Sara Nanni, députée verte et membre de la commission de la défense au Bundestag.

La faute à la pénurie de main-d'œuvre en Allemagne et à la concurrence des entreprises privées en matière de recrutement. Chaque année, la Bundeswehr doit trouver 20.000 hommes et femmes pour simplement conserver ses effectifs au niveau.

La Bundeswehr compte trois grandes catégories de soldats. Les soldats de métier (57.000), les soldats sous contrats (115.000) qui signent pour une période de 2 à 23 ans, et les conscrits volontaires (9.000).

Les plus grands défis se situent sur les postes de sous-officiers spécialisés. « Les taux d'occupation inférieurs à 60 % ne sont pas rares dans ce domaine », écrit Eva Högl



De nouvelles recrues prêtent serment lors d'une cérémonie en mémoire de la résistance allemande au régime nazi, le 20 juillet 2023. Photo John MacDougall/AFP

La grande drague de la Bundeswehr

DÉFENSE // Avec le matériel, l'augmentation des effectifs constitue le grand défi de l'armée allemande. Webséries, journée de la Bundeswehr, camps d'été... les militaires jouent sur tous les leviers.

dans son rapport sur les forces armées. Fin 2022, l'armée allemande comptait plus de 18.000 postes d'officiers et de sous-officiers vacants. Souvent moquée par les médias allemands, la Bundeswehr pâtit également de son manque de matériel et des dérapages de certains soldats dans des mouvements d'extrême droite.

L'an dernier, le nombre de candidats a baissé de 11 %, à 44.000, mais les recrutements ont quand même augmenté de 12 % grâce à une meilleure exploitation des candidatures », assure le rapport parlementaire.

Le point bas en matière d'effectifs a été atteint en 2016. Les forces armées allemandes comptaient alors 177.800 soldats contre près de 500.000 voilà quarante ans. Il faut dire qu'à cette époque-là, le service militaire était obligatoire et que le budget de la défense représentait plus de 3 % du PIB. Entre-temps, le service militaire a disparu en 2011 dans le sillage de la crise économique de 2008-2009 tandis que le budget de la Bundeswehr était sabré. Il faut comprendre que la Bundeswehr constitue un objet très différent de l'armée française. C'est d'abord une armée sous le contrôle du Bundestag, l'assemblée qui a le pouvoir d'autoriser ou pas une action militaire.

« La guerre en Ukraine a été un "wake up call". »

STEFAN

35 ans

Occupé par Eva Högl, le poste de commissaire parlementaire aux forces armées est inscrit dans la loi fondamentale allemande et son titulaire a accès à tous les dossiers. C'est plus transparent qu'en France. En revanche, le concept de loi de programmation militaire n'existe pas.

« La Bundeswehr est aussi une armée qui joue la carte de l'intégration multinationale. Plusieurs brigades néerlandaises sont par exemple placées sous le commandement d'unités allemandes », explique Eric-André Martin, secrétaire général du comité d'études des relations franco-allemandes, à l'Ifr.

Les militaires allemands ont aussi un syndicat et peuvent occuper des fonctions

politiques. Enfin, afin de marquer une rupture totale avec le passé nazi, la Bundeswehr enseigne aux soldats le principe du « leadership intérieur ». En clair, les soldats doivent toujours être guidés par leurs principes moraux et ils peuvent refuser les ordres susceptibles de violer ces principes.

Un petit air de fête foraine

D'autres différences de culture sont perceptibles. La journée de la Bundeswehr a lieu simultanément sur dix sites en Allemagne. Diffusé en direct sur Internet, l'événement est présenté par deux militaires à la manière d'un concert ou d'une retransmission sportive. L'émission passe d'un endroit à l'autre et inclut reportages et « interviews live » de militaires. En comparaison, les grands défilés des armées française ou russe paraissent un peu datés.

Sur le terrain en revanche, l'événement a plutôt des airs de « fête foraine ». A Brandenburg an der Havel, on croise des militaires vêtus d'un gilet rouge, d'une veste bleue et de chaussures blanches. Ils ont l'uniforme des « grands gaillards », un célèbre régiment créé par Frédéric Ier de Prusse au XVII^e siècle (pour intégrer ses rangs, il fallait mesurer au moins 1 m 88).

Sur scène, l'orchestre de la Bundeswehr reprend des classiques du western américain, de Stevie Wonder, avant d'enchaîner sur des solos de guitare électrique de Carlos Santana. Attablé devant une currywurst ou une crêpe, un public de familles et de retraités bat des mains. Quatre Asiatiques, abrités sous une ombrelle, tentent de suivre le rythme. De tels événements facilitent-ils les recrutements ? Casquette à l'envers, Greg, 33 ans, valide l'idée. « J'ai un ami qui fait partie des volontaires et je réfléchis à faire de même », explique-t-il.

Etre volontaire implique de sept à vingt-trois mois de formation et de service actif et six ans de disponibilité pendant lesquels la personne s'engage à faire cinq mois d'entraînement. L'argent n'est pas une motivation. La paye va de 1.500 à 1.900 euros par mois.

Venu avec sa femme et sa fille, Mark est plus nuancé. « Les visiteurs ont souvent un lien avec l'armée. Pour les papas, c'est l'occasion d'expliquer leur métier aux enfants », explique cet ingénieur, qui a rejoint l'armée

« On peut être déjà très satisfait si nous arrivons à maintenir le niveau d'effectifs actuel au cours des cinq à dix ans à venir. »

SARA NANNI

Députée verte

en 2018. D'autres sont là par curiosité. « J'habite à 800 mètres, alors je suis venu voir, explique Christof, 37 ans. L'armée est plus importante pour les Allemands maintenant et la paix n'est plus quelque chose de réaliste. »

Pour recruter, la Bundeswehr joue aussi la carte des réseaux sociaux et des médias. Reprenant les codes de la téléréalité, elle a créé en 2016, « Die Rekruten », des webséries qui ont bien marché sur Internet.

La carte de la téléréalité

Même chose pour la campagne télévisée « Nous protégeons l'Allemagne », dont la déclinaison sur les réseaux sociaux a permis de générer 1,1 million de contacts en deux mois, selon le rapport parlementaire. « Sur 2023, un budget d'environ 35 millions d'euros est prévu pour le recrutement des jeunes », explique une porte-parole du ministère de la Défense. La Bundeswehr organise aussi des camps d'été pour faire découvrir le métier de soldat aux jeunes. On se lève à 5 heures, on y apprend à faire du feu, à s'orienter en forêt et on peut y rouler en Panzer.

L'été, elle débarque aussi sur les plages et installe des « beach lounges » pour aller à la rencontre des jeunes, comme à Eckernförde, sur la mer Baltique.

Au total, 18.770 personnes ont rejoint la Bundeswehr en 2022. Mais le problème est que les gens ne restent pas. Dans l'armée de terre, près du tiers des nouvelles recrues ont jeté l'éponge au cours des six premiers mois de la période d'essai. Un taux similaire à celui de la France.

Les raisons ? De meilleures opportunités dans le civil, un décalage avec les espérances initiales ou un éloignement trop pesant de la région d'origine. Alors que les casernes allemandes manquent « de toilettes qui fonctionnent et de douches propres », assurer aux recrues un Wifi de qualité est loin d'être une évidence. De quoi faire fuir la génération Z.

La Bundeswehr indique prendre le taux d'abandon « très au sérieux » et miser sur « une plus grande implication » des troupes de terrain dans le recrutement, afin de s'assurer que les candidats ont vraiment intégré « les exigences du métier de soldat » et qu'ils présentent « les aptitudes physiques et psychiques requises ».

« Des entretiens individuels doivent aussi avoir lieu pour tous les soldats dès les premières semaines » de l'engagement, afin d'examiner par exemple « les souhaits de changement » ou proposer des formations.

Quel est aujourd'hui le profil des candidats ? La proportion d'Allemands de l'Ouest et de l'Est est conforme à la démographie, indique une étude du Centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr. Mais les jeunes de Bavière et du Bade-Würtemberg sont sous-représentés du fait la concurrence des entreprises dans ces régions très industrielles. Les femmes génèrent à peine 14 % des candidatures.

« 0 % de chance que je rejoigne l'armée »

Une partie de la société allemande reste également résolument pacifiste. Venu voir les équipements militaires, Till n'hésite pas une seconde : « Il y a 0 % de chance que je rejoigne l'armée. Beaucoup de gens ici sont contre la guerre. »

À la sortie de la gare de Brandenburg an der Havel, de petits panneaux invitent les voyageurs à une manifestation contre les manœuvres de l'Otan et la journée de la Bundeswehr. Sur place, une petite foule s'est rassemblée autour d'une scène. On y écoute des orateurs et des chansons sur la paix. « Les manœuvres de l'Otan sont une provocation pour les Russes », expliquent Suzanne et Klaus, qui ont manifesté contre les missiles Pershing dans les années 1980.

« Il y a dix ans l'armée n'était pas un sujet. Aujourd'hui, on parle de leur donner des milliards... Il y avait déjà le réchauffement climatique et maintenant, on a le réarmement », soupire Ilse. Cette opposition d'une partie de la société se traduit par des détournements d'affiches de la Bundeswehr assez spectaculaires. Mais la guerre a quand même eu un effet. Fin 2022, 79 % des Allemands jugeaient nécessaire d'avoir une armée contre 64 % en 2000.

Cela suffira-t-il ? « A l'avenir, il faudra sans doute avoir la volonté politique de revenir dans la réalité. Ne pas se contenter de miser sur les recrutements mais réfléchir aussi aux moyens de maintenir une capacité opérationnelle identique avec moins de personnel », estime Sara Nanni.

Sur le terrain municipal, un A400M passe au-dessus de la foule et un Leopard 2 fait rugir son moteur en tournant sur lui-même. Bilan de la journée de la Bundeswehr ? 17.300 visiteurs à Brandenburg an der Havel et plus de 200.000 sur l'ensemble du pays. ■



« Rentrée des classes », par Sylwia Kubus pour « Les Echos »



L'ÉDITORIAL
DES « ÉCHOS »

Santé : ne pas dépenser sans réformer

C'est un classique de rentrée : les hôpitaux tirent la sonnette d'alarme sur leur budget, à l'approche des arbitrages annuels du gouvernement (fin septembre). Les Ehpad font de même, à l'instar des professionnels de santé libéraux, médecins en tête. L'industrie pharmaceutique est aussi en embuscade, redoutant des baisses de prix. La grande différence avec les autres années, c'est qu'une forte inflation s'est installée dans l'Hexagone depuis près de deux ans. Ce qui renforce, et légitime, les revendications des acteurs de la santé. En particulier des gestionnaires hospitaliers, après les hausses de rémunérations (point d'indice, travail de nuit, etc.) récemment consenties.

Le gouvernement se retrouve au pied du mur. Dans les budgets 2022 et 2023, il a en réalité profité de l'inflation, avec des objectifs de dépenses d'assurance-maladie inférieurs à la hausse des prix. Dans le même temps, les recettes fiscales et sociales progressaient à un rythme bien supérieur, ce qui doit permettre de

réduire fortement le déficit cette année, après le choc du Covid.

Mais il n'est pas tenable d'avoir durablement des objectifs de dépenses d'assurance-maladie inférieurs à l'inflation, alors que tendanciellement, ces dernières progressent plus vite que le PIB (vieillissement, coût des traitements). Comme l'inflation s'est diffusée avec retard dans le secteur de la santé, c'est aujourd'hui, et encore plus en 2024, que l'Etat et la Sécurité sociale vont devoir sortir le carnet de chèques. D'autant que les enjeux d'attractivité des professionnels sont considérables, de même que ceux de réindustrialisation pour le médicament et les produits de santé.

Ce réinvestissement est incontournable, mais il ne peut se faire qu'à deux conditions. D'abord, il doit s'accompagner de mesures d'économies (franchises, contrôle des arrêts maladie, etc.), là où c'est possible, quitte à risquer l'impopularité. Il faut ensuite profiter de ces revalorisations pour négocier des changements structurels dans l'organisation et les pratiques.

C'est ce qu'a réussi à faire ces derniers mois l'Assurance Maladie en trouvant des accords avec de nombreuses professions, renforçant leur rôle dans la prévention ou encore visant à une meilleure répartition des professionnels sur le territoire. Cette logique devra continuer de prévaloir lors de la reprise des négociations, très compliquées, avec les médecins libéraux. Il faut aussi profiter davantage des mesures salariales consenties à l'hôpital pour faire évoluer l'organisation du travail, les carrières, alors que les milliards du Ségur de la santé avaient été lâchés sans contreparties pendant la crise du Covid.

Par Etienne Lefebvre

Il n'est pas tenable d'avoir durablement des objectifs de dépenses d'assurance-maladie inférieurs à l'inflation.

Ce réinvestissement est incontournable, mais il ne peut se faire qu'à deux conditions. D'abord, il doit s'accompagner de mesures d'économies (franchises, contrôle des arrêts maladie, etc.), là où c'est possible, quitte à risquer l'impopularité. Il faut ensuite profiter de ces revalorisations pour négocier des changements structurels dans l'organisation et les pratiques.

C'est ce qu'a réussi à faire ces derniers mois l'Assurance Maladie en trouvant des accords avec de nombreuses professions, renforçant leur rôle dans la prévention ou encore visant à une meilleure répartition des professionnels sur le territoire. Cette logique devra continuer de prévaloir lors de la reprise des négociations, très compliquées, avec les médecins libéraux. Il faut aussi profiter davantage des mesures salariales consenties à l'hôpital pour faire évoluer l'organisation du travail, les carrières, alors que les milliards du Ségur de la santé avaient été lâchés sans contreparties pendant la crise du Covid.

Par Etienne Lefebvre

Lire nos informations

Page 2

Les Echos

Suivez les start-up qui innovent.
Abonnez vos équipes au temps d'avance.

Découvrez nos offres Entreprises :

abo-entreprises.lesechos.fr

Le procès de Rédoine Faïd s'est ouvert

JUSTICE - Le procès du « roi de la belle » Rédoine Faïd, jugé au côté de 11 personnes pour son évasion spectaculaire en hélicoptère de la prison de Réau en juillet 2018, s'est ouvert mardi matin devant la cour d'assises de Paris. L'audience a débuté vers 10 h 30 dans la salle « grands procès » du palais de justice historique de Paris, sur l'île de la Cité, sous haute sécurité : avant l'évasion pour laquelle il est jugé, le braqueur multirécidiviste s'était déjà évadé cinq ans plus tôt, en 2013, en prenant des surveillants de prison en otage.

Ecoles : bientôt 5.000 terrains de sport supplémentaires

ÉDUCATION - Emmanuel Macron a annoncé mardi le lancement d'un nouveau plan de 5.000 terrains de sport dans ou à proximité des établissements scolaires d'ici la fin 2026, car « on apprend mieux en faisant du sport ». Ce plan fait suite à un premier plan « 5.000 terrains » lancé en 2021, avec déjà 4.500 équipement financés selon l'Elysée. « Cela fera 10.000 fin 2026, c'est l'héritage des Jeux Olympiques. Vous êtes la génération 2024 », a lancé le président à l'occasion d'un déplacement à Orthez.

Le trafic ferroviaire reprend en Espagne

EUROPE - Les pluies torrentielles, qui ont balayé une grande partie de l'Espagne dimanche et lundi, ont fait trois morts et perturbé les infrastructures de transport, avec des fermetures de routes, de lignes de métro et de liaisons ferroviaires à grande vitesse. Le trafic ferroviaire vers le sud du pays a repris mardi après des inondations qui ont frappé le centre du pays et bloqué des milliers de passagers. Le trafic entre Madrid et l'Andalousie a repris. En revanche, la liaison entre Madrid et Tolède, à 70 km au sud, reste fermée.

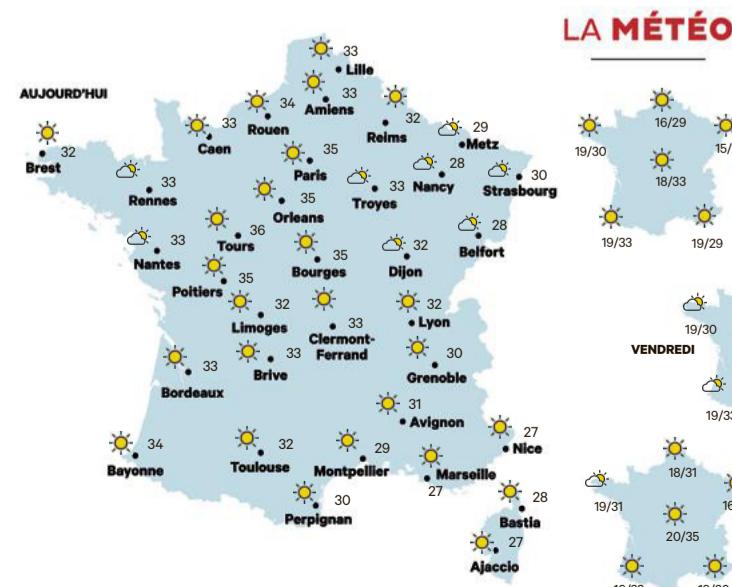
L'Europe compte près de 900.000 SDF

LOGEMENT - Au moins 895.000 personnes sont sans domicile fixe dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, selon une estimation publiée mardi par la Fédération européenne des associations travaillant avec des personnes sans-abri (Feantsa), soit 0,174 % de la population étudiée. C'est presque 200.000 de plus qu'en 2019, dernière année où la Feantsa s'était livrée à ce calcul. Des pays comme la Finlande et l'Autriche ont toutefois réussi à faire baisser le nombre de personnes sans domicile fixe au cours de la période.

LA PHOTO DU JOUR



RECORD DE TEMPÉRATURES EN FRANCE POUR UN MOIS DE SEPTEMBRE C'est un épisode de chaleur tardif et inédit en France : lundi a été la journée la plus chaude jamais enregistrée en septembre selon Météo-France, qui attendait encore jusqu'à 37 degrés, mardi, dans le Centre et le Sud-Ouest. Alors que l'été météorologique s'est achevé fin août, ces températures inhabituelles affectent une large portion ouest du pays, placée en vigilance jaune (premier seuil d'alerte), et la chaleur devrait persister toute la semaine. Photo Dimitar Dilkoff/AFP



LA MÉTÉO

AILLEURS	CE JOUR	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
AMSTERDAM	17/30 ☀	17/29 ☀	16/29 ☀	17/28 ☀	17/27 ☀
ATHÈNES	22/26 ☁	22/29 ☁	22/27 ☁	22/26 ☁	20/26 ☁
BERLIN	14/28 ☀	15/28 ☀	16/28 ☀	17/30 ☀	17/30 ☀
BRUXELLES	17/32 ☀	16/30 ☀	17/29 ☀	18/29 ☀	17/29 ☀
DUBAI	30/44 ☀	31/43 ☀	30/43 ☀	30/41 ☀	31/41 ☀
FRANCFORT	13/24 ☀	14/30 ☀	15/28 ☀	15/29 ☀	16/30 ☀
HONGKONG	26/29 ☀	26/28 ☀	26/30 ☁	26/30 ☁	26/30 ☁
ISTANBUL	22/27 ☁	23/28 ☁	23/27 ☁	21/25 ☁	21/25 ☁
LONDRES	16/31 ☀	18/30 ☀	18/30 ☀	18/30 ☀	20/30 ☀
MADRID	18/27 ☀	20/28 ☁	19/29 ☀	19/27 ☀	18/27 ☀
MILAN	16/28 ☀	17/29 ☀	19/28 ☀	20/30 ☀	20/31 ☀
MOSCOW	13/21 ☀	7/16 ☀	8/14 ☀	9/19 ☀	11/20 ☀
NEW YORK	26/34 ☀	25/33 ☁	24/29 ☀	23/27 ☁	23/27 ☁
RIO DE JANEIRO	21/22 ☁	20/26 ☁	20/31 ☁	21/33 ☁	21/29 ☁
SAN FRANCISCO	15/19 ☀	14/18 ☀	14/17 ☁	14/18 ☁	14/18 ☁
SHANGHAI	25/31 ☁	24/31 ☁	24/30 ☁	23/30 ☁	23/30 ☁
SINGAPOUR	25/30 ☁	25/29 ☁	25/31 ☁	25/30 ☁	25/30 ☁
SYDNEY	14/22 ☀	10/19 ☀	10/23 ☀	15/19 ☁	8/15 ☀
TOKYO	28/31 ☁	25/31 ☁	23/27 ☁	25/31 ☁	26/33 ☁
TORONTO	22/33 ☀	22/27 ☁	20/26 ☁	18/22 ☀	17/21 ☀
ZURICH	12/27 ☁	14/28 ☁	16/29 ☁	16/29 ☁	16/29 ☁

avec la chaîne météo

LA MEILLEURE
INFO MÉTÉO

TV Web Appli

Les Echos

Entreprises & Marchés

CAC 40
7.254,72 points
-0,3405 %

DOW JONES
34.773,41 points
-0,1846 %

EURO/DOLLAR
1.0731 \$
-0,6021 %

ONCE D'OR
1.926,1 \$
-0,573 %

PÉTROLE (BRENT)
90,85 \$
2,0787 %

Mercredi 6 septembre 2023
www.lesechos.fr

DEVISES | EUR/GBP 0,8526 | EUR/JPY 158,334 | EUR/CHF 0,9536 | GBP/USD 1,2585 | USD/JPY 147,5715 | USD/CHF 0,8889 TAUX | €STER 3,652 | EURIBOR 3 MOIS 3,798 | OAT 10 ANS 3,1052 | T-BONDS 10 ANS 4,1974

Le pétrole bondit à son plus haut depuis novembre

MATIÈRES PREMIÈRES

Sharon Wajsbrot

C'est une mesure en théorie temporaire qui se prolonge, et qui risque de venir encore nourrir l'inflation. Mardi, l'Arabie saoudite a annoncé une nouvelle prorogation du rationnement de sa production de brut. Annoncée fin juin à la suite d'un accord de l'Opep et de son alliée la Russie, la mesure a déjà été reconduite plusieurs fois depuis.

Au total, le Royaume va réduire sa production d'un million de barils par jour pour « trois mois supplémentaires », d'octobre à décembre, a annoncé mardi le ministère de l'Energie saoudien. Surtout, la Russie prend le même chemin. Le vice-Premier ministre Alexandre Novak a fait savoir que la réduction des exportations de pétrole russe à 300.000 barils par jour « sera maintenue jusqu'à la fin de l'année 2023 ».

Le pétrole au plus haut

Cette décision « vise à renforcer les mesures de précaution prises par les pays de l'Opep + pour maintenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers », a indiqué Alexandre Novak, chargé de l'énergie, sur le compte Telegram du gouvernement russe.

Dans la foulée, les prix du brut se sont envolés mardi. Ils ont atteint plus de 91 dollars le baril en fin de journée, une première depuis novembre 2022, lorsque la crise énergétique battait son plein. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 1,43 % à 86,77 dollars, après avoir culminé à 87,60 dollars, en milieu d'après-midi.

« Le marché est désormais tendu », estime Neil Wilson, analyste chez Finalto. Surtout, cette situation pourrait s'installer dans la durée. « De plus en plus contraintes dans leurs investissements, les grandes compagnies pétrolières ont réduit la recherche de



Mardi, l'Arabie saoudite a annoncé une nouvelle prorogation du rationnement de sa production de brut. Photo iStock

nouveaux gisements », confirme Thierry Bros, spécialiste des questions d'énergie à Sciences Po.

Front uni

En outre, les craintes d'une récession mondiale semblent moins vives désormais. Début avril, la décision surprise des pays de l'Opep + de baisser leurs quotas de production avait fait remonter les prix du pétrole.

Mais la crainte d'une récession et la faiblesse de la demande chinoise avaient fait repartir les prix à la baisse. C'est moins le cas désormais.

Pour la Russie, ce front uni avec l'Arabie saoudite présente en outre deux avantages majeurs. Le premier est d'accroître ses revenus puisque « les Russes sont parvenus à contourner le principe de plafonnement de prix qui leur a été imposé par les sanctions

internationales et à vendre au-dessus de ce plafond », pointe Thierry Bros.

Cette posture promet aussi de renforcer la pression sur Washington, férolement opposé à la stratégie de l'Arabie saoudite. De fait, l'administration Biden garde un œil très vigilant sur les prix à la pompe, alors que la tension monte autour des élections présidentielles prévues pour novembre 2024. ■

Nucléaire : l'Allemagne fait le pari de la fusion atomique

ÉNERGIE Berlin ne renonce pas à l'énergie atomique. Le gouvernement allemand a annoncé mardi augmenter ses crédits de recherche sur la fusion à 1 milliard d'euros d'investissement sur plusieurs années. Après avoir brutalement claqué la porte de la fission en arrêtant cette année ses dernières centrales, les Allemands rejoignent le peloton des pays qui croient à cette technologie de moyen terme. La course est menée par les Etats-Unis, qui stimulent les partenariats public-privé. La France, elle, fait preuve de plus de prudence. // PAGE 16

La tentative de la Bretagne pour accélérer les relocalisations

INDUSTRIE Dans la bataille pour la réindustrialisation, les régions s'emploient à convaincre les entreprises de rapatrier leurs usines. La Bretagne, elle, opte pour une autre tactique : inciter les PME et ETI à localiser leurs achats, même mineurs. Une stratégie dévoilée par « Les Echos » avant que l'exécutif régional ne l'expose au forum économique breton, ces mercredi et jeudi à Saint-Malo. Les retombées espérées sont importantes pour le territoire : 5,5 milliards d'euros et 130.000 emplois, selon le cabinet Goodwill Management. // PAGE 24

Données : TikTok s'appuie sur l'anglais NCC pour montrer patte blanche en Europe

RÉSEAUX SOCIAUX

Florian Débes

Ce contrat sentait le soufre. C'est finalement la société de cybersécurité NCC, cotée à Londres, qui sera chargée par TikTok d'apporter en Europe des garanties quant à la confidentialité des données des 134 millions d'adeptes européens de l'application d'origine chinoise.

Dans le viseur de nombreux élus partout sur le continent, la société avait promis cet hiver de donner de nouveaux gages à ceux qui la soupçonnent d'être un faux nez de Pékin. Six mois plus tard, mardi 5 septembre, le spécialiste des vidéos courtes s'est affairé à lever le flou qui avait alarmé nombre d'observateurs autour de ces engagements devant déboucher sur 1,2 milliard d'euros d'investissement par an dans des serveurs européens.

Notamment en donnant le nom tant attendu de son partenaire clé. Pour ce projet baptisé « Clover », NCC tiendra le rôle tenu par Oracle dans une initiative similaire appelée « Texas Project » de l'autre côté de l'Atlantique. Pris par le passé à

main dans le sac à transférer des données personnelles vers ses centres de données en Chine sans l'expliquer clairement aux utilisateurs, TikTok demandera à NCC de certifier que les flux de données entre ses serveurs en Europe et le reste du monde s'avéreront conformes au règlement européen (RGPD) sur la question.

« Announces dilatoires »

« Il existe un relatif petit nombre d'entreprises capables de faire ça », a expliqué à des journalistes Théo Bertram, le vice-président chargé des affaires publiques de l'application en Europe. D'autres entreprises européennes ont été approchées, mais un projet pilote a démarré avec NCC dès le mois de mai dernier, assure TikTok.

Interrogées l'hiver dernier, des sociétés françaises du secteur montraient peu d'allant à se plonger dans la sécurité d'une application si critiquée. En France, un rapport d'enquête très critique du Sénat, paru au début de l'été, avait vu dans ce projet Clover de simples « annonces dilatoires ». Le même terme était utilisé quant au Texas Project. Trois ans après le choix d'Oracle, tous les garde-fous annoncés ne sont toujours pas en place. ■

Le promoteur chinois Country Garden échappe à un défaut

BOURSE

Bastien Bouchaud

Le pire a été évité de justesse. Le promoteur chinois Country Garden a finalement reversé à ses créanciers les 22,5 millions de dollars d'intérêts qui leur étaient dus depuis le 7 août dernier. Il ne lui restait plus que quelques heures pour échapper au défaut avant l'expiration du délai de grâce le 6 septembre.

La situation financière de Country Garden reste toutefois très préoccupante. Le promoteur immobilier, l'un des plus importants de Chine, est frappé de plein fouet par la baisse des ventes immobilières dans le pays. Ce, alors qu'il doit faire face à un endettement gargantuesque de 1.360 milliards de yuans (174 milliards d'euros). Et la crise de confiance semble s'intensifier : ses ventes sur plan se sont effondrées de 72 % sur un an en août.

Le promoteur a déjà réalisé des progrès dans ses négociations avec ses créanciers chinois. Ces derniers ont accepté en fin de semaine dernière de repousser jusqu'en 2026 le remboursement d'une de ses obligations en yuans, qui arrivait normalement à maturité en début de semaine.

Les investisseurs gardent en mémoire le précédent Evergrande, qui reste empêtré dans ses négociations avec ses créanciers.

Malgré ces efforts, les investisseurs continuent de s'attendre à une restructuration de grande ampleur, ce qui pèse lourdement sur le prix de ses obligations. Ils gardent en mémoire le précédent Evergrande, qui reste empêtré dans ses négociations avec ses créanciers plus de deux ans après les premières alertes sur sa santé financière.

Les obligations de Country Garden libellées en dollars, celles qui ont le plus de chances d'être entre les mains d'investisseurs étrangers, s'échangent ainsi avec des décotes allant de 85 % à plus de 90 % par rapport à leur prix d'émission. Ces niveaux sont habituellement atteints par des titres de sociétés en passe de faire défaut.

De fait, les investisseurs ne semblent pas accorder beaucoup de crédit à la kyrielle de mesures récemment mises en place par le gouvernement pour tenter de soutenir le secteur. La banque centrale chinoise a notamment annoncé dimanche une baisse de l'apport minimum nécessaire pour acheter un bien immobilier, et a encouragé en parallèle les banques à réduire les taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires déjà signés.

Ces politiques « permettront de soutenir la demande et le nombre de transactions à la marge, ce qui devrait atténuer la pression sur la trésorerie des promoteurs », estime Duncan Wrigley de Pantheon Macroeconomics. Mais elles ne suffiront pas à les sortir véritablement de leur crise de liquidité et encore moins à relancer durablement l'activité en Chine. « Les problèmes liés à l'endettement des autorités locales et à la santé financière des promoteurs constituent toujours une bombe à retardement pour l'économie », cingle-t-il. ■

LES ENTREPRISES CITÉES

Ampère 32
ASML 22
Aviva 27
Baidu 22
BMW 19
BYD 19
CFS 16
Crédit Agricole 26, 32
Crédit Mutuel 26
CVC 26
Damartex 20

Deutsche Bank 27
Euronews 23
Exotec 21
Goldman Sachs 28
Huawei 22
Hyundai 19
Imeon energy 25
John Deere 26
Leapmotor 19
LMVH 20
Marvel Fusion 16

Meta 23, 28
Nautix 24
Novartis 18
OpenAI 22
Postbank 27
Qantas 17
Renaissance Fusion 16
Renault 19, 32
Samsung 22
Sandos 18
Siemens Energy 16

AVIS FINANCIERS
Damartex Group 17
TFF Group 19

L'Allemagne investit un milliard d'euros dans la fusion nucléaire

- Après avoir abandonné la fission de l'atome, Berlin soutient la recherche dans la fusion nucléaire.
- L'accent est mis sur les lasers, au détriment des technologies magnétiques développées par le programme international Iter.

ÉNERGIE

Nathalie Steiwer

Alors que Berlin a définitivement tourné le dos à la fission nucléaire, déconnectant au printemps dernier ses dernières centrales, le pays accélère au contraire dans la fusion. Un nouveau programme de soutien de 370 millions d'euros d'ici à 2028 pour la fusion de l'atome a été annoncé mardi. Avec les financements des instituts de recherche impliqués dans les projets, ce sont « plus d'un milliard d'euros au total » qui seront investis dans les cinq prochaines années, a indiqué la ministre fédérale de la Recherche, Bettina Stark-Watzinger.

Contrairement à la fission de l'atome à l'origine de l'énergie nucléaire actuelle, la fusion ne produit pas de déchets et pourrait être, à terme, un complément aux énergies renouvelables. La crise énergétique a montré à quel point « il est essentiel de disposer d'un approvisionnement énergétique propre, fiable et abordable », a fait valoir la ministre, et « la fusion est une chance énorme de résoudre tous nos problèmes énergétiques ». Alors que les écologistes allemands étaient traditionnellement opposés à la fusion, une solution « chère » et trop long terme selon eux, la ministre libérale a clairement emporté la partie sur ses homologues Verts au sein de la coalition gouvernementale.

Les expériences en sont encore au stade embryonnaire et les premières centrales commerciales ne devraient pas voir le jour avant quinze ou vingt ans. Une étape considérée comme essentielle par les scientifiques a toutefois été franchie récemment : les physiciens de

la National Ignition Facility (NIF) aux Etats-Unis sont parvenus pour la deuxième fois à produire plus d'énergie que celle qui avait été irradiée auparavant en fusionnant des noyaux atomiques.

« La question n'est donc plus de savoir si la fusion aura lieu, a commenté Bettina Stark-Watzinger, la question est plutôt de savoir si l'Allemagne en fera partie. » Son ambition est de « créer un écosystème avec l'industrie, afin qu'une centrale à fusion devienne rapidement une réalité en Allemagne ».

Les premières centrales commerciales ne devraient pas voir le jour avant quinze ou vingt ans.

Pour l'heure, l'Allemagne s'inquiète pourtant de perdre ses principaux atouts. L'une des deux start-up phare de la fusion nucléaire en Allemagne, Marvel, a conclu cet été un partenariat avec l'université du Colorado pour investir 150 millions de dollars d'ici à 2026 dans une installation laser permettant de valider ses expériences.

Ce départ n'a « rien à voir avec l'*Inflation Reduction Act* » et ses 370 milliards de subventions pour les technologies vertes, a assuré la directrice de Marvel, Heike Freund, dans la presse. En revanche, « les Etats-Unis sont tout simplement plus avancés, tant par leur programme de subvention que pour le cadre réglementaire qui fixe un horizon de planification clair », a-t-elle expliqué au quotidien *« Handelsblatt »*. Même si Marvel a annoncé



La start-up bavaroise Marvel a annoncé un partenariat de 150 millions de dollars pour un projet pilote avec l'université du Colorado.

Marvel

que son siège restera à Munich et qu'elle poursuivra ses expériences au centre CALA Laser de l'université de Munich, la nouvelle a fait réagir outre-Rhin.

Champions nationaux du laser

Comme l'autre pépite allemande de la fusion, Focused Energy, Marvel table sur la technologie laser pour comprimer et chauffer les combustibles et non sur la fusion magnétique, comme celle que doit livrer le réacteur Iter. L'Allemagne est l'un des 35 pays participant à la construction de ce réacteur expérimental en France, à Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, qui devait en principe être exploité à partir de 2030 mais dont le chantier ne cesse de prendre du retard.

Signe que le vent tourne, le programme soutient aussi bien la fusion magnétique que la technologie laser « de manière ouverte ». Avec des champions mondiaux du laser, comme Trumpf ou Siemens Energy, l'Allemagne n'a clairement pas l'intention de mettre tous ses œufs dans le panier magnétique.

Elle a annoncé, en même temps que son programme d'investissements, la création de l'entreprise Pulsed Light Technologies GmbH par l'intermédiaire de l'Agence allemande pour les innovations de rupture SPRIND. Jusqu'à 90 millions d'euros y seront investis au cours des cinq prochaines années avec des fonds du ministère, « pour faire avancer le développement d'infrastructures pour la fusion par laser en coopération avec le secteur privé ». ■

La France joue la prudence

Grand pays nucléaire, la France concentre ses efforts dans la fusion sur le projet Iter, au risque de se faire distancer dans la recherche à la solution miracle pour produire de l'électricité grâce à l'atome.

Sharon Wajsbrodt

Face aux ambitions des start-up allemandes et américaines dans la fusion nucléaire – ce Graal de la transition énergétique qui promet de générer une énergie décarbonée, très abondante, sans produire de déchets nucléaires –, la France fait figure de petit Poucet.

Selon le baromètre réalisé par l'association Fusion Industry, l'Hexagone abrite une start-up dans ce domaine – Renaissance Fusion –, contre 26 aux Etats-Unis et au Canada, trois au Royaume-Uni, trois en Allemagne, deux en Chine et encore trois au Japon.

Surtout, les Etats-Unis captent l'essentiel des levées de fonds réalisées auprès de fonds privés dans ce domaine : selon ce baromètre, 6,2 milliards de dollars ont été levés par les start-up de la fusion nucléaire à ce jour, dont environ 2 milliards par la seule start-up

Commonwealth Fusion Systems, issue du MIT. A titre de comparaison, la française Renaissance Fusion affiche un total de 17 millions de dollars levés à ce jour.

La France – grand pays nucléaire – concentre légitimement ses investissements dans des projets de réacteurs à fission, plus prompts à entrer sur le marché. Elle n'a néanmoins pas à rougir des montants publics déployés dans la recherche dans la fusion.

Pays hôte du plus gros projet de recherche au monde à Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône – le projet international Iter qui vise à faire la démonstration de la faisabilité technique de la fusion –, la France affiche une contribution plus élevée que bon nombre de pays européens à ce projet titanique.

Changer de logiciel

Reste que face aux nombreux retards pris par Iter que ce soit à cause du Covid-19, des difficultés techniques ou encore des délais liés à la complexité de ce projet qui associe l'Union européenne, la Chine, les Etats-Unis, la Corée, le Japon, la Russie et l'Inde, certains appellent à changer de logiciel pour ouvrir le jeu.

« Iter est une machine expérimentale complexe qui n'est pas optimisée pour produire de l'électricité. Compte tenu des délais de réalisation d'Iter, il nous paraît opportun de paralléliser d'autres projets, notamment l'étude de réacteurs plus compacts utilisant des supraconducteurs à haute température, pour pouvoir passer plus rapidement des résultats d'Iter à une solution économiquement viable », explique Jérôme Bucalossi, qui dirige l'Institut de recherche sur la fusion magnétique du CEA.

« Avec l'urgence climatique, les fonds d'investissement ont commencé à s'intéresser à la fusion. Cela offre l'opportunité d'accélérer, d'explorer d'autres solutions technologiques potentiellement plus risquées, de tenter de nouvelles voies », appuie encore Jérôme Bucalossi.

JÉRÔME BUCALOSSI
Directeur de l'Institut de recherche sur la fusion magnétique du CEA

Le CEA espère de fait obtenir le financement d'une étude de faisabilité pour lancer un projet d'un autre réacteur à fusion nucléaire de recherche. Candidat aux subventions publiques allouées dans le cadre du programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) pour ce projet, le CEA n'a pas obtenu gain de cause à ce stade mais a soumis à nouveau son dossier.

« Avec l'urgence climatique, les fonds d'investissement ont commencé à s'intéresser à la fusion. Cela offre l'opportunité d'accélérer, d'explorer d'autres solutions technologiques potentiellement plus risquées, de tenter de nouvelles voies », appuie encore Jérôme Bucalossi.

Pour encourager les projets de recherche dans la fusion dans l'Hexagone, une révolution réglementaire doit aussi s'opérer. « L'Autorité de sûreté française a une excellente réputation à l'international mais elle n'a pas encore donné de signal sur le futur cadre réglementaire applicable pour les projets de fusion. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, des discussions sur ce sujet sont déjà en cours », explique Greg De Temmerman, ancien coordinateur scientifique d'Iter et responsable du think tank Zenon. ■

Bouillonement public-privé aux Etats-Unis

Le ministère de l'Energie va octroyer 46 millions de dollars pour aider huit entreprises à développer leur design d'un premier réacteur de fusion.

Véronique Le Billon
— Bureau de New York

Début août, les scientifiques du Laboratoire national Lawrence Livermore ont annoncé une performance : ils ont réussi, une deuxième fois après une première percée fin 2022, à produire plus d'énergie que celle envoyée par les 192 lasers pointés sur leur cible. « L'analyse est en cours, mais nous pouvons confirmer que l'expérience a produit un rendement plus élevé que le test de décembre », a indiqué un porte-parole, précisant que le laboratoire prévoyait de « partager les résultats lors de conférences scientifiques et de publications évaluées par des pairs ».

De quoi entretenir le momentum autour de la fusion aux Etats-Unis. Pour parvenir à une économie zéro émission à l'horizon 2050, la Maison Blanche a publié, en 2022, une stratégie de développement d'une énergie de fusion « commerciale », avec la volonté affichée de construire un projet pilote utilisant la technologie des lasers.

Sur les 25 entreprises américaines du secteur répertoriées par la FIA, l'association du secteur, certaines ont réussi à lever des fonds bien supérieurs auprès des seuls acteurs privés, à l'instar de CFS (plus de 2 milliards de dollars) ou de Helion Energy, soutenu par le cofondateur d'OpenAI, Sam Altman.

Mais le soutien politique est d'autant plus précieux que le contexte est désormais beaucoup moins porteur pour attirer de nouveaux capitaux privés, avec des taux d'intérêt élevés et moins de liquidités à placer dans des secteurs risqués. Et si les parlementaires soutiennent la fusion, les crédits budgétaires sont encore largement absorbés par le projet international Iter en construction en France. ■

avec les entreprises privées du « new space », indique le ministère de l'Energie.

Les acteurs privés ont déjà obtenu au printemps de la NRC, le régulateur du nucléaire, que la fusion ne soit pas traitée comme la fission, au vu des enjeux de sûreté différents. Et fin mai, le ministère de l'Energie a annoncé un premier financement de 46 millions de dollars pour aider 8 entreprises à développer leur design d'un premier réacteur de fusion.

Contexte financier moins porteur
Des entreprises européennes sont désormais attirées par ces financements. Le britannique Tokamak Energy s'est ainsi opportunément installé en Virginie-Ouest, l'Etat de l'influent sénateur Joe Manchin, et a décroché des fonds publics pour s'y développer. L'allemand Marvel Fusion a aussi signé un partenariat début août avec l'université d'Etat du Colorado (CSU), pour construire un projet pilote utilisant la technologie des lasers.

Sur les 25 entreprises américaines du secteur répertoriées par la FIA, l'association du secteur, certaines ont réussi à lever des fonds bien supérieurs auprès des seuls acteurs privés, à l'instar de CFS (plus de 2 milliards de dollars) ou de Helion Energy, soutenu par le cofondateur d'OpenAI, Sam Altman.

Mais le soutien politique est d'autant plus précieux que le contexte est désormais beaucoup moins porteur pour attirer de nouveaux capitaux privés, avec des taux d'intérêt élevés et moins de liquidités à placer dans des secteurs risqués. Et si les parlementaires soutiennent la fusion, les crédits budgétaires sont encore largement absorbés par le projet international Iter en construction en France. ■

L'aviation d'affaires tente de corriger son image de pollueur

AÉRIEN

A la demande de la fédération de l'aviation, une étude du cabinet Arthur D. Little dresse un état des lieux de l'aviation d'affaires en France loin de l'image caricaturale du jouet pour milliardaires.

Bruno Trévidic

Aviation d'affaires, aviation générale et transport aérien, même combat ! Face aux projets du gouvernement d'alourdir les taxes sur l'aviation, la Fédération nationale de l'aviation et des métiers (FNAM) serre les rangs et monte au créneau pour défendre la nouvelle cible principale des attaques contre l'aérien : l'aviation d'affaires et son corollaire, l'aviation générale.

A la demande de la FNAM, le cabinet Arthur D. Little a réalisé une étude des fonctions et du poids économiques de l'aviation d'affaires en France.

80 % de vols à motifs professionnels

Premier constat : loin de l'image caricaturale des luxueux jets d'affaires, 80 % des vols « à la demande » sont à motifs professionnels. « L'aviation d'affaires a, avant tout, une utilité professionnelle », souligne Pascal de Izaguirre, le président de la FNAM.

Les principaux utilisateurs d'avions d'affaires ne sont pas des milliardaires, ni des multinationales, mais des chefs d'entreprises de taille moyenne basées en province. Et les vols sont essentiellement des liaisons intrarégionales ou intra-européennes. « Plus de 75 % des vols sont opérés sur des liaisons pour lesquelles il n'existe pas de réelle alternative ferroviaire ou routière », précise le président de la FNAM.

Les luxueux jets intercontinentaux sont rares. « La moitié de la flotte française est constituée de petits avions à hélices », indique Bertrand d'Yvoire, représentant en France de l'Association européenne de l'aviation d'affaires (EBAA). Mais surtout, ces avions privés servent aussi à bien d'autres choses que le transport à la demande.

L'écosystème de l'aviation d'affaires et de l'aviation générale englobe des missions aussi variées que les évacuations sanitaires, le travail aérien, le transport de colis urgents, les vols de surveillance et de lutte contre les incendies. Et l'aviation privée est le terreau où se forme la majorité des pilotes professionnels.

Promesse d'une décarbonation accélérée

Reste le sujet qui fâche : de tous les modes de transport, l'aviation d'affaires est encore celui qui émet le plus de CO₂ par passager. Toutefois, sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre n'en reste pas moins minime au global ; argumente la FNAM : elle génère 4,5 % des émissions de CO₂ de l'aviation en France et 0,14 % des émissions de CO₂ françaises.

Mais c'est aussi la branche du transport aérien qui sera la plus facile à décarboner, estime le président de la FNAM. « Alors que la part de carburants d'aviation durables dans le transport aérien n'est encore que de 1 % en France, elle s'élève déjà à 30 % à l'aéroport du Bourget, le premier aéroport d'affaires de France. A cela s'ajoutent les possibilités d'hybridation électrique. Il est donc tout à fait possible que l'aviation d'affaires soit déjà largement décarbonée dès 2030 », souligne-t-il.

D'ici là, il est peu probable que ces arguments permettront d'éviter de nouvelles taxes. Le gouvernement a déjà clairement annoncé son intention d'alourdir la fiscalité sur le transport aérien en général, et l'aviation d'affaires en particulier. ■

Le PDG de Qantas quitte la compagnie plus tôt que prévu

AÉRIEN

A la suite de plusieurs controverses, Alan Joyce, qui dirige la compagnie aérienne australienne, a annoncé mardi prendre sa retraite deux mois plus tôt que prévu.

Marie Ellison
— Correspondante à Sydney

A la surprise générale, l'Irlandais Alan Joyce a fait part, mardi, de sa décision d'anticiper de deux mois sa retraite prévue de la présidence de Qantas, avec effet immédiat.

Le PDG pilotait l'entreprise depuis plus de quinze ans et avait annoncé, en 2022, qu'il passerait le flambeau à sa directrice financière, Vanessa Hudson, en novembre 2023. « L'attention portée à Qantas et les événements des dernières semaines m'ont fait comprendre que la compagnie devait aller de l'avant avec son renouvellement en toute priorité », a donné pour explication Alan Joyce dans une déclaration publiée par Qantas.

Cette décision survient après une semaine de turbulences pour le



Depuis 2016, très peu de nouvelles éoliennes ont été approuvées. Photo P. Wolmuth/Report Digital-RÉA

Au Royaume-Uni, le retour en grâce de l'éolien terrestre

ÉNERGIE

Les projets d'éolien « onshore » étaient quasi suspendus depuis 2015, le gouvernement britannique s'apprête à assouplir les règles de planification, sous la pression de l'aile droite des Tories.

Ingrid Feuerstein
— Correspondante à Londres

Quasiment banni de la campagne anglaise, l'éolien terrestre pourrait faire son retour en grâce, au moment où le gouvernement britannique cherche à assurer la sécurité énergétique du pays. Sous la pression de l'aile droite des Tories, Downing Street a assoupli les règles de planification pour le lancement

de nouveaux projets. Ces propositions, publiées ce mardi, consistent à revenir sur le moratoire décidé sous David Cameron en 2015. « L'éolien terrestre a un rôle clef à jouer » dans la transition énergétique, a mis en avant la nouvelle ministre britannique de l'Energie, Claire Coutinho. « Ces changements aideront à accélérer la livraison de projets là où les communautés le souhaitent. »

Jusqu'à présent, la construction de nouvelles éoliennes nécessitait l'approbation de toutes les parties prenantes au niveau local, si bien qu'il suffisait qu'un résident s'y oppose pour que le projet soit gelé. David Cameron avait adopté ces règles à l'époque où les députés de sa majorité faisaient face à de féroces oppositions locales. Ceci a mis un sérieux coup d'arrêt à cette énergie jusqu'alors en pleine expansion.

De 2009 à 2016, la capacité installée a triplé pour l'éolien onshore, passant de 3,4 à 10,8 gigawatts.

Depuis 2016, elle a été portée à 14,8 gigawatts, mais très peu de projets nouveaux ont été approuvés. Dans le même temps, l'éolien en mer a connu un développement rapide, et a supplantié depuis 2019 l'éolien terrestre comme première source d'énergie renouvelable.

Crise énergétique

La crise énergétique traversée par le Royaume-Uni depuis la guerre en Ukraine a conduit le gouvernement à un revirement en la matière.

Depuis plusieurs mois, Downing Street fait face à une fronde de parlementaires menés par Alok Sharma, l'ex-président de la conférence mondiale sur le climat (COP) à Glasgow, et par l'ex-Première ministre Liz Truss, à l'occasion d'une loi sur l'énergie actuellement en discussion au parlement.

Lors de la reprise du débat parlementaire mardi après la pause estivale, les frondeurs ont accru la pression en proposant un amendement

qui assouplirait nettement les règles de planification.

« Nous voulons voir levées les restrictions actuelles, a défendu Alok Sharma au micro de la BBC. Et bien sûr, associé à cela, nous voulons que les communautés qui acceptent des projets d'éolien offshore puissent en percevoir les bénéfices. » L'idée est que les résidents puissent obtenir une ristourne sur leurs factures d'énergie s'ils acceptent de nouveaux projets.

Craignant d'être mis en échec sur cet amendement, le gouvernement a pris les devants en changeant la réglementation. Reste à voir si cet assouplissement sera suffisant pour relancer les projets. Pour James Robottom, directeur de l'éolien terrestre au sein de l'association RenewableUK, « les changements proposés ne vont pas assez loin » et il ne s'attend pas à ce que les investissements redécollent « au rythme nécessaire pour réduire les factures et accroître la sécurité énergétique ». ■

Données consolidées à fin juin (en millions d'euros)	30/06/22 Publié	30/06/23 Publié	Variations juin 23 vs juin 22
Chiffre d'affaires	719,0	650,4	-9,5%
EBITDA opérationnel	8,9	(0,9)	
EBITDA (inclus norme IFRS 16)	26,2	17,4	
Résultat opérationnel courant	(2,7)	(17,3)	
Eléments opérationnels non courants	(0,4)	0,5	
Dépréciations d'actifs	1,2	(13,5)	
Résultat financier	(0,3)	(2,6)	
Impôts sur les bénéfices	(3,7)	0,3	
Résultat net	(5,8)	(32,6)	
Capex	16,5	14,8	
Excédent financier net	(48,0)	(81,9)	

Résultats de l'exercice 2022-2023

Un exercice au service de la sécurisation et de la pérennité du Groupe

Lancement du nouveau plan stratégique

ACTIVITÉ

La situation financière nette s'établit à -81,9 M€ à fin juin 2023 (contre -48,0 M€ à fin juin 2022). Vigilant compte tenu de l'environnement, le Groupe maintient néanmoins ses investissements nécessaires à son ambition et portant pour l'essentiel sur la digitalisation de ses activités.

Le besoin en fonds de roulement ressort à 31,6 M€ à fin juin 2023, quasi stable par rapport à l'exercice précédent. Ce niveau reflète à la fois l'ajustement des achats à la demande et l'amélioration/réduction nette du niveau de stocks, grâce au pilotage proactif et efficace du Groupe.

DIVIDENDE

En considérant l'impact de la situation économique et de la dynamique de transformation du Groupe, le Directoire ne proposera pas la distribution d'un dividende lors de l'Assemblée Générale prévue le 16 novembre 2023.

PERSPECTIVES ET NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE

Damartex engage vers son ambition d'être une référence européenne de la Silver Economy, le Groupe a structuré les prochaines étapes de son développement dans son nouveau plan stratégique à 3 ans : DARE ACT IMPACT 2026.

RÉSULTATS

L'EBITDA opérationnel du Groupe ressort à -0,9 M€, contre 8,9 M€ l'an dernier, reflétant la baisse d'activité enregistrée sur l'exercice.

Compte tenu d'une inflation encore élevée qui continue de peser à la fois sur la demande et sur les frais, le Groupe a mis en œuvre un pilotage strict de ses frais marketing tout en préservant leur efficience commerciale.

Plus globalement, Damartex a poursuivi la gestion très rigoureuse de ses activités au travers de décisions opérationnelles et stratégiques impactantes. Dans ce contexte, la priorité a été donnée à la sécurisation du Groupe pour en garantir sa pérennité.

L'EBITDA opérationnel s'établit à +3,9 M€ pour le pôle "Fashion" traduisant la robustesse de Damartex et le dynamisme de Xandres, à -8,9 M€, pour le pôle "Home & Lifestyle", conséquence directe de la baisse générale de la demande, tandis que celui du pôle "Healthcare" s'établit à +4,1 M€ grâce à une activité moins exposée à la conjoncture.

Cette feuille de route s'établit autour de quatre grands axes complémentaires :

DARE ACT IMPACT 2026

Financial performance : un grand nombre d'initiatives seront mises en place pour optimiser la profitabilité opérationnelle de chaque pôle.

Dans ce cadre, le Groupe a fait le choix de mettre en vente l'activité Afibel pour concentrer ses efforts et investissements sur un nombre limité de marques.

En juillet 2023, les marques Sédagyl & Médical Santé ont été fusionnées au sein de la nouvelle entité Almada pour proposer une offre unique et complète de maintien à domicile.

CONTACTS

Damartex :

- Anne-Sylvie Hubert - Tél. : 03 20 99 44 00 ahubert@damartex.com
- Shan :
- Alexandre Daudin - Tél. : 06 34 92 46 15 alexandre.daudin@shan.fr
- Alienor Kuentz - Tél. : 06 28 81 30 83 alienor.kuentz@shan.fr

CALENDRIER

- Réunion d'informations financières annuelles : 06.09.23
- Publication du chiffre d'affaires du 1^{er} trim. 2023/2024 : 19.10.23

Sandoz en bonne santé à l'approche de sa cotation indépendante

PHARMACIE

Novartis prépare la scission de sa filiale de génériques en attribuant à ses actionnaires une action Sandoz pour 5 actions Novartis, s'ils approuvent l'opération le 15 septembre.

Myriam Chauvet

Opération mise en beauté pour le poids lourd des génériques Sandoz. A un mois de sa prise d'indépendance par scission et cotation en Bourse, prévue le 4 octobre, sa maison mère le laboratoire suisse Novartis détaille l'état de santé de sa future ex-filiale en prévision de l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires, devant valider l'opération le 15 septembre 2023.

Les actionnaires de Novartis se verront attribuer une action Sandoz pour cinq actions Novartis. Il est prévu que Sandoz soit coté à la Bourse suisse, ainsi qu'à New York sous la forme d'American Depositary Receipts (ADR), le titre négociable représentant la propriété d'actions d'une entreprise non américaine. La scission doit faire de Sandoz, souligne sa maison mère, « un leader mondial des génériques et des biosimilaires » (les génériques de médicaments quand ils sont biologiques).

La prise d'indépendance, prévient le document publié mardi, lesterà Sandoz d'environ 3,75 milliards de dollars de dettes, qui remplaceront les 3 milliards de prêts intragroupe aujourd'hui accordé par sa maison mère. « Avec cette séparation,

nous prévoyons des coûts ponctuels d'approximativement 500 à 600 millions de dollars liés au transfert de Novartis à Sandoz des systèmes d'information, des infrastructures de production et des autorisations commerciales », prévoit le génériqueur.

Croissance en Europe

Sandoz a enregistré un chiffre d'affaires semestriel de 4,8 milliards en hausse de 8 % à taux de change constant grâce à une forte croissance en volume (+12 %) compensant un recul de 4 % des prix. Fait notable, alors que Novartis affiche son intention de se concentrer sur les Etats-Unis et l'Asie au détriment de l'Europe, pour Sandoz, au premier semestre, le moteur de la croissance a été l'Europe au contraire (2,7 de ses 4,8 milliards de dollars de ventes). Il y a affiché une progression de 14 % sur un an hors effet de change, grâce aux lancements effectués en 2022 et à la vigueur de la saison des toxes et refroidissements sur le Vieux Continent.

Les frais de scission pèsent sur la rentabilité à court terme, avant qu'elle se redresse. Au premier semestre, le bénéfice brut d'exploitation (Ebitda) du génériqueur s'élevait à 1 milliard de dollars (-4 % en publié mais +3 % à taux de change constant), « reflétant une forte croissance des ventes et une meilleure gamme de produits », indique le document.

Ses prévisions sont confirmées, tant pour 2023 que pour son plan à 2028. Sandoz prévoit une croissance moyenne à un chiffre (environ 5 %) de ses ventes annuelles et « la marge d'Ebitda devrait atteindre 24 à 26 % à moyen terme, contre 18-19 % en 2023 », précise le groupe.

● Lire « Crible »
Page 32

FDDAY
5000 fondatEURS
et investisseurs
européens réunis
pour l'évènement
startups
de la rentrée,
le 20 septembre
à Paris

Réservez dès maintenant sur fdday.eu
(places limitées)

La baisse des achats de viande inquiète les industriels

● Abattoirs et transformateurs sont victimes de la chute des achats d'une viande devenue trop chère.

● Après un manque de bovins et de porcs en 2022, ils croulent désormais sous les stocks, avec des charges pour l'énergie au plus haut.

AGROALIMENTAIRE

Dominique Chapuis

Après la réduction des cheptels de bovins et de porcs, c'est la déconsommation qui met sous pression la filière viande. Mardi, les entreprises réunies au sein de Culture Viande (abattage, découpe, transformation) ont tiré la sonnette d'alarme. Le chiffre d'affaires de ses adhérents (qui représente 82 % des abattages nationaux), qui s'est élevé à 14 milliards d'euros en 2022 (36.000 salariés), devrait reculer de quelque 3 % en 2023. Et ce n'est qu'un début.

« C'est le grand écart. Il y a moins d'un an, nous arrivions à livrer seulement 70 % de nos clients faute de produits, aujourd'hui, en bovins comme en porcs, nous croulons sous les stocks », a alerté Jean-Paul Bigard, à la tête du premier transformateur français. Avec l'inflation, les Français ont réduit leurs achats. La viande a fait partie des coupes francaises dans les caddies.

Sur le premier semestre, le recul atteint 3,2 % pour la viande de boucherie. « Il y a peu de chance que les volumes remontent d'ici à Noël, car seulement 30 % des consommateurs ont les moyens de payer plus cher pour la qualité », a souligné Pascale Hébel du cabinet C-Ways. Le prix reste le premier critère d'achat, devant l'origine France.

Restructurations inévitables

Pour ces industriels toutefois, pas question de réduire leurs tarifs : leurs charges restent au plus haut. « Après le coup de massue en 2023 du prix de l'énergie, on peut bien nous convoquer à Bercy, face à une telle purge, beaucoup ne vont pas s'en remettre », a poursuivi Jean-Paul Bigard, qui doit rencontrer mercredi le ministre de l'Agriculture.

Des clients passés à autre chose, et des distributeurs qui commandent moins, l'année 2023 s'annonce noire. D'autant que dans ce contexte tendu, la réduction des troupeaux, ou décapitalisation se poursuit. Or, sans vaches, ni porcs, les entreprises

ne pourront plus tourner. En sept mois, le cheptel porcin tricolore par exemple a perdu 40.000 truies (-5,2 %). Du jamais-vu. Une « hémorragie » que les professionnels ne savent pas comment arrêter.

« Nous sommes tous responsables », a plaidé Gilles Gauthier, président de Culture Viande, et à la tête de Sobeval, spécialiste du veau. Collectivement, nous devons essayer de juguler ce mouvement, sinon la situation va devenir grave ». Déjà, certains abattoirs ne fonctionnent que 4 jours sur 5, et les plus petits, 3 jours par semaine. Des restructurations semblent inévitables.

Les importations prennent le relais

Dans le même temps, les importations de viande progressent. Elles ont augmenté de 11,5 % en 2022 toutes viandes confondues, surtout dans les restaurants, les cantines scolaires et les boulangeries – à l'étranger, les prix sont moins chers. La souveraineté alimentaire en a pris un coup. « Nous sommes devenus dépendants dans tous les sec-

teurs de l'élevage, même le porc, a précisé Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA. Pour les bovins, les importations atteignent 25 %. La contractualisation est un outil essentiel pour donner de la visibilité aux exploitants ».

Longtemps, la filière a été opposée à ces contrats avec les éleveurs, leur garantissant une meilleure rémunération et une prise en charge d'une partie des coûts. Mais les temps changent. La porte est désormais ouverte. « Quand la consommation baisse moins vite que la production, un contrat assure la capacité d'avoir les approvisionnements », souligne Emmanuel Bernard, éleveur et président de la section bovine de l'interprofession (Interbev).

Sur le premier semestre, 30 % des jeunes bovins font désormais l'objet de ces accords entre exploitants, abatteurs et transformateurs, dont 46 % d'origine laitière, « car c'est là qu'on perd le plus potentiel », poursuit le professionnel. Les éleveurs de porcs, en revanche, traînent des pieds. ■



Les importations de viande ont progressé de 11,5 % en 2022, toutes viandes confondues. Photo Ugo Amez/Sipa

Les mots «steak», «saucisse», «nuggets» interdits aux préparations végétales

Le ministère de l'Agriculture a notifié un nouveau projet de décret à la Commission européenne sur l'interdiction d'utiliser le vocabulaire évoquant la viande pour désigner les préparations végétales. La polémique est relancée.

Marie-Josée Cougard

Cent fois sur le métier tu remettras ton ouvrage... Malgré la victoire du lobby végétal devant le conseil d'Etat fin juin, malgré l'absence de réglementation européenne en la matière, le ministère de l'Agriculture maintient sa volonté d'interdire en France les mots tels que steak, nuggets, saucisses... sur les étiquettes des préparations végétales à base de soja, pois et autres protéagineux. La position de Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation sur le sujet est claire.

Pas question de jeter la confusion dans l'esprit du consommateur. Quand on dit steak, on attend un morceau de bœuf, quand on dit sau-

cisse, on pense chair de porc. « Notre nouveau projet de décret traduit notre volonté de mettre fin aux allégations trompeuses. C'est un enjeu de transparence et de loyauté qui répond à une attente légitime des consommateurs et des producteurs », explique Marc Fesneau.

Liste des termes autorisés

Pour toutes ces raisons, le ministère de l'Agriculture a donc remanié le texte rejeté par le Conseil d'Etat au début de l'été à la lueur de ses remarques. Sachant que le rapporteur public a présenté des conclusions, qui renvoient la décision devant la Cour de Justice de Luxembourg.

Le nouveau projet de décret a été notifié le 23 août à la Commission européenne comme le veut la procédure d'information en vigueur. « Il pourra être signé et publié trois mois après cette date sous réserve des éventuelles réactions de la Commission », précise le ministère.

Un avis aux opérateurs sera publié au « Journal officiel » dans les prochains jours. En l'état, il fixe la liste des termes dont l'utilisation

est interdite pour désigner les denrées alimentaires comportant des protéines végétales et la liste des termes autorisés pour désigner les denrées d'origine animale pouvant contenir des protéines végétales. Il précise aussi la part maximale de protéines végétales que peuvent contenir les denrées pour lesquelles les termes sont utilisés.

Le lobby végétal réattaquera

Des sanctions sont prévues en cas d'infraction à ces dispositions. Les opérateurs auront un délai de trois mois, une fois le texte publié, pour adapter leur étiquetage. C'était un des points soulevés par le conseil d'Etat. Ils auront en outre la possibilité de commercialiser la totalité des stocks de denrées fabriquées ou étiquetées avant l'entrée en vigueur du texte pendant un an maximum après la parution du décret.

Pour Guillaume Hannotin, l'avocat de Protéines végétales qui a attaqué le premier décret devant le Conseil d'Etat, « le ministère de l'Agriculture tente de torpiller une procédure préjudiciable en reprenant

« C'est un enjeu de transparence et de loyauté qui répond à une attente légitime des consommateurs et des producteurs. »

MARC FESNEAU
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

le même dispositif que celui qui a été rejeté. Le nouveau texte ne tient pas compte des remarques faites et encourt exactement les mêmes risques de rejet ». Quoiqu'il en soit, Protéines végétales, qui réunit les industriels des protéines végétales avec des groupes tels qu'Axereal, Avril, Lesaffre, Roquette, Soufflet, Tereos, Terrena, etc. promet d'attaquer le nouveau décret sitôt sa publication. ■

Automobile : les Chinois prêts à relever le défi du marché européen

AUTOMOBILE

Les marques chinoises affichent cette semaine, au Salon international de Munich, leur grand appétit pour le marché européen.

Guillaume Guichard
— Envoyé spécial à Munich

Les huit voitures, berlines et SUV rutilants, sont alignées au garde-à-vous sur la grande avenue historique Odeonsplatz, à Munich. Une petite armée prête à la bataille. Le nouveau géant chinois de la voiture électrique BYD a installé son camp, le temps du Salon automobile de Munich, juste en face de l'imposant stand de Volkswagen. Une démonstration de force pour affirmer ses ambitions européennes dans la voiture électrique, sur laquelle a misé toute l'industrie automobile chinoise depuis une décennie.

Cette débauche de moyens n'a qu'un objectif, accroître le plus vite possible la notoriété de BYD (pour Build your Dream). « Vue d'Allemagne, BYD est une nouvelle marque, a relevé Michael Shu, le responsable du groupe pour l'Europe, lors d'une conférence de presse très suivie, lundi à Munich. Mais nous sommes maintenant numéro un dans les motorisations électriques [hybrides et 100 % à batterie, NDLR]. »

Le fer de lance BYD

BYD joue le rôle de navire amiral de la flotte de nouveaux constructeurs chinois visant le marché européen. BYD, SAIC (MG), Geely (Smart, Polestar, Lotus), Dongfeng, Leapmotor, XEV et XPeng... ils sont deux fois plus nombreux qu'il y a deux ans, lors de la précédente édition du Salon international.

Ceux qui n'ont pas déjà commencé à investir le marché ont profité de l'occasion pour annoncer leur débarquement prochain, comme la jeune poussée Leapmotor.



BYD joue le rôle de navire amiral de la flotte de nouveaux constructeurs chinois visant le marché européen. Photo Alex Kraus/Bloomberg

« Nous sommes déterminés à venir sur ce marché », a lancé lundi, comme un défi, Matt Lei, président de la division commerciale internationale de Leapmotor. Son compatriote Xpeng n'a pas moins d'ambition. La start-up a annoncé lundi son lancement en Allemagne en 2024. Puis, dans la foulée, en France et au Royaume-Uni, fin 2024 ou début 2025.

L'Europe est un marché incontournable pour les Chinois. Les Etats-Unis leur ont fermé la porte au nez. De plus, « le marché chinois a probablement atteint un plateau, il leur faut donc trouver des débouchés à l'étranger », note Philippe Houchois, analyste chez Jefferies. Les nouveaux venus ont besoin de l'Europe pour amortir les investissements dans leur outil de production existant, comme l'ont expliqué lundi à Munich les dirigeants de

Leapmotor ou de Xpeng. Le tout, alors que « les marges sont potentiellement plus importantes en Europe qu'en Chine », glisse aux « Echos » Mark Stanton, responsable industriel de HiPhi, jeune constructeur haut de gamme de véhicules aux allures futuristes.

Avance technologique

C'est presque une provocation. Sur les terres bavaroises de BMW, les constructeurs chinois ont clairement fait comprendre qu'ils visaient le haut du marché. Ce n'est d'ailleurs pas forcément une stratégie très élaborée, plutôt de l'opportunisme. Il s'agit pour eux d'amortir en Europe des modèles déjà conçus pour le marché chinois. Ils ont aussi un coup d'avance en matière de technologies électriques, y compris sur les acteurs allemands. Chez Xpeng, Brian Gu assure d'ailleurs que ses

berlines P7 et son SUV G9 « attirent une clientèle habituée aux marques premium », sous-entendues allemandes. « Certes, ils arrivent par les segments supérieurs, mais ils pratiquent des prix un peu inférieurs, souligne Uwe Hochgeschurtz, le patron Europe de Stellantis. Je m'attends à

« Le marché chinois a probablement atteint un plateau, il leur faut donc trouver des débouchés à l'étranger. »

PHILIPPE HOUCHOI
Analyste chez Jefferies

ce qu'ensuite ils arrivent sur le bas du marché. » Encore faut-il que les marques chinoises soient adoublées par les consommateurs européens. « Attacter le marché par le haut est un pari risqué, rappelle Jean-Pierre Diernaz, de MotorK. C'est un monde très fermé. Il est peu probable que les Chinois réussissent à se construire une crédibilité du jour au lendemain. Seul Tesla a pour l'instant réussi à y percer. » La marque premium de Nissan, Infinity, n'y est pas parvenue. Toyota voit la sienne, Lexus, plafonner.

« Il ne sera pas facile de gagner des parts de marché, reconnaît Hui Zhang, vice-président de Nio, qui est déjà présent en Allemagne notamment. La loyauté envers les marques installées est très élevée chez les consommateurs allemands et français en particulier. » D'autant plus que tous les acteurs chinois

n'ont pas forcément les moyens de leurs ambitions. En Chine, la guerre des prix qui fait rage depuis le printemps grignotent leurs moyens financiers. Hormis Xpeng et BYD, qui se sont étalés sur de coûteux mètres carrés au Salon de Munich, les autres se sont montrés plus discrets.

Lors d'une conférence de presse à Pékin la semaine dernière, Chen Shihua, le délégué général de l'Association des constructeurs chinois, a tenté de refroidir les ardeurs de ses membres, rapporte l'agence Reuters. « Certaines entreprises automobiles pourraient un peu trop s'exposer, investissant dans certaines régions sans avoir de plan précis », a-t-il prévenu.

Certains ont devancé ce conseil. HiPhi, qui ne veut pas dévoiler le montant des trois levées de fonds effectuées depuis sa création en 2019, assume un « lancement lent ». « Certains se précipitent, mais nous voulons vérifier, avant d'aller sur d'autres marchés, quel accueil sera fait à nos voitures en Allemagne », détaille Mark Stanton.

Fusion des deux mondes

Pour compenser leur potentiel manque de financement, des jeunes pousses chinoises s'orientent vers des partenariats avec les constructeurs occidentaux installés. Une stratégie éprouvée dans l'automobile pour amortir les coûts de développement. Une première alliance s'est formée cet été entre Xpeng et Volkswagen, pour le marché chinois.

Leapmotor s'est également dit ouvert à des partenariats. Même BYD, ce nouveau géant, se dit « ouvert aux partenariats », a glissé lundi Michael Shu. « Nous travaillons déjà avec Mercedes et Toyota », a-t-il rappelé. Les Occidentaux n'y sont pas hostiles. Stellantis passerait en revue les partenaires potentiels parmi les jeunes pousses chinoises. Encore faut-il que s'entendent les grands groupes automobiles occidentaux et les bouillonnantes jeunes pousses chinoises. ■

BMW, Hyundai, Skoda... les marques de voiture qui ont le plus à craindre du futur malus au poids

AUTOMOBILE

Le gouvernement projette d'abaisser de 1,8 à 1,6 tonne le seuil de déclenchement de cette taxe sur les voitures neuves jugées trop lourdes.

Lionel Steinmann

Confrontés à une baisse sensible des commandes depuis un an, les constructeurs automobiles se préparent à baisser les prix pour relancer la demande. Mais sur un certain nombre de modèles, les clients risquent de ne pas voir la différence. Dans le cadre du projet de budget 2024, le gouvernement prévoit en effet d'abaisser très sensiblement le seuil du malus au poids, une mesure qui devrait augmenter la facture sur près d'une immatriculation sur dix, et beaucoup plus pour certaines marques.

Inauguré début 2022, le malus au poids touche les voitures dont la masse en ordre de marche, c'est-à-dire le poids à vide auquel s'ajoute le poids du conducteur (fixé par convention à 75 kg), dépasse 1,8 tonne. Au-delà, l'acheteur doit payer 10 euros par kilo supplémentaire.

Pour certains constructeurs, ce tour de vis ne devrait pas changer grand-chose, ou alors à la marge. Chez Peugeot par exemple, seuls 3 % des 132.996 véhicules particuliers immatriculés au premier

semestre ont une masse en ordre de marche supérieure à 1,6 tonne. Cela concerne quasiment exclusivement des modèles avec une motorisation diesel, qui se retrouveraient taxés dans 15 % des cas. La plupart des autres marques du groupe passent entre les gouttes. Citroën devrait être quasiment totalement épargné, tout comme Fiat, Opel, ou Jeep, indiquent les calculs d'AAA Data.

Le futur Rafale de Renault serait taxé 1.280 euros minimum.

Renault semble un peu plus exposé, avec au premier semestre 9.113 ventes dépassant la future limite, soit 6 % des immatriculations de la marque. Les nouveaux modèles haut de gamme sont le plus à risque, comme l'Espace dans la plupart de ses finitions (630 euros de malus par exemple par la mouture Esprit Alpine). Attendu mi-2024, le Rafale, un SUV présenté comme le futur porte-étendard du Losange, devrait supporter une taxation de 1.280 euros minimum.

Du côté des marques étrangères, l'impact sera très sensible sur le premium allemand, mais pas seulement. Chez BMW, dont la gamme est composée de véhicules de

moyenne ou grande taille, la part des ventes malussées pourrait grimper à 28 %, dont une bonne partie de versions du XI, le modèle de la marque le plus vendu en France au premier semestre. Pour un SUV comme le X4, la pénalité se chiffrerait sur la plupart des versions en milliers d'euros. Mercedes peut également redouter 28 % d'immatriculations taxées.

De son côté, Hyundai est à risque sur 29 % de ses ventes, selon les calculs d'AAA Data, mais pour des montants globalement plutôt faibles. A 1.639 kg, son Tucson hybride, son modèle le plus écoulé en France, supporterait par exemple une pénalité de 390 euros. « La technologie hybride est pénalisée parce

qu'elle est plus lourde, alors qu'elle est plus vertueuse pour l'environnement, remarque Lionel French Keogh, président de Hyundai Motor France. A ce niveau, cela reste toutefois acceptable pour les clients. »

Le groupe Volkswagen a lui aussi des raisons de s'inquiéter. La marque éponyme passerait à 8 % de véhicules malussés, Skoda à 14 %, et Audi à 17 %. Toyota (7 % de ventes potentiellement touchées) n'en sortira pas non plus indemne. A ce stade, la plupart des constructeurs ne souhaitent pas commenter ces chiffres, et attendent que le gouvernement officialise sa décision, avec l'espérance qu'il se contente finalement de passer à 1,7 tonne. « Nous ne comprenons pas cette mesure, qui va

pénaliser les consommateurs, déplore La CSIAM, qui fédère les marques étrangères vendues en France. L'augmentation du poids des voitures est largement due au renforcement de la sécurité. »

BMW, de son côté, plaide pour que la part de matériaux recyclés utilisés pour fabriquer les voitures soit retirée du calcul, ce qui encouragerait les constructeurs à faire des efforts sur ce point. Dans l'ensemble, les professionnels attendent les arbitrages avec impatience.

« Nous sommes en pleine préparation du business plan de l'année prochaine, argumente Lionel French Keogh. Nous avons besoin d'être fixés le plus tôt possible pour ajuster les commandes. » ■

TONNELLERIE FRANÇOIS FRERES – TFF GROUP

Société anonyme au capital de 8 672 000 euros

Siège social : SAINT ROMAIN (21190) - R.C.S. DIJON B 515 620 441

TFF
GROUP

Time is on our side

Les actionnaires sont convoqués au siège social à SAINT ROMAIN (21190), en assemblée générale mixte le **27 octobre 2023 à 11 heures** (approbation des comptes de l'exercice clos le 30 avril 2023, affectation du résultat, approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 avril 2023 aux mandataires sociaux, approbation des éléments de la politique de rémunération des dirigeants, approbation de la somme fixe annuelle allouée aux membres du Conseil de Surveillance, renouvellement du mandat de deux membres du Conseil de Surveillance, nomination d'un membre du Conseil de Surveillance, autorisation à donner au Directoire d'acheter en Bourse les actions de la Société, autorisation à consentir au Directoire de réduire le capital social par annulation des actions acquises).

Des formulaires de pouvoir et de vote par correspondance, ainsi que les documents d'information prévus par la loi, seront à la disposition des actionnaires au siège social ou sur le site internet de la Société.



Les mythiques lunettes Vuarnet, ici portées par Daniel Craig dans le film « 007 Spectre ». Photo Metro-Goldwyn-Mayer Pictures/Columbia Pictures/EON Productions

Vuarnet fait son entrée dans la famille LVMH

LUXE

Thélios, le fabricant de lunettes détenue par le groupe français, rachète la mythique marque Vuarnet.

Il s'agit de sa première acquisition depuis sa création, en 2017.

Virginie Jacobberger-Lavoué

La grande famille LVMH compte un membre de plus. Les mythiques lunettes Vuarnet sont rachetées par Thélios, le fabricant de lunettes détenue à 100 % par le géant français du luxe (propriétaire des « Echos ») depuis décembre 2021. Il s'agit de la première acquisition de Thélios. Le groupe fondé en 2017 avait précédemment intégré des licences de lunettes de marques de

en 1960 – et l'opticien Roger Pouilloux. Star des sixties, Vuarnet fut portée par Alain Delon dans le film « La Piscine » (1969) avec Romy Schneider et Jane Birkin. Ou plus tard, par Jeff Bridges dans « The Big Lebowski » (1998), ou par le plus célèbre des espions, Daniel Craig, dans « 007 Spectre » (2015).

Des ambitions dans l'optique

Vuarnet possède plusieurs modèles iconiques de haute technicité dont un dit « Glacier ». Depuis 1986, elle détient une manufacture en France, située à Meaux, qui est reconnue pour son expertise en matière de verres minéraux. Thélios entend profiter de ce savoir-faire hautement technologique et reconnu pour son pouvoir filtrant.

La France est le premier marché de Vuarnet, qui s'est développé aux Etats-Unis, avec deux boutiques à New York.

Star des sixties

« Vuarnet a un ADN fort et complémentaire avec nos marques », juge Alessandro Zanardo. Avant la pandémie, le chiffre d'affaires de l'entreprise était évalué à plus de 10 millions d'euros. Soit très loin de l'envergure de la marque au début des années 1990, quand cette dernière atteignait les 100 millions de revenus annuels avec des ventes avoisinant 1,5 million de paires de lunettes à l'année. Le fonds Neo Capital Partners avait repris la marque pour tenter de la relancer, il y a dix ans, alors qu'elle était déficiente. Sa production actuelle tournerait autour d'une centaine de milliers de paires.

Vuarnet est né en 1957 de la rencontre entre le skieur Jean Vuarnet – médaillé olympique en descente

Le groupe a de fortes ambitions pour la marque dans le solaire, mais pas seulement. « Nous voulons développer Vuarnet dans l'optique », affirme Alessandro Zanardo. La France est le premier marché de Vuarnet, qui s'est développé aux Etats-Unis, avec deux boutiques à New York. « L'Amérique est son deuxième marché et nous croyons à son potentiel de développement à l'international. Avec nous, Vuarnet va profiter d'une nouvelle force de vente et d'un renforcement de sa distribution », souligne le dirigeant. ■

Damart replonge dans le rouge

HABILLEMENT

Le groupe roubaïsien présente des résultats annuels dégradés alors que sa situation financière reste fragile.

Un nouveau plan de relance a été mis sur la table par la direction.

sera aucun dividende lors de l'assemblée générale programmée le 16 novembre.

Avec pareil bilan, le groupe doit se serrer la ceinture de plusieurs crans. « C'est un exercice au service de la pérennité du groupe », affirme Patrick Seghin, qui entend maintenir « les investissements nécessaires » et poursuivre les économies engagées par le plan stratégique présenté il y a quelques mois. Celui-ci inclut 9 millions d'économies qui doivent passer par « l'optimisation des sites ».

L'hiver s'annonce rude pour Damartex. La maison mère de Damart a présenté mardi des résultats dans le rouge, avec un chiffre d'affaires en net recul de 9,5 %, à 650,4 millions d'euros, pour l'exercice 2022-2023 clôturé fin juin. Le résultat net est négatif de 32,6 millions d'euros.

A la tête du groupe roubaïsien, Patrick Seghin ne cache pas la période délicate que traverse le groupe depuis quelques années, les pertes s'accumulant et les ventes refluant. Issu de la vente par correspondance, Damart peine encore à passer à la vente en ligne et se bat pour renouveler sa clientèle vieillissante. « Les défis de la rentrée sont immenses, reconnaît-il. Nous avons la nécessité d'un pilotage strict », poursuit-il.

Rôle de l'inflation

« L'inflation élevée pèse sur la demande et sur les frais », explique le dirigeant. Dans ce sombre décor, la dette du groupe contrôlé par la famille Despatore gonfle à 81,9 millions à la fin juin, presque le double que l'an dernier à la même époque. Le directoire du groupe ne propose

Afibel en vente
En 2020, au sortir des confinements, l'entreprise avait licencié 10 % de ses effectifs, soit quelque 200 postes, pour tenter de remonter la pente. « Nous avons également pris la décision de céder la marque Afibel », explique le directeur. Damartex avait mis la main en 2010 sur Afibel, un petit concurrent local spécialisé dans les vêtements pour senior employant 255 salariés et pesant aujourd'hui 65 millions d'euros de chiffre d'affaires.

La conjoncture économique, qui pèse sur les dépenses d'habillement, a manifestement décidé la direction à se lancer dans cette opération et à couper ce foyer de pertes. — V.J.-L.

-9,5 %

LA BAISSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES
de Damartex, à 650,4 millions d'euros, pour l'exercice 2022-2023 clôturé fin juin. Le résultat net est négatif de 32,6 millions d'euros.

Le Parisien & LIVE NATION
présentent

Paris PARADIS

VEN. 8, SAM. 9 & DIM. 10 SEPTEMBRE 2023

5 ÈME EDITION

PARC DE LA VILLETTÉ

MUSIQUE

KENDJI GIRAC JOÉ DWÈT FILÉ JULIEN CLERC
ZAHO DE SAGAZAN MARTIN SOLVEIG FRANGLISH
THE INSPECTOR CLUZO MOSIMANN
KO KO MO PATRICE KERCHAK KALIKA TSEW THE KID MANAL
NUIT INCOLORE LE JUIICE EHLA DOYA SILMARILS JANIE
OETE COLINE RIO...

HUMOUR

THOMAS NGIJOL MANU PAYET
MORGANE CADIGNAN WALLY DIA BUN HAY MEAN
VERINO ÉLODIE POUX DOULLY PABLO MIRA LAURIE PERET
MATHIEU MADÉNIAN TRISTAN LOPIN DAVID VOINSON...

BILLETS DISPONIBLES SUR
PARIS-PARADIS.LEPARISIEN.FR, LIVENATION.FR & TICKETMASTER.FR

SUIVEZ NOUS !
@PARISPARADISFESTIVAL



ILLUSTRATION: FLORA GRESSARD

Les opérations de LBO font une percée dans la French Tech

ÉCOSYSTÈME

Les fonds d'acquisition par emprunt représentent 30 % des sorties dans la French Tech en 2022, selon la banque d'affaires Clipperton.

La maturité de l'écosystème, le coup de frein sur les introductions en Bourse et le manque d'acquéreurs industriels ouvrent cette troisième voie aux start-up rentables.

Camille Wong

L'association des termes « LBO » et « start-up » peut paraître antinomique. D'un côté, le rachat avec effet de levier (« leveraged buy-out » en anglais), qui consiste pour des fonds, associés à une banque, à acquérir une entreprise grâce à de l'emprunt, cible des entreprises rentables. Et de l'autre, les start-up, qui, selon certaines définitions, ne sont pas rentables et sont donc financées par des fonds de capital-risque.

Mais depuis quelques années, signe que l'écosystème gagne en maturité, ces opérations d'acquisition par emprunt ne sont plus si rares. La banque d'affaires Clipperton estime, selon des chiffres fournis aux « Echos », que 30 % des sorties dans la French Tech ont eu lieu à travers un LBO depuis 2021, dont 10 opérations en 2022. Un pourcentage qui a presque doublé depuis 2011-2015 (17 %).

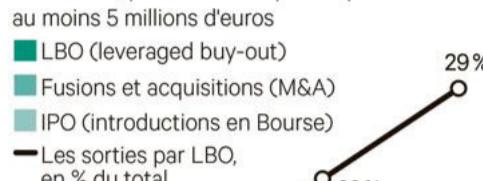
Concurrence forte

Ces données étant focalisées sur les start-up qui ont levé au moins 5 millions d'euros, elles excluent des jeunes pousses autofinancées. « Entre le début des années 2010 et aujourd'hui, nous sommes sur un facteur 10 au niveau du dealflow [flux de dossiers, NDLR] », renchérit Pierre Martini, directeur associé chez Isai Expansion, le fonds de LBO d'Isai. Sa société a participé cet été au LBO de DriiveMe, spécialiste de la logistique automobile.

Si DriiveMe est historiquement une start-up autofinancée, le LBO s'immisce de plus en plus dans le monde du capital-risque. « C'est une vraie option de liquidité, dès qu'une entreprise peut être candidate à un LBO, la concurrence des acquéreurs est très forte », remarque Fabien

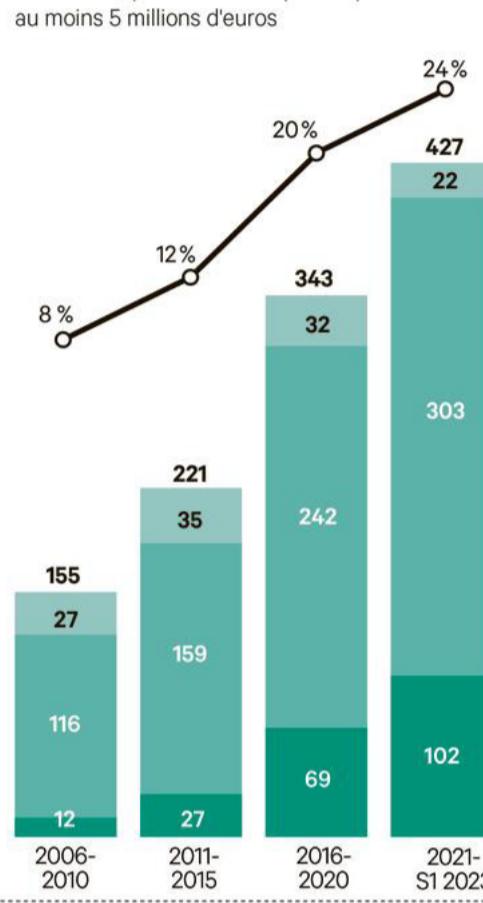
Les sorties de la French Tech...

En nombre, parmi les entreprises qui ont levé au moins 5 millions d'euros



... et des start-up européennes

En nombre, parmi les entreprises qui ont levé au moins 5 millions d'euros



* LES ÉCHOS * / SOURCE : CLIPPERTON

Billet, fondateur associé de Walter Billet Avocats.

Les raisons ? Les bonnes performances affichées par les fonds de LBO et la maturité des start-up, mais aussi des facteurs plus conjoncturels. Les introductions en Bourse (IPO) grippées et la rareté des cessions à des industriels incitent à chercher d'autres options de sortie. Les fonds de capital-risque poussent aussi leurs participations à trouver un horizon de rentabilité. « Quand on a lancé nos activités au début des années 2010, notre thèse était que les start-up soutenues par les fonds de capital-risque allaient choisir la voie du LBO quand elles seraient devenues rentables. Nous n'avions pas réalisé un deal sur cette thèse, sourit le directeur associé. Désormais, la transition est en train de s'opérer. »

L'un des cas les plus marquants dans la French Tech reste peut-être Sendinblue (140 millions d'euros), devenu Brevo, en 2020, avec Bridgepoint Development Capital. Il faudra néanmoins encore du temps pour que les start-up de la French Tech passent le cap de la rentabilité et deviennent des candidates sérieuses, les analystes pariant plutôt sur

2024 et 2025. « Ce n'est pas une option pour des sociétés qui auraient des valorisations à des prix très élevés issus du capital-risque, quand le LBO a des prix et des métriques plus rationnelles », ajoute Théophile Basser, directeur d'investissement chez Entrepreneur Invest, qui a réalisé huit LBO de sociétés françaises de la tech ces deux dernières années.

Discretion

Pour l'entrepreneur, les atouts sont non négligeables. Il peut revendre une partie de ses parts tout en restant aux manettes, nettoyer sa table de capitalisation et utiliser des poches dédiées pour réaliser de la croissance externe. L'opération a aussi plus de chances d'aboutir.

« Un processus de fusion-acquisition stratégique a environ 50 % de chances de succès. Un LBO sur des sociétés éligibles frôle les 95 % de réussite », remarque Antoine Ganancia, associé chez Clipperton.

Si ces mécanismes se popularisent, ils restent néanmoins discrets dans l'écosystème. Le marketing financier pousse certaines start-up à communiquer sur des levées de fonds, alors qu'il s'agit d'opérations

Levée de fonds, décryptages, chiffres clés... Pour ne rien rater de l'actualité de la French Tech et des start-up, abonnez-vous à notre newsletter (du lundi au vendredi).



NEWSLETTER START-UP

« Il y a de plus en plus de success-stories à raconter. »

JACQUES D'ARRIGO
Directeur de l'association Sportech France

La sportech veut transformer l'essai en 2024 avec les JO de Paris

SPORTECH

Le grand événement sportif est un tremplin alors que les jeunes pousses du sport sont dans une phase de maturation et doivent tenir compte du tarissement des financements.

Adrien Lelièvre

Il n'y a pas que les sportifs professionnels qui sont dans les starting-blocks à l'approche des Jeux Olympiques 2024, à Paris. Les jeunes pousses de la sportech, qui utilisent les nouvelles technologies pour démocratiser le sport sous toutes ses formes, ont aussi des fourmis

dans les jambes. Il faut dire qu'avoir une telle compétition à la maison est rare – la dernière édition des JO d'été dans la capitale remonte à 1924 ! – et offre une myriade d'opportunités pour mieux se faire connaître du grand public, décrocher des contrats ou attirer des nouveaux investisseurs.

« Le monde entier sera présent à Paris ou regardera ce qui s'y passe », se réjouit Jacques d'Arrigo, directeur de l'association Sportech France. Un beau tremplin pour un écosystème qui fait des progrès significatifs ces dernières années, mais reste dans l'ombre de la fintech, du logiciel ou de l'e-santé.

Une étude publiée par le cabinet de conseil Roland Berger permet de mesurer ses forces et ses faiblesses. Entre 2018 et 2022, les spécialistes tricolores de la sportech ont levé près d'un milliard de dollars. « Cela

nous place au septième rang au niveau mondial », remet en perspective Jacques d'Arrigo. Ce chiffre cache tout de même de grosses disparités puisqu'il est largement tiré par la licorne Sorare, qui avait levé 40 puis 580 millions d'euros en 2021.

Les sportifs investis
Alors que les fonds traditionnels ont été plus frixeux ces derniers mois, les start-up peuvent compter sur de nouvelles sources de financement, à l'image des athlètes de haut niveau (ou jeunes retraités), qui représentent 24 % des investissements dans le secteur, selon un sondage réalisé auprès de 60 start-up.

Certains d'entre eux sont des hommes d'affaires chevronnés comme Tony Parker, beaucoup influencé par ses années passées aux Etats-Unis. Mais, en parallèle, de nouvelles figures émergent, à

Seuls 17 % des membres du French Tech 120 ont publié leurs comptes 2022

ÉCOSYSTÈME

La majorité des start-up faisant partie de cet indice phare de la French Tech ne font toujours pas preuve de transparence.

Elles étaient même plus nombreuses à partager leurs résultats en 2021.

Charlie Perreau

Si on devait définir la French Tech, le mot « transparence » ne serait pas en haut de la liste de ses qualificatifs. Les start-up françaises, comme toutes les entreprises privées, ont l'obligation de déposer leurs comptes mais peuvent s'acquitter d'une amende de 1.500 euros (3.000 en cas de récidive) pour échapper. Autant dire une formalité...

Le site Pappers, qui fournit un accès gratuit aux statuts et à tout autre document juridique des entreprises françaises, a identifié pour « Les Echos » quelles start-up du French Tech 120 ont déposé leurs comptes 2022. Parmi les 120 membres de cet indice phare de la French Tech, seules 21 l'ont fait (soit 17,5 %) comme HelloCSE, HR Path ou encore la medtech Tissium.

Et seulement sept sociétés du Next40 ont donné accès publiquement à leurs résultats, dont Exotec (robotique), la plateforme de prêts aux particuliers Younited – qui est dans l'obligation de le faire car elle a un agrément d'établissement de crédit – et le spécialiste des batteries électriques Verkor.

Alan, qui est assureur, doit, de son côté, publier tous les ans un « rapport sur la solvabilité et la situation financière » (SFCR). Notons que certaines communiquent tout de même sur les résultats annuels (dans la presse, sur des blogs...) et choisissent donc quels chiffres révéler.

La licorne Swile a, elle, été contrainte courant 2022 de publier tous ses comptes annuels à la suite d'une décision de justice (un de ses concurrents était à l'initiative de la demande).

Les raisons évoquées par les fondateurs sont souvent les mêmes : éviter que leurs concurrents connaissent le ratio entre valorisation et chiffre d'affaires (cela peut aussi être une demande des investisseurs), se protéger de la concurrence...

D'autres estiment que le compte de résultat n'est pas le meilleur reflet de la performance d'une start-up. C'est pourquoi les éditeurs de logiciel sous abonnement (les « SaaS ») préfèrent parler de leurs taux de croissance et de leurs revenus récurrents annuels (ARR).

Ce désamour pour l'open data ne fait que grandir. D'après les données collectées par Pappers, 41 % des membres du FT120 ont déposé leurs comptes 2021 et 48 % en 2020. Pourquoi une telle chute en trois ans ?

Baromètre

On peut noter que toutes les start-up n'ont pas encore approuvé leurs comptes 2022.

L'Assemblée générale d'approbation des comptes doit se réunir dans un délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice (qui est en général le 31 décembre). Mais certaines repoussent cette approbation une ou deux fois.

Pour avoir une meilleure idée de la santé financière de la French Tech, l'association France Digitale dévoile chaque année un baromètre mais avec un échantillon limité (plusieurs centaines de start-up). En 2021, le panel a enregistré plus de 8 milliards d'euros de revenus, en hausse de 23 %. Les résultats pour 2022 seront dévoilés en septembre. ■

Les chiffres clés

41 %

des membres de l'indice FT120 avaient publié leur compte 2021 l'an dernier.

7

sociétés du Next40 ont donné accès publiquement à leurs résultats.

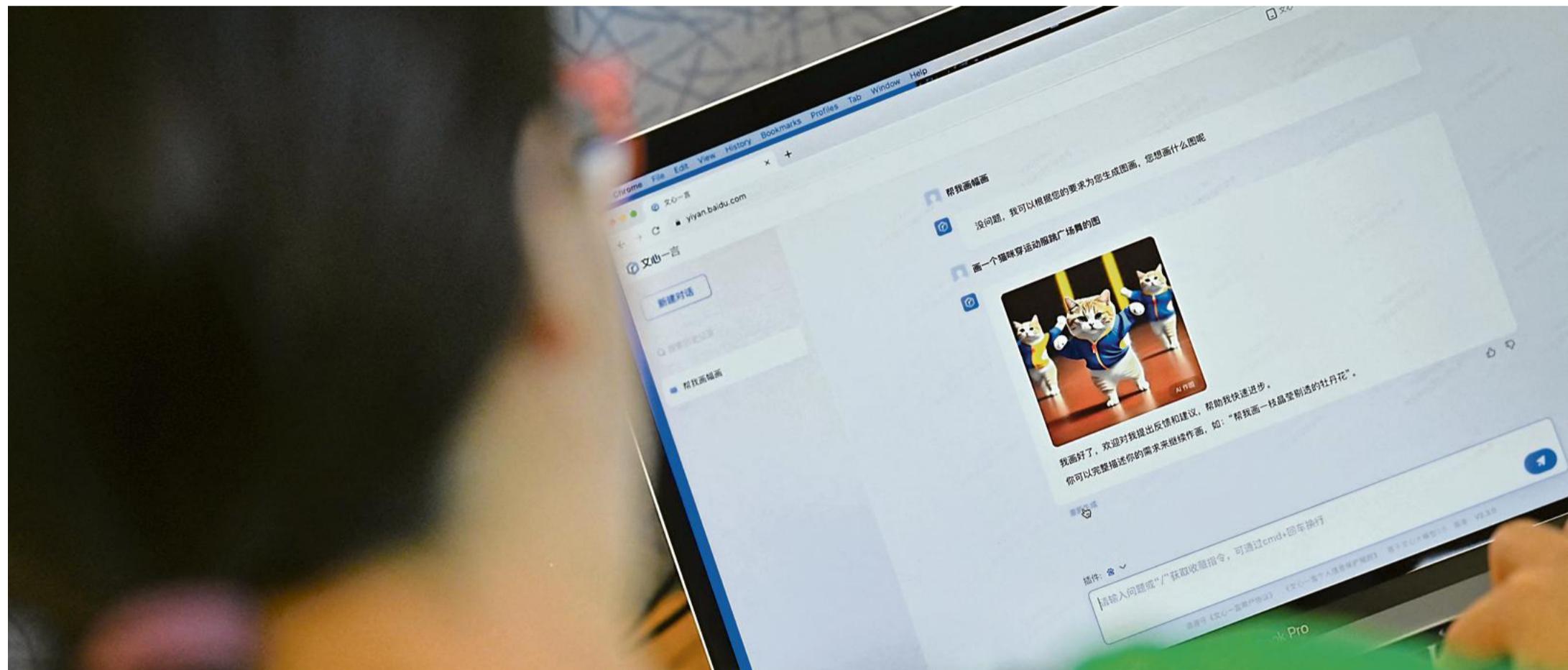
craignaient d'investir dans le secteur, de peur de ne pas réaliser des « sorties ». TrainMe, un des acteurs phares de l'écosystème, a lui racheté son rival La Pause Basket cette année.

Alors que les Jeux Olympiques débutent dans moins d'un an, près des trois quarts des start-up interrogées s'attendent à un effet positif sur leur business. Et 60 % d'entre elles indiquent avoir adapté ou voulu adapter leurs services ou produits pour le grand événement.

Sport Heroes développe par exemple l'application de Marathon pour tous, une course qui permettra à des athlètes amateurs d'emprunter le même parcours que le marathon olympique, et travaille avec des entreprises afin d'inciter leurs salariés à faire du sport pendant les JO, mais aussi et surtout après leur clôture. ■

La Chine lance ses premiers ChatGPT « aux valeurs socialistes »

- Les internautes chinois se sont précipités sur Ernie, le chatbot de Baidu.
- Pékin cherche un difficile équilibre entre la volonté de développer l'IA et le contrôle de son usage au sein du grand public.



L'application Ernie Bot est arrivée en tête des téléchargements dans les heures qui ont suivi son lancement grand public jeudi dernier. Photo Wang Zhao/AFP

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Frédéric Schaeffer
— Correspondant à Shanghai

La curiosité des internautes chinois pour l'intelligence artificielle conversationnelle ne se dément pas. L'application Ernie Bot, le chatbot développé par la société Baidu, est arrivée en tête des téléchargements dans les heures qui ont suivi son lancement grand public jeudi dernier. Ernie aurait été téléchargé 1 million de fois dans les 19 heures suivant sa sortie (ChatGPT, développé par l'américain OpenAI, a atteint le million de téléchargements après cinq jours), tandis que l'action du groupe chinois montait de plus de 4 % en Bourse et que les internautes chinois bombardait le service avec plus de 33 millions de questions au cours des 24 heures suivant son déploiement public.

Le soufflé est un peu retombé depuis : lundi, Ernie figurait au deuxième rang des applications les plus téléchargées sur l'iPhone, avec 76.940 téléchargements, loin des 313.610 téléchargements du premier jour, selon les données de la société d'études Qimai.cn.

ChatGPT interdit en Chine
Officiellement inaccessible en Chine, ChatGPT avait déclenché un engouement spectaculaire des internautes après sa sortie, réveillé les ambitions des stars chinoises de l'IA et aiguisé la vigilance des régulateurs. Si Ernie a suscité le plus d'enthousiasme à sa sortie, quatre autres sociétés chinoises – dont SenseTime, un des leaders chinois de la reconnaissance faciale – ont lancé des services similaires au grand public le même jour, tandis que six autres ont obtenu l'approbation du gouvernement (dont Alibaba, Tencent et Byte-Dance, la maison mère de TikTok).

Si les autorités chinoises ont récemment accéléré leurs efforts pour soutenir les entreprises déve-

loppant l'IA dans un contexte de concurrence avec les Etats-Unis, Pékin exige que celles-ci soumettent des évaluations de sécurité et reçoivent une autorisation avant de commercialiser des produits d'IA sur le marché de masse. Le feu vert donné à onze sociétés a été plus rapide qu'anticipé par les experts. Il fait suite à la mise en place d'un cadre réglementaire concernant les chatbots à usage grand public, entré en vigueur le 15 août dernier.

Pékin exige des entreprises qu'elles reçoivent une autorisation avant de commercialiser des produits d'IA sur le marché de masse.

Sous l'égide de l'administration chinoise du cyberspace (CAC), cette réglementation exige que tous les fournisseurs de technologies d'IA génératives se conforment aux « valeurs socialistes fondamentales » et à ne pas générer de contenus prohibés dans le cyberspace (contenus subversifs à l'égard de l'Etat et du Parti, visant à nuire à la sécurité et à l'unité du pays, ainsi que les contenus à caractère raciste, violent ou pornographique). En cas de circulation d'un contenu prohibé, les plateformes doivent en interrompre la diffusion et signaler le contenu aux autorités compétentes. Les fournisseurs de services IA à usage professionnel ne sont pas concernés par ces mesures.

Cette réglementation est plus souple que le projet présenté en avril dernier, qui prévoyait notamment des amendes et des obligations de résultat. Ce projet avait été critiqué comme trop punitif par les fournisseurs et trop compliqué à mettre en œuvre. Pékin cherche un difficile équilibre entre la volonté de développer l'IA et l'effort d'innovation, tout en essayant d'en contrôler son usage au sein du grand public dans un contexte de haute surveillance du régime et de censures.

L'application Ernie est fortement censurée, offrant des réponses approuvées par l'Etat à des questions taboues. Interrogé sur le statut de Taïwan, Ernie répond que « Taïwan fait partie du territoire sacré de la République populaire de Chine » et que « la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine ne peuvent être ni violées ni divisées ».

Restrictions sur la vente de composants

Lorsqu'il lui est demandé ce qu'il s'est passé en Chine en 1989, Ernie dit ne disposer d'aucune « information pertinente », bottant en touche sur les manifestations de Tiananmen. D'autres tests ont montré que le chatbot répondait parfois différemment à la même question posée plusieurs fois ou préférait interrompre la conversation.

En rendant Ernie Bot largement disponible, Baidu compte « collecter une quantité massive de précieux commentaires humains du monde réel » pour améliorer davantage le chatbot, a indiqué son PDG, Robin Li. Si Baidu nourrit de grandes ambitions dans l'intelligence artificielle, une partie de son avenir se joue à Washington. Les restrictions imposées par l'administration Biden sur la vente de puces avancées à la Chine causent beaucoup de difficultés à l'entreprise. Une large partie des puces utilisées pour entraîner les chatbots chinois sont produites en dehors du pays. ■



ÉCOUTEZ NOTRE PODCAST LA STORY
Qui sortira gagnant de la bataille de l'IA ?
dans « La Story », le podcast d'actualité des « Echos ». ■

Huawei s'approche enfin de l'autonomie stratégique dans les puces

Le nouveau smartphone Mate 60 embarquerait une puce de 7 nanomètres fabriquée en Chine, une finesse de gravure jusque-là jamais atteinte par le pays.

Raphaël Balenier

Quatre ans après les sanctions américaines, Huawei a-t-il enfin atteint l'autonomie stratégique en matière de puces ? Les spéculations enflent depuis que le groupe a lancé la semaine dernière en Chine son nouveau smartphone, le Mate 60. Pour la première fois, le téléphone embarquerait un processeur 5G de 7 nm (nanomètres), une finesse de gravure jusque-là jamais atteinte par le pays.

Contacté, Huawei ne fait aucun commentaire et n'a donné aucune spécificité technique. Mais selon le cabinet TechInsights, qui a décorqué le téléphone, la puce en question serait bien une Kirin 9000, conçue par Huawei et fabriquée par SMIC, le géant chinois des semi-conducteurs. Or cela faisait trois ans que Huawei cherchait un plan B : en septembre 2020, le géant taïwanais TSMC, qui assemblait jusqu'alors les puces Kirin en 7 nm, avait interrompu ses livraisons pour se conformer aux sanctions américaines, un coup de massue pour Huawei.

Un moment clé
Car il est impossible de concevoir un smartphone haut de gamme sans de telles puces. Dans le monde, seuls trois acteurs maîtrisaient jusqu'alors le 7 nm : TSMC, Samsung et Intel. SMIC, pour sa part, était resté au stade du 8 nm (25 % de ses revenus au deuxième trimestre). « Avec la 5G, la plupart des smartphones à haute performance et certaines applications nécessiteront même des puces

en 5 nanomètres », écrit Mathieu Duchâtel dans une note récente pour l'Institut Montaigne.

Dans ce contexte, le nouveau Mate 60 est un « moment clé pour Huawei sur le chemin de l'autosuffisance dans la production de puces 5G », confirme aux « Echos » Neil Mawston, analyste pour Tech-Insights. Certes, en 2023, seuls 4 % des smartphones Huawei livrés en Chine et dans le monde embarquent une puce maison comme la Kirin 9000. Mais lorsque la production montera en cadence, le groupe pourra à nouveau revendre en Europe des smartphones 5G.

L'enjeu est énorme. Faute de pouvoir proposer de tels modèles depuis les sanctions, la part de marché de Huawei avait fondu comme neige au soleil ces dernières années. En Europe, le groupe est devenu un « nain » des smartphones, alors qu'il avait pourtant réussi à devenir bon numéro deux derrière Samsung, à coups de milliards d'investissements.

Sans surprise, cette remontada a fait l'objet d'un buzz en Chine, de nombreux internautes et la presse officielle saluant à l'unisson cette montée en gamme technologique.

« Huawei a quatre à cinq ans de retard par rapport aux puces de 3 ou 4 nm que l'on trouvera dans le prochain iPhone 15 ou dans les S23 de Samsung. »

NEIL MAWSTON
Analyste chez TechInsights

« La résurgence des smartphones Huawei après trois ans de silence forcé montre que la suppression extrême [de la Chine] par les Etats-Unis a échoué », écrit le « Global Times », un quotidien d'Etat.

Hasard de calendrier ou affront à peine dissimulé, le Mate 60 a été lancé alors que Gina Raimondo, la secrétaire américaine au Commerce, effectuait une visite officielle en Chine. Un détail savoureux, sachant que son ministère gère la célèbre « liste noire » sur laquelle Huawei avait été placé lorsque Trump occupait la Maison-Blanche. Les marchés ont également salué l'annonce : à Hong Kong, l'action SMIC a progressé de plus de 5 % ces cinq derniers jours.

Pas de commercialisation en Europe pour le moment
La route est cependant encore longue pour Huawei. Selon nos informations, le Mate 60 ne sera pas commercialisé en Europe pour le moment. « Huawei a quatre à cinq ans de retard par rapport aux puces de 3 ou 4 nm que l'on trouvera dans le prochain iPhone 15 d'Apple ou dans les S23 de Samsung », reprend Neil Mawston. Il faudra encore dix ans voire plus pour que la Chine rattrape l'Occident dans ce domaine. »

L'accès aux machines servant à fabriquer les puces, notamment celles d'ASML, le leader européen du secteur, va être clé. A partir de janvier 2024, SMIC ne pourra plus se fournir auprès de cette société néerlandaise. Or ASML exerce un monopole sur la lithographie par rayonnement ultraviolet extrême (EUV), indispensable pour la production des puces de 7 nm. A l'approche de l'échéance, la Chine importe en masse ces machines grandes comme des bus à impériale et qui coûtent jusqu'à 250 millions de dollars pièce. ■

La chaîne Euronews cherche un nouveau modèle économique

AUDIOVISUEL

Le média est en train d'installer son nouveau « hub » à Bruxelles, au plus près des institutions de l'UE.

Récemment acquise par un fonds portugais, la chaîne est en quête de nouvelles sources de revenu.

Karl De Meyer
— Bureau de Bruxelles

Dans un contexte d'avancées très notables ces dernières années de l'UE à la suite de la pandémie et de la guerre en Ukraine, la chaîne Euronews, basée à Lyon, s'apprête à déplacer le cœur de sa rédaction à Bruxelles, près des institutions européennes. Au plus près même, puisque ses équipes seront logées sur le rond-point Robert Schuman, épicentre du quartier européen où se font face la Commission, le Conseil et le Service européen pour l'action extérieure.

Le redéploiement géographique traduit un nouveau positionnement éditorial. « Historiquement, Euronews se concevait comme une chaîne d'information internationale avec une perspective européenne, elle va devenir une chaîne européenne avec un rayonnement international », explique aux « Echos » Guillaume Dubois, le directeur général du média depuis juin 2022.

Information paneuropéenne

La chaîne Euronews, qui diffuse du contenu en neuf langues, est actuellement distribuée dans 160 pays et disponible dans 450 millions de foyers à travers le monde. Les audiences se montent à 6 millions de téléspectateurs par jour et 26 millions de visiteurs uniques par mois pour les contenus en ligne.

« Nous voulons devenir un média de référence en matière d'information paneuropéenne, en présentant des informations sur les Etats membres, les politiques des institutions, et un regard européen sur l'actualité

internationale », détaille le quinquagénaire français, qui a dirigé BFMTV pendant dix ans. « Et sans nous interdire de traiter d'un fait divers retentissant s'il révèle quelque chose de l'état d'une société. »

L'antenne bruxelloise, qui compte aujourd'hui une vingtaine de personnes, devrait en afficher 150 (dont une centaine de journalistes) d'ici au printemps prochain – les recrutements sont en cours, avec un objectif de diversité des profils de journalistes. De nouveaux bureaux sont en cours d'ouverture à Berlin, Rome, Madrid et Lisbonne. Ils s'ajoutent aux relais déjà établis à Paris, Londres, Athènes et Budapest. Le siège reste à Lyon, avec environ 150 personnes incluant les fonctions support.

Euronews veut aussi développer une activité d'organisation d'événements pour prendre sa part de ce que Guillaume Dubois nomme le « marché publicitaire de l'influence » en capitalisant sur « la force de la marque ». La chaîne, qui va pousser les feux sur la publicité et la recherche de sponsors pour ses magazines, a décidé d'externaliser certains métiers comme la diffusion.

Euronews affichait l'an dernier une perte de 20 millions d'euros et a cumulé plus de 180 millions d'euros de déficit depuis ses débuts en 1993.

Ces bouleversements traduisent la recherche d'un nouveau modèle économique pour un média qui affichait l'an dernier une perte de l'ordre de 20 millions d'euros et a cumulé plus de 180 millions d'euros de déficit depuis ses débuts, il y a trente ans. Euronews a été créée en 1993 par un consortium de groupes audiovisuels publics européens qui cherchaient une alternative au rouleau compresseur de l'américaine CNN.

Le fonds portugais Alpac Capital, désormais actionnaire à 98 % de la chaîne après avoir repris 88 % des actions du groupe détenus par le magnat égyptien Naguib Sawiris

en 2022, ne peut évidemment se satisfaire de la situation actuelle. D'autant que les financements octroyés par la Commission européenne (sous forme d'achats de programmes), à hauteur de 18 millions d'euros pour 2023, vont s'arrêter après octobre 2024. Ils n'avaient cessé de diminuer depuis dix ans. La chaîne pourra toujours bénéficier de financements européens, mais devra pour cela répondre à des appels d'offres.

Inquiétudes

L'acquisition d'Euronews par le fonds Alpac (autorisée par Bercy) a, sinon inquiétude, du moins attiré l'attention des milieux européens quand il est apparu que le PDG de la société portugaise, Pedro Vargas David, est le fils de Mario David, un homme politique portugais proche de Viktor Orban. Le Premier ministre hongrois, théoricien de l'« illibéralisme », maltraite l'Etat de droit et notamment la liberté de la presse

depuis des années, au point d'avoir conduit l'UE à prendre des sanctions contre Budapest.

Pour Guillaume Dubois, on a mal interprété cette filiation. « La vérité c'est que Pedro Vargas David s'intéresse à l'Europe parce qu'il a passé une partie de sa jeunesse à Bruxelles compte tenu des fonctions de son père. » Mario David a été conseiller de José Manuel Barroso, ancien président de la Commission, secrétaire d'Etat aux affaires européennes du Portugal et député européen sous les couleurs du Parti populaire européen (conservateurs).

Au moment de l'achat des parts de Naguib Sawiris, le PDG d'Alpac Capital avait déclaré que pour être plus performante et forte, l'Union européenne devait être « toujours plus démocratique et responsable : rien de tout cela n'est possible sans une presse forte et libre ». Nul doute que la couverture par Euronews des procédures lancées contre Budapest sera observée de près. ■



La chaîne, qui diffuse du contenu en neuf langues, est distribuée dans 160 pays. Photo Laurent Cerino/RÉA

Meta condamne un peu plus Facebook News

RÉSEAUX SOCIAUX

Le géant américain supprime l'onglet dédié aux actualités, lancé il y a un an et demi en France.

Marina Alcaraz

Meta se prépare à arrêter Facebook News en décembre prochain dans de nouveaux pays européens. Cet onglet dédié aux actualités avait été lancé en France en février 2022, avec plus d'une centaine de médias partenaires, journaux, magazines et chaînes de télévision.

La fin de l'offre touche la France, mais aussi l'Allemagne et le Royaume-Uni. Le principe était le suivant : les éditeurs pouvaient proposer des liens vers leurs contenus dans un espace dédié contre une rémunération de Meta. « Nous savons que les gens ne viennent pas sur Facebook pour les actualités et le contenu politique », explique le réseau social dans un post de blog, disant vouloir privilégier notamment les vidéos courtes. En France au moins, on pourra toujours partager des articles sur son fil Facebook principal. L'onglet News est encore

actif aux Etats-Unis mais Facebook avait fait savoir que les contrats de rémunération des éditeurs ne seraient pas renouvelés.

Manque à gagner

N'empêche, cet arrêt en Europe va représenter un réel manque à gagner à partir de fin 2024, date de la fin des contrats en France. La rémunération pour Facebook News représentait une partie substantielle de l'enveloppe versée par Meta aux médias français, de plusieurs dizaines de millions d'euros (en comptant ce service et la rémunération au titre des droits voisins, qui est un accord indépendant).

« Ce n'est pas très rassurant pour l'information, déplore Pierre Pétillaud, directeur de l'Alliance de la presse d'information générale (Apig). Le déséquilibre entre médias et plateformes est en train de s'accroître. » L'Apig s'inquiète notamment que des contenus générés par l'intelligence artificielle ne viennent envahir les réseaux sociaux, au détriment des médias. L'association doit renégocier son accord sur les droits voisins avec Meta courant 2024.

Cette annonce de Meta arrive dans un contexte de « fronde » entre le groupe et les médias au Canada. Les contenus d'actualité y ont été bloqués partout sur Facebook. ■

**Si nos clients
font notre pub,
c'est sûrement
qu'on fait
bien la leur.**



*Etude réalisée par OpinionWay pour CB News entre avril et juin 2023 auprès d'un échantillon de 429 annonceurs et agences, pour déterminer la Régie de l'Année parmi 103 régies publicitaires référencées.

La tentative originale de la Bretagne pour accélérer les relocalisations

- A l'occasion du Forum économique breton, ces 6 et 7 septembre à Saint-Malo, le conseil régional dévoile sa stratégie.
- Il mise notamment sur les achats des PME et ETI, poussées à jouer la carte du local.

ENTREPRISES

Guillaume Roussange
— Correspondant à Rennes

La crise sanitaire a ouvert la bataille pour la réindustrialisation du pays. Avec, comme général en chef, l'Etat et son plan de Relance, mais aussi ses officiers plus discrets, à la manœuvre dans les régions. Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Grand Est... chacun a dégainé son propre plan visant à convaincre les entreprises, souvent à grand renfort d'aides publiques, de rapatrier leurs usines sur le territoire.

La Bretagne, elle, a opté pour une autre tactique. Dévoilée à l'occasion du Forum économique breton (FEB) qui se tient à Saint-Malo ces 6 et 7 septembre, celle-ci sera – sans doute – plus longue à déployer. Mais elle pourrait avoir des retombées colossales pour le territoire : 5,5 milliards d'euros, dont la moitié environ dans l'industrie, selon les conclusions du cabinet Goodwill Management. Ce qui représenterait 130.000 emplois, soit 6 % de la population active bretonne actuelle.

Une base de données recensant, par spécialité, l'ensemble des sous-traitants et fournisseurs du territoire sera progressivement enrichie.

« Nous ne voulons pas uniquement attirer des sites de production, mais plutôt convaincre les entreprises de localiser en Bretagne une partie de leurs achats. L'effet sur l'écosystème régional sera beaucoup plus important, tant sur le plan industriel, qu'environnemental et social », estime Loïc Hénaff, dirigeant du groupe agroalimentaire qui porte son nom et « Monsieur relocalisations » de la région depuis son élection en 2021 au sein de l'exécutif régional.

Encore faut-il convaincre les industriels. Pour y parvenir, la collectivité a mis en place une « task

force », réunissant les principaux acteurs économiques bretons, de la CCI à la Banque des territoires, en passant par les agences de développement et le Medef. Sa mission : inciter les entreprises à passer au crible leur politique d'achats, même mineure, et à la modifier en faveur de fournisseurs locaux.

Plusieurs groupes ont déjà montré la voie. C'est notamment le cas de la conserverie Chancerelle, qui emploie 800 salariés à Douarnenez, dans le Finistère. Produisant 115 millions de boîtes de conserve par an pour un chiffre d'affaires de 170 millions d'euros en moyenne, l'entreprise 100 % familiale a renforcé ses approvisionnements locaux, tant pour ses machines, que pour ses emballages ou ses matières premières. En particulier, le thon germon, pêché dans le golfe de Gascogne et débarqué en Bretagne, ou encore les sardines, majoritairement issues des ports locaux.

« Concernant les épices et ingrédients, depuis la crise de l'oxyde d'éthylène (ETO), nous nous sommes tournés vers des entreprises bretonnes et françaises afin d'accroître notre maîtrise de la traçabilité et de garantir, davantage encore, les origines des matières. S'ancrer dans un écosystème local est une obligation pour une entreprise », soutient Philippe Cloarec, directeur industriel de Chancerelle.

Autre exemple : le groupe Sill, connu pour sa laiterie de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et ses yaourts Malo. Celui-ci a repris il y a quelques années son fournisseur nordiste de pots en paraffine, alors en difficulté, dont la production a été rapatriée dans la cité corsaire. « Depuis, l'entreprise fournit d'autres industriels, note Loïc Hénaff. Cet exemple est inspirant. Les relocalisations peuvent, en effet, passer par des regroupements de fournisseurs, la création de GIE [groupements d'intérêt économique]... La région appuiera toutes ces initiatives », avance-t-il.

Financement et aide à la décision

Pour convaincre les PME, la collectivité dispose d'une arme de persuasion massive au travers de ses financements. Un indice d'achats locaux, à l'étude, pourrait à l'avenir être pris en compte dans l'octroi des subventions régionales. « On planche sur la



La conserverie Chancerelle, connue pour sa marque de conserve de poissons Connétable, a renforcé ses approvisionnements locaux, en particulier pour le thon germon, pêché dans le golfe de Gascogne et débarqué en Bretagne. Photo Jean-Claude Moschetti/RÉA

question, c'est une piste », admet l'élu. Car en la matière, toutes les entreprises ne sont pas logées à la même enseigne. « Dans notre métier, le choix des fournisseurs est limité, donc acheter local est plus difficile. C'est un travail de long terme », tempère Lionel Scanff, patron de Serma Inox (40 salariés, 4 millions d'euros de chiffre d'affaires), un fabricant de lignes de production, situé à Lam-paul-Guimiliau (Finistère).

Afin d'éviter ces écueils, la région veut donner aux dirigeants des outils d'aide à la décision. Une base de données recensant, spécialement par spécialité, l'ensemble des sous-traitants et fournisseurs du territoire sera progressivement enrichie. Des formations au TCO (pour « total cost of ownership », coût total de détention, en français) vont également être mises en place.

Formalisée par le ministère de la Défense américain, cette méthode

vise à mesurer très finement un coût de production en prenant en compte, non seulement le prix d'achat, mais aussi les problèmes de qualité, l'impact des stocks sur la trésorerie, les délais de transport, etc. « L'intérêt est de savoir si un produit local, même un peu plus cher, ne concourt finalement pas mieux à l'équilibre économique de l'entreprise qu'un autre acheté hors région », détaille Loïc Hénaff.

Pour sensibiliser les dirigeants, la région compte donc mettre l'accent sur la pédagogie et la communication. Notamment grâce au nouveau logo « Relocalisons.bzh », qui accompagnera une série de rendez-vous prévus dans les territoires. Objectif : toucher 100 % des chefs d'entreprise bretons d'ici à deux ans, selon la région. Un défi pour lequel un plan opérationnel détaillé – et chiffré – sera présenté dans les prochaines semaines. ■

Nautix rapatrie sa production de mâts

Le fabricant de peintures marines et de matériel de planche à voile a investi 500.000 euros dans une ligne robotisée. Elle lui permet de rapatrier sa production, jusqu'alors sous-traitée en Asie.

Reprendre sa production de mâts en main. C'est l'objectif de Nautix, le spécialiste des peintures techniques pour le nautisme et des accessoires de planches à voile, installé à Guidel (Morbihan). La PME, qui emploie une trentaine de salariés et réalise 6 millions d'euros de chiffre d'affaires, va réinternaliser la production de ces pièces en matériaux composites, achetées depuis une dizaine d'années en Asie ou en Europe de l'Est.

La raison ? La part de la main-d'œuvre dans ces productions en petites séries, faites à la main, rendait l'équilibre économique de ces fabrications dans l'Hexagone intenable. Mais, ces dernières années, la donne a changé. « Les délais de livraison ont bondi – jusqu'à six mois –, les coûts de transport aussi. En outre, nous étions confrontés à des problèmes de qualité, et la communication était parfois difficile avec les fournisseurs », liste Maxime Delbury, codirigeant de Nautix avec son associé Matthieu Taburet. Autre facteur ayant fait pencher la balance : les progrès – et la baisse des prix – de la robotisation.

La voie du sur-mesure

Moyennant une enveloppe relativement limitée – 500.000 euros environ –, l'entreprise a pu se doter d'un outil capable de produire une dizaine de pièces par jour, cinq fois plus qu'un procédé artisanal. « Il faut bien voir que les Asiatiques n'achètent pas la matière première beaucoup moins cher que nous. L'automatisation, qui ré-

duit par deux ou trois les coûts de main-d'œuvre, permet de compenser le différentiel de concurrence », souligne le dirigeant.

Deux ans de préparation ont été nécessaires pour finaliser la réinternalisation du processus industriel. Ce choix stratégique présente aussi d'autres avantages, selon le patron : il permet de s'affranchir du classique « minimum de commandes », donc de réduire les stocks, et de produire en fonction de la demande du marché.

Surtout, la souplesse de l'outil ouvre la voie à la personnalisation des produits, une tendance forte dans le marché des équipements sportifs. Nautix travaille d'ailleurs au développement d'une nouvelle offre qui, d'ici à deux ans, devrait voir le jour avec le lancement d'un configurateur sur Internet.

L'enveloppe du programme de R&D a dépassé le demi-million d'euros.

Le programme de R&D qui l'a accompagné, dont l'enveloppe a dépassé le demi-million d'euros, a été en partie financé par la région Bretagne. Il a permis à Nautix de collaborer sur des projets innovants avec Fiiish, le spécialiste bretois des leurre de pêche, et des centres de recherche, notamment l'Institut régional des matériaux avancés. « En parallèle, nous avons aussi étudié avec Bretagne Développement Innovation [l'agence régionale de développement économique, NDLR] la possibilité de relocaliser certains de nos achats. Dans notre secteur, surtout dans la peinture, c'est très compliqué. La seule solution serait de recréer des usines en France », déplore le dirigeant. — G.R.

« Les régions sont le bon levier »

Chercheuse associée à l'Institut d'administration des entreprises de Poitiers et spécialiste des enjeux de la réindustrialisation, Anaïs Voy-Gillis estime que la stratégie de la région Bretagne de relocaliser une partie des achats des PME peut porter ses fruits. A condition de modifier le logiciel des responsables achats.

La région Bretagne a décidé d'attaquer la question des relocalisations au travers du prisme des achats. Est-ce une bonne stratégie, selon vous ? Il s'agit en effet d'une approche très originale. C'est la seule région à aborder la question de la réindustrialisation par la demande, qui recouvre à la fois la commande publique, le B to C, mais aussi le B to B. L'objectif est de ramener des volumes à des industriels qui pourront ainsi augmenter leurs capacités de production grâce à de nouveaux sites ou à des extensions. Cette démarche est

ANAÏS VOY-GILLIS
Chercheuse associée à l'IAE de Poitiers

intéressante parce qu'ainsi la Bretagne se dote d'un plan stratégique qui lui est propre, très ancré dans les spécificités de son tissu industriel.

Quelles sont les difficultés qui peuvent se poser ? D'abord, il y a la question des acheteurs. Beaucoup sont encore focalisés sur une seule logique économique, de prix, et qui n'intègre pas d'autres critères. Ils ne réfléchissent pas en écosystème, à l'échelle du territoire, et n'ont pas conscience du système vertueux que l'on peut créer par les achats.

L'autre problème est celui de l'identification des fournisseurs. Les TPE et PME manquent souvent de visibilité, certaines n'ont même pas de site Internet. La difficulté est donc d'identifier des entreprises

qui soient en outre capables de traiter des volumes supplémentaires tout en respectant les spécificités techniques des donneurs d'ordre. Il y a donc un vrai travail d'accompagnement de ces petites entreprises pour qu'elles gagnent en maturité du point de vue des process.

La région est une échelle opportune pour traiter ces questions ? Oui, cela a du sens. Il est impératif d'agir à tous les niveaux. Il faut qu'il y

« Il faut respecter les spécificités industrielles historiques de chaque région pour éviter des concurrences. »

ait une vision européenne de ces questions pour rééquilibrer certains rapports de force, mais aussi que les pays aient une vision claire que de ce qu'ils veulent construire. Les régions sont le bon levier pour créer cette dynamique d'écosystème car elles sont capables de dessiner une feuille de route territoriale.

Mais le risque est qu'elles se positionnent sur les mêmes sujets, l'hydrogène par exemple. Il faut respecter les spécificités industrielles historiques de chacune pour éviter des concurrences. Et donc, définir des priorités, indépendamment des grandes orientations du temps. Prendons l'exemple du vélo : il y a un vrai besoin de concertation à l'échelle nationale pour aller au-delà des simples usines d'assemblage de pièces fabriquées en Asie. Cela implique de massifier les productions. Des instances comme l'association Régions de France peuvent permettre de coordonner les initiatives. — Propos recueillis par G.R.

Moustache lance un vélo électrique entièrement made in France

GRAND EST

Pour assembler son nouveau modèle « un jour nouveau », mis sur le marché ce mercredi, la marque des Vosges a reconstitué une chaîne de production de proximité.

Pascale Braun
— Correspondante à Metz

Lancé en solitaire dans la course au vélo électrique voici dix ans, Moustache entend bien conserver sa longueur d'avance. Désormais leader français dans le segment du haut de gamme, le fabricant des Vosges présente un nouveau modèle dénommé « J » (pour « un jour nouveau ») entièrement made in France. L'exploit est de taille, car l'Hexagone ne comptait plus de fabricant de cadre depuis une quarantaine d'années. « Il nous a fallu trois ans de travail pour concrétiser l'idée, apparue durant le confinement, de faire fabriquer dans un rayon de 1.000 kilomètres des pièces jusqu'alors importées de Taïwan. Le pari nous a permis d'innover davantage et de recréer une filière », indique Emmanuel Antonot, cofondateur de Moustache avec Greg Sand. Le nouveau modèle a été produit au même coût que les précédents, mais au prix d'un investissement humain trois fois supérieur.

A Vitrolles (Bouches-du-Rhône), Fonderies du Midi a adapté son outil de production, d'ordinaire tourné vers l'aéronautique et le fer-



le nouveau modèle « J » a décroché, fin juin, un Gold Award dès ses premiers tours de roue au Salon Eurobike de Francfort. Photo Moustache

rovatoire, pour fournir à la PME vosgienne des cadres, carénages et éléments de structure sans soudure trois fois plus résistants que les normes en vigueur. A Poligny (Jura), l'usine Elcam a réalisé le bras arrière et le carter de protection du moteur. L'alsacien Colibrû a proposé un système de peinture électrostatique nécessitant cinq fois moins d'eau qu'un revêtement classique. Partenaire historique de Moustache, l'électromécanicien Bosch a dissimulé le système de guidage, de vitesse, d'alimentation, d'antivol et

de tracking à l'intérieur du carénage. A l'arrivée, le nouveau modèle a décroché, fin juin, un Gold Award dès ses premiers tours de roue au Salon Eurobike de Francfort.

Indicateurs au vert

Cet été, les 140 salariés de l'usine de Thaon-les-Vosges ont constitué un stock-tampon de 500 modèles déclinés en trois coloris et proposé à la vente, à compter de ce mercredi, à un prix compris entre 5.200 et 6.800 euros. « Les indicateurs sont au vert, même si le marché n'est pas

épargné par le ralentissement économique », estime Greg Sand.

Moustache, qui a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 130 millions d'euros, en croissance de 30 % par rapport à l'année précédente, a assis une réputation de qualité auprès d'un réseau de 600 revenus. L'export en Allemagne, en Autriche et en Suisse, qui représente déjà près de la moitié des quelque 7.000 vélos vendus chaque année, est appelé à croître. Très présent sur les Salons et festivals de vélo outdoor, Moustache achève un

investissement de 4 millions d'euros pour agrandir son site de 10.000 m². Les 3.200 m² supplémentaires seront affectés à la R&D, aux essais, à l'événementiel et à la formation.

130

MILLIONS D'EUREOS

Le chiffre d'affaire réalisé par Moustache en 2022.

Solaire : Imeon Energy entend lever 8 millions d'euros sur Euronext

BRETAGNE

La PME de Brest, à l'origine d'une technologie innovante permettant d'améliorer le rendement des installations solaires, va faire son entrée sur Euronext Growth.

Guillaume Roussange
— Correspondant à Rennes

Imeon Energy veut faire rayonner ses technologies innovantes dédiées à la production d'électricité photovoltaïque. Crée il y a tout juste dix ans à Brest, la PME a

annoncé ce mardi sa prochaine introduction sur le marché Euronext Growth, où elle ambitionne de lever 8 millions d'euros. Avec cette opération, qui devrait être effective d'ici à deux mois, l'entreprise veut imposer sa technologie intelligente sur le marché de l'habitat résidentiel, mais aussi de l'immobilier commercial et industriel. Imon Energy a en effet développé des onduleurs – des dispositifs permettant de transformer une source continue en courant alternatif – « hybrides ».

C'est-à-dire qu'ils permettent à la fois la production d'énergie et son stockage grâce à des batteries au lithium. L'ensemble est géré par un système informatique embarqué, basé sur l'IA, capable d'analyser en

temps réel les besoins, présents et futurs. Résultat : un rendement augmenté de « 30 % par rapport à un dispositif traditionnel » et une durée de vie des batteries « multipliée par deux », selon Christophe Goasguen, fondateur de l'entreprise. « Avec ces rendements, nos produits permettent de diminuer le prix du kWh et, donc, de le rendre compétitif avec celui du réseau », estime le dirigeant.

Au total, « plusieurs millions d'euros » ont été injectés dans la mise au point de cette technologie brevetée. Cette introduction en Bourse doit lui permettre de compléter son portefeuille produits, aujourd'hui jugée trop réduit. Un nouveau modèle de 5 à 6 kW, très demandé sur le marché, complétera la

gamme des 3 et 9 kW actuellement disponibles. De nouveaux produits, plus spécifiquement dédiés à l'industrie, seront aussi développés.

Renforcement à l'international

Avec cette offre étoffée, Imon Energy veut prendre son envol à l'international. Notamment en Suisse et en Allemagne, mais également aux Etats-Unis, où le marché est « porteur et la concurrence finalement peu intense », note Christophe Goasguen, qui détient 68 % du capital de l'entreprise aux côtés de trois fonds. « Cette introduction en Bourse va offrir une formidable visibilité à l'entreprise à l'étranger. D'autant qu'elle est déjà rentable et que ses perspectives de développement sont

très importantes », souligne Louis Thannberger, le banquier d'affaires spécialiste des introductions boursières, qui accompagne la PME.

Imeon Energy, qui emploie 17 salariés, affiche un chiffre d'affaires de 4 millions d'euros en 2023, sa rentabilité avoisinant 640.000 euros. Le marché porteur, conjugué au lancement des innovations, doit lui permettre selon les prévisions de porter son volume d'affaires à 18 millions d'euros d'ici à trois ans. Et de dégager un bénéfice de près de 3 millions d'euros. De quoi lui permettre d'investir, notamment dans le rapatriement des productions pour le résidentiel, actuellement assemblées en Chine. Elles rejoindraient ainsi celles pour l'industrie, déjà réalisées à Brest. ■

Construction : Livio élargit son terrain de jeu

GRAND EST

Le groupe familial des Vosges vient de reprendre trois PME du bâtiment.

Cet été, trois nouvelles sociétés sont tombées presque simultanément dans l'escarcelle du groupe vosgien Livio. Le groupe familial de construction regroupe désormais 15 sociétés totalisant près de 400 salariés pour 80 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023. Spécialiste du revêtement du béton en résine, MTS vient renforcer l'ancrage rhônalpin de Livio, qui détient une agence dans l'Ain. « Nous cherchions depuis deux ans à nous renforcer en Rhône-Alpes, où nous peinons à répondre à la demande. Le départ en retraite du dirigeant de MTS, qui emploie dix personnes, nous en a donné l'occasion », précise Frédéric Peduzzi, cogérant de Livio avec son associée Anne-Claire Goulon.

A Richwiller (Haut-Rhin), Livio a repris, après liquidation, les 10 salariés d'Atsa Antico, spécialiste de l'anticorrosion des pièces et ouvrages métalliques. L'acquisition permettra à l'entreprise d'effectuer des rénovations mixtes béton-métal et de se positionner en sous-traitance de chantiers nucléaires.

« Métiers d'avenir »

Un même objectif de synergie sous-tend le rachat de Codepa, désamianteur situé à Arches, à 10 kilomètres du siège social de Livio à Fresse-sur-Moselle. L'entreprise, qui emploie 30 salariés pour 5 millions d'euros de chiffre d'affaires, représente une diversification stratégique. « Les marchés du désamiantage et de la dépollution sont des métiers d'avenir, tant dans le cadre de la réhabilitation que lors de la déconstruction de bâtiments », estime Frédéric Peduzzi.

Fondée en 2016, la marque ombrelle Livio regroupe l'activité historique de gros œuvre, le génie civil, la démolition, la charpente-couverture ou encore, le chauffage et la climatisation. Le groupe réalise la quasi-totalité de son activité dans l'est de la France, sur une multitude de petits chantiers mais aussi sur de gros projets tels la nouvelle unité de Norske Skog dans les Vosges ou la méga-usine de GlobalFoundries et STMicroelectronics dans l'Ain. Il arrive néanmoins au groupe vosgien de sortir de ses bases, à l'occasion de travaux sur la base d'Ariane 6 à Kourou ou de chantiers à Futuna.

— P.Br. (à Metz)

Caeli Energie veut déployer ses rafraîchisseurs bas carbone

INNOVATEURS

Florian Espalieu
— Correspondant à Grenoble

A l'heure des canicules à répétition, est-il possible de rafraîchir l'air intérieur sans polluer ? Pour relever ce défi, Caeli Energie a annoncé, ce mardi, avoir conclu cet été une nouvelle levée de fonds de 10 millions d'euros, en augmentation de capital et en dettes sans en préciser la répartition. Issue du CNRS en 2020, la jeune société grenobloise, qui développe des rafraîchisseurs et non des climatiseurs, va pouvoir augmenter sa capacité de production, recruter

et se déployer commercialement. En quoi ces deux systèmes diffèrent-ils ? Les climatiseurs créent du froid en utilisant des cycles de compression et décompression de fluides frigorigènes, des gaz à effet de serre au pouvoir réchauffant bien supérieur au dioxyde de carbone qui doivent être interdits en Europe à moyen terme. En outre, avec le même principe qu'un réfrigérateur, les systèmes de climatisation chauffent l'extérieur pour refroidir l'intérieur, accentuant l'effet d'îlot de chaleur en ville.

Prix compétitif

Ce n'est pas le cas des rafraîchisseurs de Caeli Energie, dont la sémantique traduit un principe

physique différent. « En sortant de la piscine ou en transpirant, l'eau qui s'évapore rafraîchit la peau », illustre Rémi Pérony, président de l'entreprise : « Nos systèmes viennent doper ce processus naturel pour une solution performante de confort. » Mais leur mise en œuvre est plus complexe qu'une simple évaporation : le procédé dit adiabatique est utilisé de manière indirecte pour ne pas humidifier l'air et augmenter la température ressentie. Dans ce cas, la température correspond à ce que l'on appelle le « point de rosée », donc est plus basse que celle de l'air ambiant. « Nous ne sommes pas les premiers là-dessus, mais nous sommes les seuls à avoir une telle compétence », fait valoir le dirigeant. Destinés au sec-

teur résidentiel, les produits de Caeli ne visent toutefois pas le marché de la rénovation. « Mais nous vendons à des revendeurs qui peuvent installer nos machines chez des particuliers », nuance-t-il. Les fonds levés vont permettre de réduire le temps et le coût de production grâce à l'automatisation d'une ligne pilote : Caeli peut aujourd'hui produire quelques dizaines d'unités par mois, avec une activité saisonnière. « Nous souhaiterions sortir 500 à 1.000 machines l'an prochain. » Une quinzaine de recrutements sont prévus dans les 18 prochains mois pour compléter l'équipe actuelle de 19 personnes. Le chiffre d'affaires devrait décupler à un million l'an prochain, la rentabilité étant attendue pour 2026. ■

Il a dit



« Nous consommons 5 fois moins d'électricité : 30 watts, l'équivalent d'une box internet. »

RÉMI PÉRONY
Président de Caeli Energie
Photo Franck Ardito

La hausse des taux d'intérêt pénalise le monde agricole

- La hausse des taux d'intérêt rend le secteur encore plus compliqué pour l'insertion des jeunes agriculteurs.
- Alors qu'ils sont désormais près des deux tiers à s'installer hors cadre familial.

CRÉDIT

Juliette Roussel

« Si je n'avais pas mes parents déjà dans le milieu, je n'y serais pas allé. Pour les jeunes, ce n'est pas évident... C'est trop compliqué, surtout maintenant, vu le coût des crédits », explique Thomas Molenaar. Un an après son BTS, celui-ci s'apprête à contracter un prêt d'environ 250.000 euros pour racheter la ferme laitière de ses parents, située en Bretagne. Bâtiement, matériel, bétail : il va tout racheter, pour reprendre l'exploitation après le départ à la retraite de son père l'année prochaine.

Au vu de la production de la ferme (700.000 litres de lait par an), Thomas Molenaar devrait payer environ 500.000 euros pour la reprendre, en plus de la location des terres de céréales annexes. Mais ses parents lui proposent un prix de reprise équivalent « à la moitié de la vraie valeur de la ferme... C'est pour ça que j'ai moins la pression que d'autres jeunes qui cherchent à s'installer », précise le jeune homme de vingt et un ans.

Thomas Molenaar est chanceux, mais à l'échelle de la France, la tendance s'inverse : les deux tiers des agriculteurs souhaitant s'installer ne viennent pas du milieu agricole. On les appelle les NIMA : les personnes Non Issues du Milieu Agricole. Eux doivent partir de zéro, acheter matériel et foncier, souvent grâce à des crédits avec des taux désormais assez élevés. Par exemple, pour financer une moissonneuse-batteuse à 200.000 euros, avec un apport de 10.000 euros, le simulateur de la Caisse de Champagne Bourgogne du Crédit Agricole propose un crédit moyen terme de 5 ans avec un taux de 4,75 % : cela représente un coût de 27.183 euros.

Investir de nouveaux capitaux

Selon Thierry Pouch, économiste des Chambres d'agriculture, le secteur reste prometteur malgré ce nouveau contexte financier : des enjeux démographiques importants sont à venir et la souveraineté alimentaire à repenser. Le milieu semble avoir besoin de ces nouveaux acteurs. « Si en 1970, il y avait

un million d'agriculteurs, aujourd'hui il y en a moins de 400.000 en France métropolitaine », précise Thierry Pouch. Pour lui, il faut donc « ouvrir le capital de l'exploitation à des individus extérieurs, qui ont plus de capitaux et qui savent les utiliser », issus « des grandes écoles » et avec des stages.

C'est le cas de Philippe Wurtz, étudiant en quatrième année d'école d'ingénieur à UniLa Salle. Ne venant pas du milieu agricole, il loue depuis 2022 un hectare pour y faire de la vigne et livre sa récolte à une coopérative. Aujourd'hui, il souhaite contracter un prêt pour son matériel, de 15.000 à 20.000 euros. « J'ignore si, à la sortie de l'école l'année prochaine, je vais contracter un prêt plus élevé et racheter une ferme à côté de mon hectare, ou travailler en tant qu'ingénieur agronome en tant que double actif, en attendant de trouver une exploitation », s'interroge-t-il.

Des initiatives pour aider

« Ce qui est compliqué, quand on se lance, ce sont les apports nécessaires pour contracter un prêt. On conseille donc aux jeunes de solliciter la Dotation Jeunes Agriculteurs, une aide attribuée par l'Etat et qui peut atteindre 50.000 euros », précise Jérémie Giroud, vice-président du syndicat Jeunes Agriculteurs. Pour les fonds propres et apports personnels, France Initiatives, une association au financement public et privé, propose également des prêts sur l'honneur à taux 0, pour tous les entrepreneurs, dont les agriculteurs, avec l'aide de la Chambre d'Agriculture. L'année dernière, celle-ci a attribué des fonds allant en moyenne jusqu'à 15.000 euros, à 600 entreprises agricoles.

D'autres initiatives existent. Crédit Agricole, qui détient 75 à 80 % de parts de marché sur le segment, a ainsi passé des conventions avec des Safer (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). « Nos Caisses identifient un projet avec un jeune, afin que, pendant une période de cinq ans, celui-ci ne paie rien sur le foncier. Il est porté par la Safer grâce à notre financement », explique Jean-Christophe Roubin, directeur de l'agriculture chez Crédit Agricole SA. Au bout du terme, le jeune peut racheter le foncier ou demander une deuxième période de cinq ans. ■



Même aidés par leur région, les chambres d'agriculture ou certaines banques, les jeunes agriculteurs doivent contracter des prêts très importants pour pouvoir s'installer. Photo iStock

Le leasing de matériel, un marché en progression

Face au crédit, d'autres solutions existent pour financer du matériel agricole, notamment le leasing. En France, celui-ci n'est pas populaire auprès de tous.

Un prix de 200.000 euros pour une moissonneuse, 250.000 euros pour un enjambeur... Le coût du matériel agricole est vertigineux, surtout pour un jeune agriculteur qui se lance dans la profession. Et à l'heure de la diversification des cultures pour faire face au changement climatique, il risque encore de s'alourdir. Certaines banques, comme Crédit Agricole ou Crédit Mutuel, proposent donc une alternative au crédit : le leasing. Au lieu d'acheter une moissonneuse, par exemple, l'agriculteur en est locataire pendant une certaine période et à celle des intrants (fuel, engrangements, semence), « encourage le développement de solutions locatives, utilisées surtout par les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les concessionnaires ». Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) comptabilisait au moins 17 % du matériel agricole français acquis en leasing (ou crédit-bail) en 2020, contre 13 % en 2013.

Certains fournisseurs de matériel proposent aussi cette solution. Par exemple, John Deere Financial règle en totalité la facture du matériel chez un concessionnaire, puis l'agriculteur lui verse un loyer hors taxe pendant deux à sept ans. A la

fin, celui-ci doit finaliser l'achat et payer une valeur résiduelle, dont le montant a été fixé en amont.

Pour Olivier Daeschner, responsable de relations grands partenaires Europe chez Leasing and Factory, une filiale du Crédit Agricole, le leasing peut être utilisé par « les personnes qui n'ont pas la solvabilité convenable pour emprunter ».

Selon lui, la hausse des taux d'intérêt, couplée à la hausse des prix du matériel depuis deux ans, et à celle des intrants (fuel, engrangements, semence), « encourage le développement de solutions locatives, utilisées surtout par les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les concessionnaires ». Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) comptabilisait au moins 17 % du matériel agricole français acquis en leasing (ou crédit-bail) en 2020, contre 13 % en 2013.

Modification des comportements

Cette progression marque, pour l'expert, « une modification des comportements tendant davantage vers l'usage que la propriété. L'agriculteur loue un matériel ou un service pendant le temps nécessaire à une pratique, et consacre le reste de

son temps à sa spécificité agricole ».

Jean-Christophe Roubin, directeur de l'agriculture chez Crédit Agricole SA, nuance : « Souvent on dit qu'il y a un shift dans l'agriculture, et que l'on va de la propriété vers l'usage. C'est vrai dans certains pays mais en France, c'est encore minoritaire. Majoritairement, les gens veulent être propriétaires », explique-t-il. Selon lui, la hausse des taux vient même contrarier le développement du leasing en le renforçant. Au final, cette solution serait réservée aux agriculteurs avec des gros besoins matériels, comme les céréaliers.

« Aujourd'hui, ce sont surtout des agrimagers qui en font : un exploitant qui veut faire de la rotation de gros matériels très rapidement avec une grosse surface d'exploitation, et qui a besoin d'alterner différents matériels de pointe très vite », souligne Jean-Christophe Roubin, prenant en exemple la location de voiture.

Location de foncier

Le même système peut être proposé pour la location de foncier. La start-up La Fève, cofondée par des ingénieurs agronomes dans le Sud-Ouest en 2020, a ainsi créé une foncière qui achète des fermes et des terrains grâce à des investissements de particuliers ou d'institutionnels, comme BPI France.

Les fermes et terres sont louées avec des baux de 25 ans et une option d'achat disponible à tout moment, pour peu que les agriculteurs détiennent 2,5 % de la structure totale. En trois ans, la Fève a financé 16 fermes et collecté 9 millions d'euros. « Aujourd'hui, la plupart des agriculteurs s'installent hors cadre familial donc accéder au foncier c'est compliqué parce que ça coûte cher », explique Vincent Kraus, l'un des cofondateurs. — J.R.

« En France, majoritairement, les gens veulent être propriétaires [de leur matériel]. »

JEAN-CHRISTOPHE ROUBIN
Directeur de l'agriculture chez Crédit Agricole SA

CVC accélère la consolidation du private equity

PRIVATE EQUITY

La firme de capital-investissement prend le contrôle du gérant d'infrastructures néerlandais DIF pour 1 milliard d'euros.

Anne Drif

La Bourse en ligne de mire, CVC poursuit sa course à la taille. Le poids lourd européen du capital-investissement prend le contrôle du gérant en infrastructures néerlandais

dais DIF. La firme en acquerra le solde dans les prochaines années, a-t-elle précisé dans un communiqué. L'opération, réglée pour l'essentiel en titres selon des connaissances du dossier, représente un montant de 1 milliard d'euros, selon des sources qui confirment l'information du « Financial Times ». Cette nouvelle acquisition est la seconde après celle de Glendower Capital en 2021.

DIF Capital Partners gère 16 milliards d'euros d'actifs. Le fonds est notamment actionnaire de la Saur, le numéro trois français de l'eau, depuis cet été. Avec cette acquisition, CVC franchit la barre des

177 milliards d'euros d'actifs et accélère sa diversification, dans la lignée de ses grands concurrents anglo-saxons cotés Blackstone et KKR.

Une nouvelle opération de croissance avant l'introduction en Bourse.

CVC investit en LBO (acquisitions par la dette) dans l'écosystème du sport (droits de la Ligue de football professionnel en France, de la Liga espagnole ou, encore, du tournoi

des Six Nations) et les sociétés industrielles et de services (Panzani, Neptune Energy...).

La firme s'est aussi développée dans le crédit, où elle gère quelque 38 milliards d'euros, et les fonds dits « de long terme ». Avec Glendower, elle a également mis un pied dans les rachats secondaires de parts de fonds. Mais il lui manquait l'infrastructure. « L'expansion dans l'infrastructure est une étape logique pour nous étant donné les tendances de croissance séculaire à long terme du secteur et sa proximité avec nos stratégies existantes », a commenté Rolly van Rappard, le président et cofondateur de CVC, qui souligne

les performances des gérants de DIF. L'approche de CVC est intervenue alors que la société d'investissement néerlandaise s'interrogeait sur sa transition managériale et sa place dans un marché du private equity en pleine consolidation. « Il n'y a pas d'alternative aujourd'hui. Soit vous êtes acquéreur, soit une cible, estime un acteur. Et s'adosser est un accélérateur pour lever des fonds. Les investisseurs institutionnels sont de plus en plus sélectifs et la prime va à la taille. »

Cette nouvelle expansion intervient alors que CVC a la sérieuse ambition de se coter en Bourse après avoir bouclé le plus gros

fonds de l'histoire du LBO, à 26 milliards d'euros. Justement à Amsterdam. L'an dernier, il a fait entrer à hauteur de 8 % l'investisseur américain Blue Owl à son capital, se valorisant ainsi autour de 15 milliards d'euros. Il était alors déjà question pour la firme de s'introduire à terme en Bourse et CVC a mandaté Goldman Sachs et Morgan Stanley à cet effet, selon des sources. « Si les conditions de marché sont réunies, cette option sera sur la table, juge aujourd'hui un connaisseur de la firme. C'est un bon levier pour soutenir le financement de nouveaux fonds et accélérer la consolidation. » ■

Une Allemande favorite pour le gendarme bancaire européen

BANQUE CENTRALE

Claudia Buch, vice-présidente de la Bundesbank, semble avoir pris un avantage sur la numéro deux de la Banque d'Espagne.

Karl De Meyer
— Bureau de Bruxelles

Dans la dernière ligne droite de la course à la présidence du gendarme bancaire européen, l'Allemande Claudia Buch semble avoir pris une longueur d'avance sur sa rivale espagnole Margarita Delgado.

Alors que l'Italien Andrea Enria arrive à la fin de l'année au terme de son mandat de cinq ans – non renouvelable – à la tête du Conseil de surveillance prudentielle de la Banque centrale européenne (BCE), le Conseil des gouverneurs pourrait trancher dès sa réunion du 14 septembre.

Claudia Buch, 57 ans, aujourd'hui vice-présidente de la Bundesbank, bénéficiaire du fort soutien du gouvernement Scholz. L'Allemagne a perdu en début d'année la présidence du Conseil de résolution unique de l'Union européenne (UE), un organe important chargé de la « résolution ordonnée des banques défaillantes », de manière qu'il y aille moins de casse possible. C'est le Français Dominique Laboureix qui en a pris la tête en remplacement de l'Allemande Elke König.

Eurodéputés impressionnés
« Cela dit, si vous comparez les parcours des deux candidates, c'est Margarita Delgado l'experte en supervision bancaire, alors que Claudia Buch a un cursus plus académique », note une source diplomatique. De fait, Margarita Delgado, 60 ans, est entrée à la Banque d'Espagne dès 1989 pour y faire des contrôles sur site. Elle a gravi les échelons un à un jusqu'à être nommée sous-gouverneure en septembre 2018. Elle est déjà membre du comité de pilotage



Claudia Buch, brillante économiste, bénéficie du soutien du gouvernement Scholz. Photo Eric Tschaen/RÉA

du Conseil de surveillance prudentielle. En juillet dernier, la diplômée de la prestigieuse université Complutense de Madrid a fait forte impression lors de son audition par des membres de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen (à huis clos). Son expertise technique y était apparue supérieure à celle de la candidate allemande.

Présence espagnole

D'autres facteurs jouent toutefois contre elle, par exemple la présence de son compatriote Luis de Guindos au directoire de la BCE, dont il est même le vice-président.

Par ailleurs, Nadia Calvino, actuelle ministre des Finances espagnole, convoite de son côté la présidence de la Banque européenne d'investissement (BEI) et fait même la course en pole position. Il serait

inhabituel (mais pas impossible) que deux compatriotes décrochent un poste européen d'importance dans le même mois. Les ministres des Finances pourraient attribuer cet autre poste prestigieux aussi mi-septembre.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE pourrait trancher la semaine prochaine, avant une validation par le Parlement européen.

Claudia Buch, brillante économiste diplômée de l'université de Bonn, a fait partie du Comité des Sages qui conseille le gouvernement

allemand sur sa politique économique.

En 2013, son nom a circulé pour un poste au directoire de la BCE, qui est finalement revenu à sa compatriote Sabine Lautenschläger. Claudia Buch a ensuite remplacé cette dernière comme vice-présidente de la Bundesbank. En mars de cette année, elle a rejoint le Conseil de surveillance prudentielle.

Une fois que le Conseil des gouverneurs de la BCE aura fait son choix, la personne retenue sera auditionnée par la Commission des affaires économiques du Parlement, peut-être dès le 20 septembre, et cette fois de manière publique.

Un vote en plénière des eurodéputés devra valider la nomination, peut-être début octobre, pour une officialisation par le Conseil de l'UE qui pourrait intervenir, au plus tôt, à la mi-octobre. ■

Le plus grand trader et contribuable anglais accuse des gérants de discrimination anti-russe

TRADING

Alex Gerk, le fondateur de la firme de trading XTX Markets et premier contribuable britannique, ne décolère pas contre deux sociétés de gestion de la City.

Nessim Aït-Kacimi

Après le début de la guerre en Ukraine, il ne faisait pas bon avoir un patronyme russe dans la City de Londres, principale place financière mondiale avec New York. Certains fonds et gérants ont-ils fait du zèle antirusse au-delà du cadre légal des sanctions ? La firme de trading XTX Markets et son fondateur Alex Gerk en sont convaincus.

XTX attaque ainsi en justice deux sociétés de gestion, Aviva Investors et L&G Investment Management, appartenant aux groupes Aviva et Legal & General, pour discrimination selon le « Financial Times ».

La société de trading estime que les gérants d'actifs ont refusé qu'elle investisse ses liquidités dans leurs

fonds monétaires uniquement du fait de la nationalité du fondateur de XTX Markets. Les deux sociétés de gestion qui avaient coupé les ponts avec la firme de trading contestent toute discrimination.

Oligarques sous le coup des sanctions

Alex Gerk avait en 2022 la double nationalité russe et britannique (il a renoncé à la première depuis). Il n'était pas sur la liste des personnalités russes et autres oligarques sous le coup des sanctions, ni sa société, enregistrée au Royaume-Uni où il résidait depuis 2006.

Il avait, d'ailleurs, ouvertement critiqué l'invasion menée par la Russie et aidé financièrement des Organisations non gouvernementales (ONG) en Ukraine.

Le trader et sa firme XTX Markets ont connu une ascension météorique à la City. Multimilliardaire, il a été le plus gros contribuable anglais en 2022. Il a payé 487,4 millions de livres sterling (570 millions d'euros) en impôts et taxes diverses après le classement annuel du « Sunday Times ». Il a aussi multiplié les dons à des organisations de charité et à la recherche (mathématiques...) dans son pays d'adoption. ■

Postbank épingle après des bugs informatiques

BANQUE

Des centaines de plaintes ont été déposées contre Postbank et sa maison mère Deutsche Bank après la fusion de leur système informatique.

Nathalie Steiwer
— Correspondante à Berlin

Des comptes bancaires bloqués, des successions en suspens... Le transfert de Postbank vers le système informatique de Deutsche Bank, sa maison mère depuis quinze ans, crée des bugs à répétition. Constatant depuis le début de l'année « des perturbations considérables dans le traitement des opérations clients de Postbank », l'autorité allemande de surveillance financière, la BaFin, a rappelé lundi Postbank à l'ordre. Elle l'a sommée de résoudre ses problèmes de clientèle « le plus rapidement possible », faute de quoi elle prendra « les mesures de surveillance qui s'imposent ».

L'autorité financière répond rarement de manière collective à des plaintes de clients bancaires. Elle a considéré cette fois que leur « nombre inhabituellement élevé » justifie son intervention dans l'urgence. La BaFin n'a été saisie que le 23 août par l'association des consommateurs de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la plus grande région allemande, pour débloquer la situation au plus vite. Si plusieurs services sont concernés, les cas les plus sensibles concernent les clients dont les comptes ont été saisis suite à des impayés.

En Allemagne, la protection contre la saisie garantit que les débiteurs disposent d'au moins 1.410 euros par mois sur leur

compte. Or ce solde bancaire insaisissable (BSI) s'est retrouvé inaccessible pour certains clients. « Il est inacceptable que Postbank ne semble pas organiser correctement les procédures nécessaires au respect des dispositions légales en matière de protection contre les saisies », a commenté Wolfgang Schuldzinski, directeur de l'association de consommateurs régionale.

Spirale de l'endettement

Or entre les bugs informatiques à répétition et des services clients débordés, des centaines de titulaires de compte n'ont pu accéder à ce solde minimum pour payer leur facture d'électricité ou de téléphone ou même acheter des médicaments ou des produits alimentaires, souligne l'association. « Les personnes concernées s'enfoncent dans la spirale de l'endettement », explique-t-elle.

Au début de l'été, Deutsche Bank se félicitait d'avoir terminé le transfert informatique des clients de Postbank « plus tôt que prévu initialement ». Environ 19 millions de contrats de produits de quelque 12 millions de clients de Postbank auraient été transférés sur la plateforme informatique de Deutsche Bank. Considéré comme l'un des projets de migration informatique les plus complexes du secteur bancaire européen, l'opération « Unity » devait permettre au groupe d'économiser 300 millions d'euros par an à partir de 2025. Pour l'heure, des centaines de plaintes devraient être dirigées vers la justice, l'intervention de la BaFin ne permettant pas de régler les cas individuels. ■

300

MILLIONS D'EUROS

seront économisés par grâce au transfert informatique des clients de Postbank vers Deutsche Bank.

**FORUM
SANTÉ
2025**

14 SEPT 2023
9h - 17h PARIS
#sante2025

L'événement dédié aux professionnels de la santé.

En partenariat avec:

abbvie **INTUITIVE** **MNH** **moderna**

SERVIER moved by you

En association avec:

HEC PARIS ALUMNI Hub Santé

Organisé par:

Les Echos Le Parisien ÉVÉNEMENTS

Le cadre de travail de Goldman Sachs au cœur d'un litige

BANQUE

Un ancien cadre dirigeant de la banque d'affaires à Londres assigne son ancien employeur pour avoir travaillé dans un environnement « dysfonctionnel ».

Edouard Lederer

Réputée pour son austérité, la culture d'entreprise de Goldman Sachs va se trouver ces prochains mois sous les projecteurs. La raison ? Un litige qui oppose, à Londres, la puissante banque d'affaires à l'un de ses anciens cadres, qui dénonce la dureté de l'environnement de travail.

Ian Dodd, l'ancien responsable mondial du recrutement chez Goldman Sachs International, poursuit l'institution en affirmant avoir connu des problèmes de santé mentale notamment en raison « des heures excessives » passées au travail, selon des documents consultés par le « Financial Times », qui a rapporté l'affaire vendredi. L'homme évoque un environnement « dysfonctionnel » marqué par de « fortes émotions, souvent des larmes ».

Des « affirmations sans fondement »

La justice britannique a prévu une audition en décembre, qui devrait indiquer un calendrier pour un procès à venir. Ian Dodd a commencé à travailler au bureau londonien de Goldman en novembre 2018, mais il s'est senti mal dès 2019 et a quitté son poste en 2021.

Interrogée par le « FT », la banque estime « que ces affirmations sont absolument sans fondement ». Dans un document de défense fourni à la Haute Cour de Londres, l'établissement se défend pied à pied. « Comme dans de nombreux lieux de travail, il est

arrivé que des collègues soient contrariés pour diverses raisons (parfois sans rapport avec le travail et parfois en rapport avec le travail), mais il est nié que de tels cas étaient fréquents ou habituels », peut-on lire dans le mémoire présentant les arguments de défense de Goldman. Le géant de Wall Street réfute qu'il existait une « culture de la division » ou des « luttes intestines » autour du plaignant.

Le patron, David Solomon, critiqué

Si l'enjeu financier n'est pas très important – le journal parle d'un procès à un million de livres – l'image de Goldman est en revanche, une fois de plus, engagée. Ce litige intervient dans un moment délicat pour le groupe bancaire : ce dernier, longtemps intouchable et concentré sur la banque d'investissement, a tenté sans succès jusqu'ici de percer dans la banque de détail.

Si l'enjeu financier n'est pas très important – le journal parle d'un procès à 1 million de livres – l'image de Goldman Sachs est en revanche, une fois de plus, engagée.

Dans ce contexte, son patron, David Solomon, fait face à un vent de critiques. Il y a cinq ans, son arrivée aux commandes de Goldman Sachs avait pourtant été perçue comme un gage d'ouverture de la part de la prestigieuse banque d'affaires, alors critiquée pour son opacité. L'homme fait à présent l'objet de critiques internes et d'une image écornée dans les médias. Des points que le conseil d'administration devrait aborder ce mois-ci. ■

CRYPTOMONNAIES

Après une année 2022 calamiteuse, les prix accusent une baisse de 50 % depuis le 1^{er} janvier dernier.

Nessim Aït-Kacimi

Un adage boursier dit que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Les buildings et gratte-ciel du métavers non plus. L'immobilier virtuel, né dans le monde des cryptos et des NFT (jetons non fongibles), connaît depuis dix-huit mois un krach retentissant. Ce marché ressemble désormais à une ville fantôme.

Exprimés en éthers (une des principales cryptomonnaies), les prix des parcelles et terrains du métavers ont encore perdu près des deux tiers de leur valeur en 2023 sur les principales plateformes Decentraland et Sandbox. Etant donné que l'ether a gagné près de 37% cette année, la chute de l'immobilier exprimée cette fois en devises comme le dollar ou l'euro, est moins forte mais elle atteint tout de même 50%.

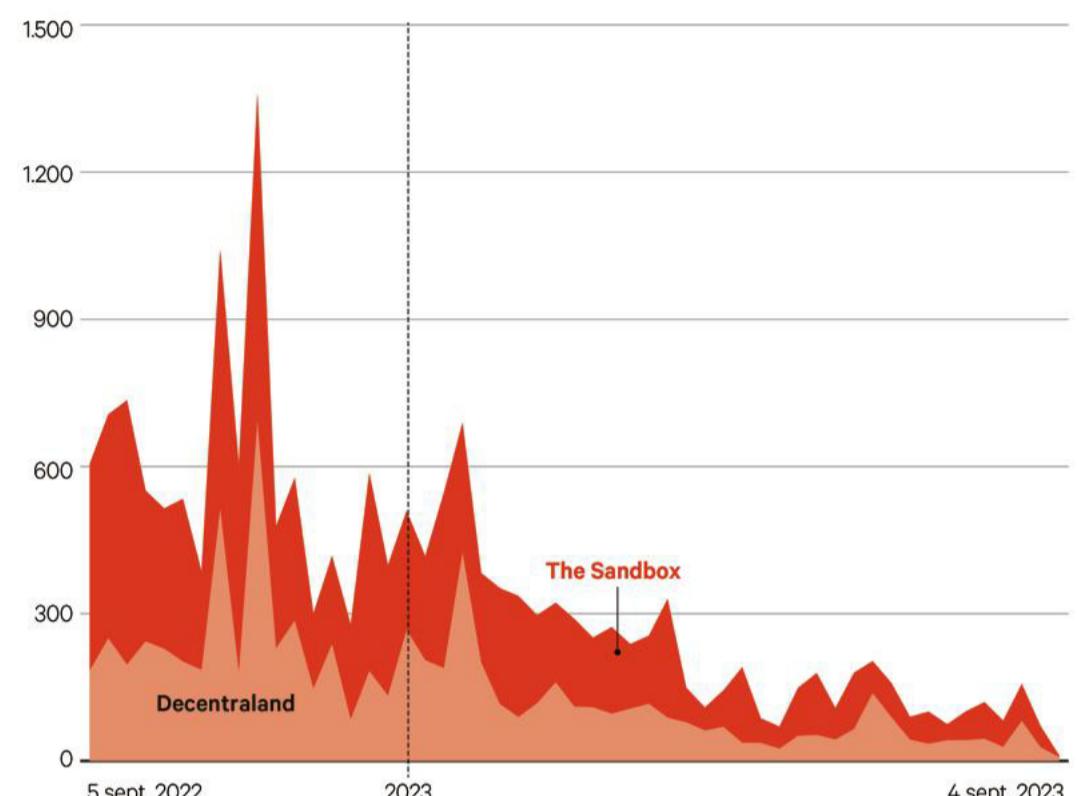
Les achats et ventes d'immobilier peuvent aussi se faire dans les deux monnaies de ces mondes virtuels, SAND pour Sandbox et MANA pour Decentraland. Mais leurs cours ont chuté respectivement de 21% et 2%, un reflet de la morosité de l'immobilier virtuel, qui ne fait guère figure de placement refuge. Sur Decentraland, le prix au mètre carré de l'immobilier virtuel, divisé par 2,5 en 2023, est aujourd'hui de 2,5 euros d'après WeMeta contre 9.944 euros à Paris pour les logements « réels ». Les volumes de transactions (~87% en 2023) ont suivi le plongeon des prix.

Pour les plus jeunes, un moyen de s'enrichir

L'échec des projets de Meta sur le métavers a entraîné la défiance à l'égard de son potentiel et de son avenir immédiat. Reality Labs, la filiale métavers du groupe de Mark Zuckerberg, a cumulé 43 milliards de dollars de pertes depuis sa création en 2019. Les ambitions affi-

La chute de l'activité dans l'immobilier du métavers

En milliers d'euros



« LES ÉCHOS » / SOURCE : WEMETA

chées de Meta dans les mondes virtuels y avaient déclenché le début d'une bulle immobilière massive à partir de début 2021. Le marché avait alors connu quatorze mois de folie où les prix avaient été multipliés par sept. D'autant que les richesses accumulées dans la sphère des cryptos en 2021 – une année record – avaient été réinvesties en partie dans les métavers et les NFT, contribuant ainsi à une forte enveloppe spéculative des cours.

Selon un sondage du site coin gecko (1), les particuliers qui ont franchi le pas dans l'immobilier du métavers l'ont fait pour plusieurs raisons : l'attraction pour l'esthétique du métavers, la volonté de faire partie d'une communauté, la spéculation et l'investissement, et le pari sur une technologie novatrice. Les particuliers plus âgés sont surtout motivés par l'aspect technologique et communautaire. Ceux qui aiment prendre des risques (les

plus jeunes) voient surtout l'immobilier virtuel comme un moyen de s'enrichir. Les individus plus avertis en matière de NFT mettent surtout en avant les beautés et l'esthétique avant-gardiste de ces nouveaux mondes.

Reality Labs, la filiale métavers du groupe de Mark Zuckerberg, a cumulé 43 milliards de dollars de pertes depuis sa création en 2019.

Pour attirer les investisseurs vers l'immobilier du métavers, leurs promoteurs avaient brandi cet argument imparable : une offre limitée de terrains et une demande explosive notamment dans certains quartiers « huppés » où des stars avaient acheté leur demeure.

Acquérir un logement à proximité était la garantie de gagner beaucoup d'argent.

Dans le Snoopverse, le quartier de Snoop Dog

La réalité s'est révélée bien différente du rêve. Ainsi, les terrains situés dans le Snoopverse, le quartier de Sandbox où le rappeur Snoop Dog avait acheté sa vaste demeure, ont vu leur prix s'effondrer de 94% d'après le site Digital Marketing News. Près de 200 premières parcelles commencent à être vendues aux enchères fin 2021 sur la plateforme OpenSea, spécialisées sur les NFT. Un fan déboursa jusqu'à 450.000 dollars pour être près de son idole et être au passage invité à ses soirées virtuelles et « enfumées ».

(1) « Digital Real Estate in the Metaverse: an Empirical Analysis of Retail Investor Motivations », Ante, Wazinski, Saggu.

Les cryptoactifs saisis seront confiés à la Caisse des Dépôts

CRYPTOACTIFS

Les actifs numériques saisis par la justice dans le cadre d'affaires pénales vont être désormais conservés à la CDC.

Laurence Boisseau

Où vont les bitcoins confisqués par la justice ? D'ici peu, ils atterrissent à la Caisse des Dépôts. L'Agrasc, l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués, vient de confier à la Banque des Territoires (groupe Caisse des Dépôts) les actifs numériques qu'elle gère. Ces derniers ont été saisis dans le cadre d'affaires pénales (trafic de stupéfiants, détournement ou extorsion de fonds, etc.). Alors que la banque publique sécurisait déjà depuis 2011 les fonds gérés par l'Agrasc – hors cryptoactifs –, les deux institutions viennent d'étendre leur partenariat.

Fin septembre 2021, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) avait obtenu auprès du gendarme

boursier l'enregistrement PSAN (Prestataire de services sur actifs numériques). Un enregistrement atypique pour deux raisons.

D'abord, il ne concerne qu'une seule activité, à savoir le service de conservation de cryptomonnaies, et pas l'achat ou la vente d'actifs numériques. Ensuite, la CDC était la seule institution publique à avoir obtenu cet enregistrement. La Caisse des Dépôts n'en avait pas encore fait usage. Jusqu'à ce que l'Agrasc devienne dans ce domaine son premier client.

« Frapper les délinquants au portefeuille »

Créé dans le cadre d'une loi du 9 juillet 2010, l'Agrasc facilite la saisie et la confiscation en matière pénale. Cet établissement public administratif intervient après que le magistrat a ordonné des saisies et après que ces dernières ont été réalisées par les officiers de police judiciaire. Il les centralise et s'assure tant de la bonne gestion de ces biens que de leur liquidation, une fois qu'ils ont été confisqués par une décision de justice définitive. Les fonds correspondants peuvent ensuite abonder le budget

de l'Etat, être versés à des victimes pour réparation, ou être affectés à des associations reconnues d'utilité publique.

L'Agrasc intervient de plus en plus souvent car les magistrats prononcent aujourd'hui plus de peines de confiscation ou de saisie, que par le passé. « Ils ont compris qu'en frappant au portefeuille les délinquants souffraient davantage qu'avec une peine de prison », explique une source proche du dossier.

Jusqu'à présent, l'Agrasc gérait peu d'actifs numériques. Mais avec l'explosion des cryptomonnaies, l'appétit des criminels pour ces nouveaux produits financiers – qui peuvent promettre des solutions de blanchiment rapides et sûres – a augmenté. En 2022, les saisies de cryptoactifs ont fait un bond de 319%, ce qui représente 310 dossiers. Soit, au total, un peu plus de 50 millions d'euros au 22 février.

L'année 2023 a commencé au rythme de plusieurs saisies par semaine, parmi lesquelles l'affaire « Bitzlat », une Bourse d'échange de cryptomonnaies fondée par un citoyen russe qui promettait à ses utilisateurs des solutions de blanchiment rapides et sécurisées. ■

ipem | SEPT. 18-20, 2023
JARDIN DES TUILLERIES
PARIS, FRANCE - 9th EDITION

Le hub mondial du capital investissement

+4,000 Participants	+1,600 Sociétés
+60 Pays	+650 LPs
10,000 m ²	+650 GPs

Sous le thème « Destined to Outperform », l'IPem Paris 2023 se réunit pour explorer l'avenir du capital investissement et sa capacité à délivrer des rendements supérieurs dans un contexte nouveau.

Avec des taux d'intérêt plus élevés, les fonds mettront-ils à jour leur stratégie d'investissement et de création de valeur ? Les LPs réévalueront-ils leurs allocations, et quelles segments d'actifs préféreront-ils ?

www.ipem-market.com

Remise de
50%
à partir du 3ème Pass

*Destinés à surperformer

La ruée des particuliers belges sur le bon d'Etat

DETTE

La Belgique a levé le montant record de 22 milliards d'euros pour son obligation d'un an destinée aux épargnants.

Le Trésor belge va réduire son programme de financement sur les marchés.

Guillaume Benoit

C'est un véritable raz-de-marée de demandes qui a déferlé sur le Trésor belge. Plus de 600.000 épargnants se sont précipités sur le bon d'Etat à un an qui leur était proposé par le Royaume de Belgique. « Il y a pas mal de versements de 1.000 euros, de 2.000 euros, mais il ya très vite des versements de 10.000, 20.000, 30.000 euros, voire de plus de 100.000 euros, voire de plusieurs millions d'euros », a expliqué Jean Deboutte, le directeur de l'Agence belge de la Dette à la RTBF. Au final, ce sont 21,9 milliards d'euros qui ont été levés par ce biais lundi. Du jamais-vu. Le précédent record, qui datait de la crise de la zone euro, ne s'élevait qu'à 5,7 milliards d'euros.

Les émissions trimestrielles de bons d'Etat sont des opérations régulières en Belgique. Elles ont pour objectif de proposer aux épargnants un moyen de diversifier leur épargne, en bénéficiant de la sécurité de la signature de l'Etat. Mais les volumes sont réduits. Initialement, le Trésor ne comptait lever ainsi que 250 millions d'euros.

Cette fois-ci, le gouvernement belge a voulu faire pression sur les banques. Depuis plusieurs mois, les citoyens se plaignent du fait que malgré la forte remontée des taux de la Banque centrale européenne

– le taux de dépôt évolue désormais à 3,75% – les établissements bancaires ne rémunèrent pas assez leur épargne. De fait, selon la BCE, le rendement moyen des produits d'épargne belges à un an atteint péniblement 3,13%.

Un taux de 3,3 % proposé aux investisseurs

En proposant aux investisseurs particuliers un taux de 3,3%, le ministère des Finances a jeté un pavé dans la mare. En outre, une fiscalité réduite de moitié va être appliquée aux intérêts du bon d'Etat. Et d'ores et déjà, certaines banques ont commencé à augmenter la rémunération de leurs livrets face à cette concurrence inattendue.

Par ailleurs, l'Etat belge sort gagnant de l'opération. Cette manne vient en effet réduire drastiquement ses besoins de financement sur les marchés. « Les émissions de Certificats de Trésorerie [la dette de marché belge à court terme, NDLR] prévues dans les semaines à venir seront annulées et l'encours des Certificats de Trésorerie sera réduit de 10,4 milliards d'euros au cours de l'année 2023 », souligne Unicredit.

Les émissions d'OLO (les obligations d'Etat à moyen et long terme) seront réduites pour leur part de 2,25 milliards d'euros, soit environ 5% du programme annoncé par l'Etat fédéral en début d'année. En outre, l'Agence va augmenter ses réserves de trésorerie d'environ 9 milliards d'euros. Une partie de cette somme sera placée sur le marché interbancaire et la rémunération ainsi obtenue sera affectée au remboursement du bon d'Etat.

Ces bonnes nouvelles ont eu un impact sur le coût de la dette belge. La semaine dernière, le spread (la différence de taux) demandée par les investisseurs pour prêter à Bruxelles plutôt qu'à Paris ou Berlin a diminué de 4 points de base. Selon les calculs – optimistes – de l'Agence belge de la Dette, cette baisse



Les bons d'Etat permettent de proposer aux épargnants un moyen de diversifier leur épargne. Photo Steve Heap/Shutterstock

pourrait représenter l'équivalent de 2,1 milliards d'intérêts pour les prochaines émissions. Soit une économie de 21 milliards d'euros sur 10 ans, la durée de référence des OLO. La Belgique devrait procéder à une nouvelle offre de bons d'Etat en décembre. Mais a priori pas d'une telle ampleur, ni avec le même taux. ■

L'avenir s'assombrit pour la dette émergente

DETTE

L'indice Bloomberg de la dette émergente a atteint le mois dernier son plus bas niveau depuis février.

Rachel Cotte

La lutte des pays occidentaux contre l'inflation est en train de faire des victimes collatérales dans les économies émergentes. La hausse des prix à la consommation restant bien au-delà de la cible de 2% à moyen terme fixée par les principaux instituts monétaires, ces derniers ont martelé que leurs taux allaient rester élevés pour une longue période. Fin août, le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a même réaffirmé à Jackson Hole que de nouveaux tours de vis n'étaient pas exclus. Désormais, aucun assouplissement n'est plus attendu aux Etats-Unis avant mars au moins.

Or en éloignant l'éventualité d'une baisse de taux, la Fed repousse d'autant la perspective d'une diminution du coût d'emprunt des pays émergents. De quoi détourner les investisseurs de cette classe d'actifs risquée. L'indice Bloomberg de la dette émergente a ainsi chuté de 2% en août, pour atteindre son plus bas niveau depuis février, et l'indice des devises des marchés émergents était en recul de 1,5%. Jusqu'en 2021, ces pays avaient profité des taux bas américains pour émettre de la dette

en dollars. Mais lorsque la Fed a décidé de mener une hausse de ses taux directeurs à marche forcée pour combattre l'inflation au sortir de la pandémie, la charge de leur dette s'est elle aussi alourdie. « Cet endettement est très élevé et problématique pour un grand nombre de pays, dont l'Egypte, le Salvador ou la Tunisie, qui n'ont toujours pas trouvé d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un soutien financier », explique Zouhoure Bousbih, stratégiste pays émergents chez Ostrum Asset Management.

Les taux élevés de la Fed

Dans un contexte de rendements élevés aux Etats-Unis, les capitaux des investisseurs se dirigent par ailleurs en priorité vers la dette américaine. « La dette émergente était avantageuse quand les taux américains étaient encore faibles. Maintenant que l'histoire a changé, l'avantage va aux bons du Trésor », résume Zouhoure Bousbih.

« Les obligations en monnaie locale des marchés émergents pourraient également être menacées dans les mois à venir par une nouvelle hausse du dollar », estime Jon Harrison, directeur général de la stratégie macroéconomique des marchés émergents chez GlobalData TS Lombard, cité par Bloomberg. En maintenant ses taux élevés, la Fed soutient en effet sa devise, ce qui contraint également les banques centrales des pays émergents à garder leurs propres taux suffisamment hauts, afin de défendre leur monnaie locale face à un dollar fort. La

« Les obligations en monnaie locale des marchés émergents pourraient également être menacées dans les mois à venir par une nouvelle hausse du dollar. »

JON HARRISON
Directeur général de la stratégie des marchés émergents chez GlobalData TS Lombard

en bref



Les ménages européens pessimistes sur l'évolution de l'inflation

BANQUES CENTRALES Les ménages européens ont revu à la hausse leurs anticipations d'inflation en zone euro, selon la dernière édition de l'enquête mensuelle menée par la banque centrale auprès des consommateurs. Ces derniers estiment que la hausse des prix d'ici à douze mois s'élèvera en moyenne à 3,4% et à 2,4% sur les trois prochaines années (contre 2,3% auparavant). Dans les deux cas, ces prévisions sont très largement supérieures à l'objectif de 2% fixé par l'institution de Francfort. De quoi alimenter les discussions lors de la prochaine réunion de la BCE qui se tiendra le 14 septembre prochain. Les marchés tablent désormais plutôt sur une pause dans le cycle de hausse des taux. Mais les fortes prévisions d'inflation des ménages apportent des arguments aux partisans d'un dernier tour de vis.

Crédit Agricole et Opteven s'allient dans la maintenance automobile

BANQUE Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) complète son maillage dans les services automobiles. La filiale de crédit à la consommation de Crédit Agricole et Opteven – un spécialiste de l'assistance automobile et de la garantie des pannes mécaniques – « se sont entendus » sur un projet d'accord commercial « qui devrait être complété par la création d'une joint-venture » à 50-50, ont annoncé les deux entreprises. Cette structure permettrait à CACF « de proposer une offre d'extension de garantie et de contrat de maintenance » auprès de ses clients particuliers et professionnels. Opteven couvre 1,8 million de véhicules en Europe et a réalisé 278 millions d'euros de revenus en 2022.

Découvrez la formation « Réussir sa croissance externe »



5 jours pour comprendre les logiques stratégiques, financières et juridiques d'une opération de fusion-acquisition.

Du 21 septembre au 15 décembre

Les Echos
FORMATION

Consultez le programme et inscrivez-vous





SÉANCE DU 05 - 09 - 2023
CAC 40 : 7254,72 (-0,34 %) NEXT 20 : 11127,33 (-0,63 %)
CAC LARGE 60 : 7831,94 (-0,36 %)
CAC ALL-TRADABLE : 5415,96 (-0,34 %)
DATE DE PROROGATION : 26 SEPTEMBRE

CAC 40

VALEURS MNÉMO / INFO / OUV VOL NB TITRES	CLOT + HAUT - MOIS % VEIL % AN BPA	+ BAS % 52 S. + BAS AN RDT
AIR LIQUIDE (AII) ◆ A 165,62 163,78 - 181 + 23,7 34	591250 165,65 + 239 168,48	591250 165,65 + 239 168,48
FRO0000120073 15/05/23 2,95 523,75,225	132,52 + 3845 111,68 39,50	132,52 + 3845 111,68 39,50
AIRBUS GROUP (AIR) ◆ A 133,54 134,1 - 0,66 + 20,79 34	536320 134,82 + 252 138,76	536320 134,82 + 252 138,76
NL0000235190 25/04/23 153 790,395,611	132,52 + 3845 111,68 39,50	132,52 + 3845 111,68 39,50
ALSTOM (ALO) ◆ A 24,84 24,67 - 1,2 + 8,31	650435 24,9 + 767 28,41	650435 24,9 + 767 28,41
FRO0010220475 17/07/23 0,25 381,855,265	24,51 + 24,25 20,69 101	24,51 + 24,25 20,69 101
ARCELORMITTAL (MT) ◆ A 24,775 24,968 + 0,06 + 1,59	132,9053 25,185 + 0,83 30,515	132,9053 25,185 + 0,83 30,515
LUI598757687 15/05/22 0,17 852,809,772	24,595 + 10,3 23,095	24,595 + 10,3 23,095
AXA (CS) ◆ A 275 27,838 + 0,4 + 6,83	2,22718 72,995 + 2,48 32,44	2,22718 72,995 + 2,48 32,44
FRO0000120628 08/05/23 17 254,751,714	2,728 + 181 3,6 6,11	2,728 + 181 3,6 6,11
BNP PARIBAS (BNP) ◆ A 59,08 59,08 - 0,08 + 11,53	2000571 59,07 + 0,17 67,02	2000571 59,07 + 0,17 67,02
FRO000013104 22/05/23 3,9 123,431,646	58,51 + 2783 4,72 6,57	58,51 + 2783 4,72 6,57
BOUYGUES (EN) ◆ A 3138 31,23 - 0,83 + 11,38	464,869 31,44 - 343 33,26	464,869 31,44 - 343 33,26
FRO0000200503 03/05/23 18 381,777,851	31 + 6,62 28,16 5,76	31 + 6,62 28,16 5,76
CAP-GEMINI (CAP) ◆ A 170,65 17,28 + 0,61 + 10,25	235226 172,95 + 1,61 189,75	235226 172,95 + 1,61 189,75
FRO0000125338 30/05/23 3,25 173,582,213	168,6 - 1,37 152,25 1,89	168,6 - 1,37 152,25 1,89
CARREFOUR (CA) ◆ A 16,95 16,76 - 2,19 + 7,16	16,98 - 7,71 19,19	16,98 - 7,71 19,19
FRO0000120172 06/06/23 0,56 19,983,834	16,555 + 2,44 15,67 3,34	16,555 + 2,44 15,67 3,34
CREDIT AGRICOLE (ACA) ◆ A 11,26 11,38 - 2,02 + 15,53	706,0580 11,26 + 1,18 12,46	706,0580 11,26 + 1,18 12,46
FRO0000045072 30/05/23 10,5 30,25,902,350	11,156 + 2,54 9,54 9,25	11,156 + 2,54 9,54 9,25
DANONE (DN) ◆ A 5318 52,79 - 1,09 + 2,23	771681 53,18 + 1,66 61,88	771681 53,18 + 1,66 61,88
FRO0000120644 09/05/23 2,2 67,773,128	52,59 + 3,02 4,83 3,79	52,59 + 3,02 4,83 3,79
DASSAULT SYSTEMES (DSY) ◆ A 36,56 36,66 - 0,06 + 9,45	876282 36,66 - 2,96 41,985	876282 36,66 - 2,96 41,985
FRO001400387B 29/05/23 0,21 133,996,406	36,09 + 5,08 33,095 0,57	36,09 + 5,08 33,095 0,57
EDEREN (EDEN) ◆ A 58,7 58,58 - 0,24 + 15,13	2,2137 58,58 + 1,05 10,52	2,2137 58,58 + 1,05 10,52
FRO0010908533 07/06/23 1 21,49 58,580,059	58,52 + 15,41 4,74 1,71	58,52 + 15,41 4,74 1,71
ENGIE (ENG) ◆ A 14,726 14,58 - 1,19 + 8,3 1,21	44,38 14,58 - 1,19 12,48	44,38 14,58 - 1,19 12,48
FRO0010209488 28/04/23 14 2,435,285,011	14,48 + 1,29 12,46 9,6	14,48 + 1,29 12,46 9,6
ESSILORLUXOTTICA (EL) ◆ A 17,45 17,2 - 0,64 + 2,96	337102 17,562 - 0,37 189,4	337102 17,562 - 0,37 189,4
FRO000121667 22/05/23 3,23 45,535,715	17,35 + 17,39 155,15 185	17,35 + 17,39 155,15 185
EUROFINS SCIENT. (ERF) ◆ A 56,5 55,32 - 2,64 - 17,51	266370 56,6 - 6,11 72,12	266370 56,6 - 6,11 72,12
FRO014000M0R3 03/07/19 2,45 190,742,750	54,96 - 16,69 53,46 1,81	54,96 - 16,69 53,46 1,81
HERMES INTL (RMS) ◆ A 186,88 186,82 - 0,75 + 29,29	444,38 186,82 - 3,05 20,05	444,38 186,82 - 3,05 20,05
FRO000052292 25/04/23 9,5 105,569,412	44,38 + 8,96 14,05 0,51	44,38 + 8,96 14,05 0,51
KERING (KER) ◆ A 48,065 47,98 - 2,19 + 0,9 +	150,739 48,065 - 1,12 60,36	150,739 48,065 - 1,12 60,36
FRO000121485 02/05/23 9,5 14,20,770,778	48,065 + 2,44 12,46 1,98	48,065 + 2,44 12,46 1,98
LVMH. (MC) ◆ A 886,00 886,00 - 1,75 + 10,65	389,606 886,00 - 1,75 90,45	389,606 886,00 - 1,75 90,45
FRO0000120104 25/04/23 7 502,04,840,700	886,00 + 1,54 68,51 0,92	886,00 + 1,54 68,51 0,92
LEGENDA (LRL) ◆ A 90,36 90,26 - 0,55 + 20,64	326,253 90,36 - 1,55 93,22	326,253 90,36 - 1,55 93,22
FRO010307819 02/06/23 19 266,817,746	89,14 + 24,5 74,64 2,11	89,14 + 24,5 74,64 2,11

SRD

VALEURS MNÉMO / INFO / OUV VOL NB TITRES	CLOT + HAUT - MOIS % VEIL % AN BPA	+ BAS % 52 S. + BAS AN RDT
AB SCIENCE (AB) △ B 2,98 3,105 + 3,67 - 56,21	293814 3,21 - 7,73 749	293814 3,21 - 7,73 749
FRO010557264 05/09/15 2,98 50,891,283	2,92 - 6,55 6,56 2,73	2,92 - 6,55 6,56 2,73
ABC ARBITRAJE (ABC) △ B 6,11 6,06 - 0,17 + 6,05	3455 6,11 + 306 6,64	3455 6,11 + 306 6,64
FRO004040608 04/07/23 0,11 59,608,879	6,05 - 1,38 5,79 1,82	6,05 - 1,38 5,79 1,82
ABIVAX (ABVX) △ B 17,54 17,74 + 0,57 + 18,706	9981 17,82 + 6,38 19,7	9981 17,82 + 6,38 19,7
FRO012333284 04/07/23 15 42,331,585	17,54 + 10,71 21,5 1,82	17,54 + 10,71 21,5 1,82
ABIONYX PHARMA SA (ABN) △ B 1192 1,206 + 101 - 29,97	18804 1,206 + 169 2,485	18804 1,206 + 169 2,485
FRO012616852 09/05/23 1 21,27 58,582,32	1,19 - 40 111	1,19 - 40 111
ACCOR (AC) ■ A 33,7 33,66 - 0,03 + 44,15	40,8380 33,88 + 243 34,4	40,8380 33,88 + 243 34,4
FRO000120404 23/05/23 10,5 33,634,715	33,52 + 43,33 23,39 312	33,52 + 43,33 23,39 312
ADOCIA (ADOC) △ A 12,08 12,24 - 0,16 + 18,312	198213 12,08 + 9,582 16,16	198213 12,08 + 9,582 16,16
FRO011184241 11/25/23 1 21,27 58,582,32	11 + 139,5 2,745	11 + 139,5 2,745
AÉROPORTS DE PARIS (ADP) ■ A 12,25 12,11 - 1,14 - 3,27	32836 12,25 - 1,14 12,25	32836 12,25 - 1,14 12,25
FRO000053027 08/06/23 1 21,27 58,582,32	15 - 1,24 2,08 2,03	15 - 1,24 2,08 2,03
ALD (ALD) ▲ A 9,32 9,16 - 1,18 + 1,54	2,2168 9,32 + 127 13,06	2,2168 9,32 + 127 13,06
FRO013259662 31/05/23 10,6 81,965,6428	9,35 - 16,41 8,37 1153	9,35 - 16,41 8,37 1153
ALPES (CIE DES) (CD) △ A 12,9 12,92 + 0,16 - 10,15	19772 12,92 - 1,22 15,5	19772 12,92 - 1,22 15,5
FRO000063324 14/03/23 0,83 50,533,135	12,76 - 15,55 12,16 6,42	12,76 - 15,55 12,16 6,42
ALTARE (ALTA) ▲ A 89,5 89,3 - 0,22 - 29,24	1523 89,3 + 1,22 10,5	1523 89,3 + 1,22 10,5
FRO000003219 12/06/23 5,5 20,736,822	88,8 - 31,52 78,79 8,8	88,8 - 31,52 78,79 8,8
ALTAREIT (AREIT) ◆ B 550 550 - 12 -	1,40 550 + 374 550	1,40 550 + 374 550
FRO000039216 1750,487	550 + 14,06 520	550 + 14,06 520
ALTERN (ATE) ▲ A 13,35 13,55 + 3,59 + 16,01	32036 13,55 + 2,34 16,01	32036 13,55 + 2,34 16,01
FRO0000071946 04/07/23 15 34,660,133	13,46 + 11,46 11,66 111	13,46 + 11,46 11,66 111
AMUNDI (AMUN) ▲ A 54,8 54,45 - 0,91 + 2,74	10,635 54,45 + 0,09 64,75	10,635 54,45 + 0,09 64,75
EX-D 15/03/17 110635	- 0,09 64,75	- 0,09 64,75
FRO0040412590 22/05/23 4,1 204,647,634	54,3 + 7,72 59,15 0,92	54,3 + 7,72 59,15 0,92
ANTIN INFRA PARTNERS (ANTIN) ▲ A 13,36 13,35 - 0,34 - 34,24	13,765 13,35 - 13,54 23,3	13,765 13,35 - 13,54 23,3
FRO0140050AL 08/06/23 0,28 174,562,444	13,29 - 48,97 13,01 21	13,29 - 48,97 13,01 21

carnet

PORTRAIT

par Laurance N'Kaoua

Eric Nebot partage ses « Visions » au cinéma

Eric Nebot a un peu le trac. Ce mercredi, « Visions », un thriller haletant orchestré par Yann Gozlan, avec Diane Kruger et Mathieu Kassovitz, sort sur les écrans. Il en est le producteur, ayant arpenté sans relâche, des années durant, distributeurs et financiers, pour que le film voie le jour. Mais cet entrepreneur, qui vit entre Paris et New York, a mille casquettes. Le fil rouge ? Son amour du cinéma. Né en 2012, son groupe, McFly Holding, ainsi baptisé en hommage au film culte « Retour vers le futur », abrite d'abord Hill Valley, une société de placement de produits, notamment de luxe, à cheval entre la France, Manhattan et Los Angeles. Ainsi, a-t-il glissé du cognac Hennessy dans « Once Upon a time... in Hollywood » de Quentin Tarantino et du champagne Piper-Heidsieck dans « Emily in Paris ». Sa filiale Eagles Team Entertainment produit, quant à elle, des films et des séries : « Visions » est son premier long métrage. Et, depuis peu, est née Ratatouille, une agence qui noue, pour des marques alimentaires, des partenariats de visibilité avec des chefs. Au menu : des recettes élaborées par Yann Couvreur en boutique chaque soir jusqu'en octobre avec la liqueur St-Germain, mais aussi une alliance numérique entre le sucre Saint-Louis et le chef pâtissier du Ritz, François Perret ou encore une série culinaire au Japon avec le chef Mory Sacko.

« Le Covid a rebattu les cartes en générant l'explosion de la consommation de contenus sur les plateformes. Leur audience dépasse le milliard de téléspectateurs ! détaille Eric Nebot, regard bleu clair, lunettes fines et boucles cendrées, ramassées sous une casquette. On est en croissance. Car les marques aussi ont besoin de contenus ».

L'homme est discret, parle vite, se dit angoissé, perfessionniste, d'une curiosité sans filtre. Surtout Eric Nebot, dont le grand-père a produit et distribué plusieurs films, comme « Le Mépris », est fasciné depuis toujours par le septième art. Enfant, il connaissait les dialogues de « La Mort aux trousses » d'Alfred Hitchcock par cœur. Adulte, il est au board de l'American Cinematheque. Et monte régulièrement sur scène devant le gratin de Hollywood pour évoquer le septième



art. Comme ce soir de 2018, face à Bradley Cooper, Sean Penn et Lady Gaga. Cuisinier à ses heures, il a, lui-même, filmé avec gourmandise pour Netflix, la série « The Chef in a Truck ». La caméra suit François Perret, qui a troqué le Ritz, son staff et ses moyens pour concevoir des recettes à bord d'un food-truck dans l'Ouest américain.

Stagiaire sur « L'Esquive »

C'est pourtant loin des plateaux qu'Eric Nebot a fait ses premiers pas. Né à Boulogne il y a 47 ans, ce fils d'un chirurgien-dentiste et d'une institutrice a d'abord étudié la finance... mais n'est resté que trois jours en salle de marchés. Avant de cofonder Publibook, une maison d'édition numérique revendue pour une somme coquette à Petit Futé. En 2000, le décès de son grand-père le ramène au cinéma. Après avoir frappé à toutes les portes, il devient stagiaire rôti sur « L'Esquive » d'Abdellatif Kechiche, bloquant dès l'aube les rues de la cité, faisant le café... A 27 ans. Au passage, il jette sur le papier un scénario qui deviendra « La Désintégration » en 2011. Mais c'est à l'agence Fullsix, où il réalise des clips publicitaires que germe l'idée du placement de produits.

« J'ai toujours voulu produire des films. J'ai juste fait des détours », résume ce père de deux fils, fan aussi de Brian de Palma. « Il s'est battu pour que "Visions" existe, confie Yann Gozlan, qui a également réalisé « Boîte Noire » et « Un homme idéal ». Il est passionné, authentique. Et comme il y croit, il vous embarque et tout devient possible ». L'intéressé y a cru dès le début : « En voyant "Un homme idéal", j'avouai travailler avec Yann, dit-il. Le scénario de "Visions" ne faisait que quelques pages mais tout était là : l'ambiance, l'obsession... » Elles sont entrées dans les salles obscures.

Lire notre critique

Page 12

DR

EURONEXT HORS SRD									
ACTIONS FRANÇAISES									
ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL		
FR0000076887	A.S.T. GROUPE	△	C 1,095	1,095	1,05	1,09	1519		
FR0012616852	ABIONYX PHARMA	△	B 1,192	1,206	1,192	1,206	101	18804	
FR0012821890	ADUX	△	C 1,34	1,34	1,25	1,295	-3,36	4729	
FR0000062465	ALAN ALLMAN	C	1,16	1,16	1,18	+ 1,29	672		
FR0000053837	ALTAMIR	B	27	27	26,5	26,6	879		
FR0012789667	AMPLITUDE	△	C 3,42	3,42	3,38	3,42	2109		
FR0011992700	ATEME	△	B 8,52	8,7	8,52	8,54	1576		
FR0000039232	AUREA	△	C 6,08	6,08	6,04	6,08	- 0,33	972	
FR0140400CF7	AVENIR TELECOM	C	0,183	0,183	0,177	0,18	+ 0,33	63014	
FR0191258393	BALYO	△	C 0,843	0,843	0,839	0,84	66088		
FR0000423208	BASSAC	B	431	435	41	42,9	- 2,06	881	
FR0000036370	BASTIDE CONF.MED.	△	C 26,5	26,65	26,3	26,4	- 0,94	1255	
FR0000039299	BOLLORE	▲	A 5,32	5,325	5,285	5,285	- 103	1040852	
FR0000074254	BOURSE DIRECT	C	5,22	5,26	5,12	5,14	- 1,53	3291	
FR010151589	CAFOM	C	9,82	9,82	9,8	9,8	1117		
FR0012969095	CAPELLI	△	A 4,93	4,93	4,44	4,44	- 9,94	1446	
FR0101093979	CBO TERRITORIA	C	3,54	3,56	3,54	3,56	+ 0,57	10804	
FR0000053506	CEGEDIM	B	20,45	20,65	20,05	20,05	- 1,96	7818	
FR0013426004	CLARANOVA SE	△	B 1,672	1,672	1,612	1,656	- 2,59	84196	
FR0000855690	CRCAM ATL-VENDÉE	C	9,86	9,95	9,89	9,86	1231		
FR010151589	CAFOM	C	9,82	9,82	9,8	9,8	1117		
FR0012969095	CAPELLI	△	A 4,93	4,93	4,44	4,44	- 9,94	1446	
FR0101093979	CBO TERRITORIA	C	3,54	3,56	3,54	3,56	+ 0,57	10804	
FR0000053506	CEGEDIM	B	20,45	20,65	20,05	20,05	- 1,96	7818	
FR0013426004	CLARANOVA SE	△	B 1,672	1,672	1,612	1,656	- 2,59	84196	
FR0000855690	CRCAM ATL-VENDÉE	C	9,86	9,95	9,89	9,86	1231		
FR001040483768	CRBMC PIC. CC	B	18,798	18,8	18,7	18,71	- 0,48	893	
FR0000085514	CRCAM NORD FR.	B	13,59	13,69	13,598	13,6	- 0,37	1607	
FR001400AYG6	DEEZER	B	2,06	2,06	2,05	2,06	+ 0,49	774	
FR0000062978	DEKUPPLE	△	C 30,4	30,4	29,8	30,2	- 0,66	976	
FR0012831004	DELTA PLUS GROUP	△	B 7,16	7,16	7,16	7,35	+ 5,15	1592	
FR0012202497	DIAGNOSTIC MEDICALA	C 1,185	1,24	1,145	1,24	- 0,9	55 11604		
FR0000054678	EIROUSSE RESSOURCES	C	3,15	3,15	3,04	3,11	- 0,96	11054	
FR0000075343	EUROMEDIS GROUPE	C	4,95	4,95	4,81	4,9	- 101	1744	

EURONEXT HORS SRD									
Suite ACTIONS FRANÇAISES									
ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL		
FR0011726000	FERMENTALG	△	C 0,628	0,63	0,617	0,617	- 2,06	12619	
FR0011665280	FIGEAC AERO	△	C 4,5	4,5	4,3	4,31	- 4,22	9503	
FR0014005083	FORSEE POWER SA	B	3,18	3,19	3,135	3,19	+ 0,31	2324	
FR0013030152	FRANCAISE ENERGIE	△	C 4,16	4,18	4,12	4,145	- 1,31	2102	
FR0011799097	GENOMIC VISION	△	C 0,008	0,008	0,008	0,008	+ 2,53	1602489	
FR0010061459	GERARD PERRIER	B	105	105	104	105	- 2,78	1501	
FR0012612646	GROUPE PARTOUCHE	B	2,36	2,36	2,31	2,35	- 0,42	1009	
FR0010214064	GROUPE PIZZORNO	C	5,98	6,06	5,9	6,06	+ 1	662	
FR0004155000	GROUPE SFPI	△	C 1,824	1,826	1,78	1,82	- 0,22	49097	
FR0000066722	GUILLEMOT	△	C 6,83	6,86	6,77	6,8	- 0,44	23880	
FR0000066750	HAILLOTTE GROUP	B	3,15	3,34	3,15	3,34	+ 5,03	12054	
FR0000066755	HALLIGAN	△	C 4,74	4,74	4,7	4,7	- 0,84	870	
FR0012821916	HIPAY GROUP	△	C 7,66	7,78	7,5	7,78	- 0,28	666	
FR0014003VY4	HYDROGNE FRANCE	▲	B 16,78	16,8	16,5	16,52	- 155	1521	
FR0000051390	IDI	B	6,64	6,64	6,52	6,64	+ 0,3	1982	
FR0000033243	IMMO.DASSAULT	B	50,8	50,8	50	50	- 196	834	
FR0013233012	INVENTIVA	△	B 3,65	3,65	3,445	3,6	+ 0,84	29634	

Retrouvez-nous sur www.lesechos.fr 

Les chiffres de l'économie

// Budget de l'Etat et PSR 2023 : 500,2 milliards d'euros (prévisions PLF 2023) // PIB 2022 : 2.642 milliards d'euros
 // Plafond Sécurité sociale : 3.666 euros/mois à partir du 01-01-2023 // SMIC horaire : 11,52 euros à partir du 01-05-2023
 // Capitalisation boursière de Paris : 2.425,61 milliards d'euros (au 20-07-2023)
 // Indice des prix (base 100 en 2015) : 117,65 au 16-07-2023 // Taux de chômage (BIT) : 6,9 % au 1^{er} trimestre 2023
 // Dette publique : 2.956,8 milliards d'euros (3^e trimestre 2022)

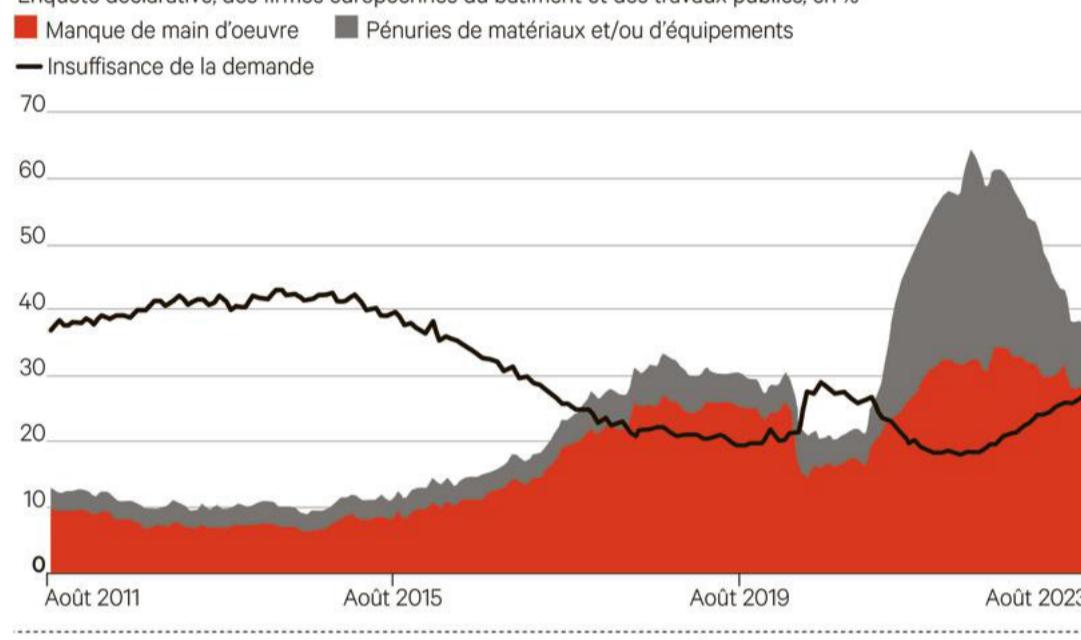
crible

La porte étroite

Le BTP européen doit se préparer à un recul de l'activité l'an prochain.

Les freins à l'activité du BTP en Europe

Enquête déclarative, des firmes européennes du bâtiment et des travaux publics, en %



C'est au pied du mur qu'on voit le maçon, si toutefois il se présente, aurait-on pu ajouter ces deux dernières années. Environ 30 % des firmes européennes de BTP se plaignent encore aujourd'hui d'un manque de main-d'œuvre, selon les enquêtes de la Commission, soit deux fois moins qu'au pic de l'an dernier. L'économiste d'ING Maurice van Sante constate qu'elles sont désormais pratiquement autant (28 %) à ressentir l'insuffisance de la demande. Le secteur devrait, selon lui, passer la porte étroite de l'année avec une « production » stable dans l'Union (après +2,7 % en 2022) grâce à l'imposante traîne des carnets de commandes (8,9 mois à fin juin). Mais l'activité devrait diminuer de 1 % l'an prochain, la France (-0,5 %) reculant moins que l'Allemagne (-1,5 %), et l'Espagne faisant exception (+2 %). Le mur des faillites, lui, se rapproche.

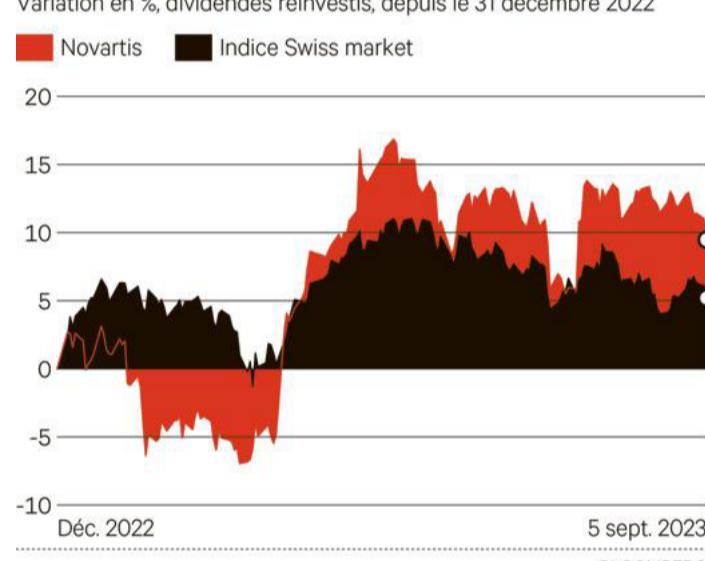
Des os dans la fondue

Sandoz va devoir structurer rapidement sa nouvelle vie boursière.

Nouvelle vie, vieux problèmes. Novartis et Sandoz n'échapperont pas à l'insoluble quadrature du cercle des divorcés suisses qu'ils deviendront le 15 septembre, lorsque les actionnaires du premier voteront la scission à 100 % du second. La cotation du fabricant de génériques, qui débutera le 4 octobre, ramènera en arrière les deux mariés d'il y a vingt-sept ans, l'ex-Ciba-Geigy et sa « sœur » bâloise, mais dans un futur très différent. Il faudra toujours à Novartis prouver qu'il peut y avoir un développement rentable ailleurs que dans l'obésité qui concentre aujourd'hui les projecteurs des investisseurs sur l'américain Eli Lilly et le danois Novo Nordisk, dont les valorisations stratosphériques – respectivement 58 fois et 37 fois les résultats de 2023 – interdisent tout hoquet de croissance. Et dans un métier des « copies » considéré avec méfiance depuis le précédent désastreux de Teva, Sandoz devra tracer sa propre voie boursière au-delà de la simple promesse d'une progression des ventes de 5 % par an de 2023 à 2028. L'ancien spécialiste du calcium a réglé, pour 99,5 millions de dollars fin août, 85 % des plaintes dans le scandale des opioïdes aux Etats-Unis. Mais il reste quelques os dans la fondue dont les 500 à 600 millions de dollars de coûts de la séparation (pour 1,23 milliard de résultat opérationnel en 2022) et la répartition des sites avec l'ex-maison mère. Pas simple d'arracher le cordon...

Novartis face à la Bourse suisse

Variation en %, dividendes réinvestis, depuis le 31 décembre 2022

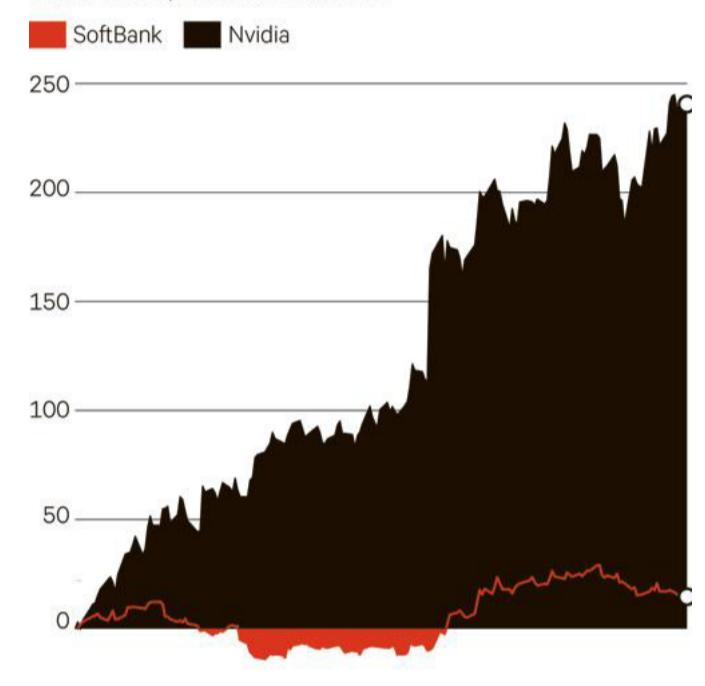


Le marché à puces

SoftBank évite de trop charger la barque de l'introduction en Bourse d'Arm.

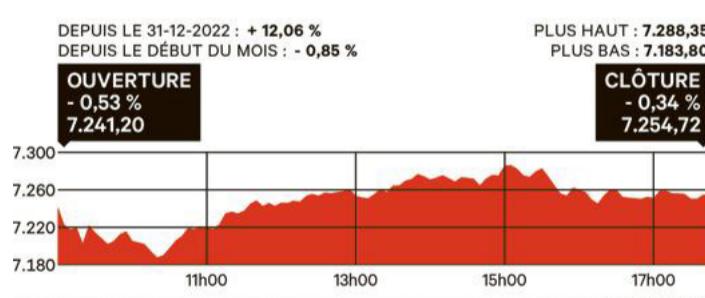
SoftBank Group face à Nvidia

Variation en %, dividendes réinvestis



« Rien n'est perdu tant que tout n'est pas perdu ». Un proverbe japonais sera le meilleur viatique de SoftBank Group pour le « roadshow » américain de sa filiale britannique Arm. L'exercice de « l'initial public offering » n'aura rien d'une tournée triomphale, malgré la pléthora de banques mobilisées et les marques d'intérêt de stars de la tech et des semi-conducteurs (notamment AMD, Apple, Google International, Nvidia, Samsung Intel et TSMC), portant sur environ 15 % du montant placé. Il n'est pas si facile de prendre la roue de l'intelligence artificielle pour le concepteur de semi-conducteurs, vu son déficit de croissance. Dans le haut de la fourchette du prix envisagé, la fierté de Cambridge vaudrait près de 52 milliards de dollars, plus de 19 fois le chiffre d'affaires de son exercice écoulé. C'est deux tiers de plus que le prix d'achat consenti par le géant japonais de la tech en 2016 mais un cinquième de moins que la valorisation retenue, le mois dernier, pour racheter les 25 % de Vision Fund, le fonds d'investissement codétenus avec l'Arabie saoudite. Les termes avaient été fixés à l'avance. Cette dépense de 16,1 milliards se compare mal à la recette d'au mieux 4,9 milliards du placement d'Arm, destinés aux caisses de la maison mère nipponne. Mais cette dernière a deux ans pour payer. Et son patron Masayoshi Son pourra se dire que tout n'est pas perdu, en ne mettant 10 % du capital sur le marché boursier.

Le CAC 40 finit en baisse



La Bourse de Paris a terminé la séance de mardi en recul de 0,34 % à 7.254,72 points. C'est le cinquième jour de baisse d'affilée, mais toujours dans de faibles proportions.

Cette fois-ci, ce sont les indicateurs décevants en provenance de la Chine et d'Europe qui ont déçu les investisseurs. Confirmant les craintes sur le manque de dynamisme de l'empire du Milieu, l'indice Caixin d'activité des services en Chine est tombé à 51,8 points en août après 54,1 points le mois précédent.

De son côté, l'indice composite PMI en zone euro, qui regroupe le secteur manufacturier et celui des services, est tombé à son plus bas niveau depuis près de trois ans, à

EN VUE

Rolling Stones

Le succès des Rolling Stones n'a pas plus de rides que les pierres qui roulent ne se couvrent de mousse. Mick Jagger ou le secret de la jeunesse éternelle, cet elixir que viennent chercher les milliers de septuagénaires se pressant à leurs concerts ? Mick c'est un peu la jouvence de l'abbé Soury des boomers.

« La mélancolie musicale d'une génération avancée en âge représente un marché », écrit Jean-François Sirinelli, dans « Le temps qui passe, la France qui change » (Odile Jacob), formidable voyage dans la « bande-son » des Français. Qui dit marché dit marketing et pour cela les Stones sont aussi les patrons. Les Stones ou ce qu'il en reste. Brian Jones a disparu il y a 50 ans, Charlie Watts en 2021, Bill Wyman a pris sa retraite.

Leurs remplaçants sont considérés comme des employés temporaires par Jagger et Richards. Ils ne figurent pas

sur les photos officielles du groupe, ni sur les écrans géants pendant les concerts sauf quand c'est techniquement impossible, raconte « Le Figaro ». Dur, dur, la coolitude. Ce ne sont pas ses 80 ans fêtés en juillet qui ont freiné Mick Jagger au contraire. Les fans ne savaient pas trop si leur dernière tournée, jamais moins de 500 millions de recettes, serait la dernière, ou s'ils entendraient de nouvelles musiques. « Miss You ». Leurs idoles allaient-elles définitivement leur tirer la langue ? L'espoir renait, les nerfs des aficionados ont survécu à des semaines de teasing parfois cruel, des jeux de piste Internet sans solution.

Ils savent désormais que le 6 septembre, ils pourront écouter « Hackney Diamonds », le premier album de chansons originales des Stones depuis 2005 (« A Bigger Bang »), leur vingt-quatrième en soixante ans. De quoi gonfler leur score de 200 millions de disques vendus ? Le monde est stone.